

**Document du
Groupe de la Banque mondiale
RÉSERVÉ A UN USAGE OFFICIEL**

Rapport N°150618-CF

**ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DÉVELOPPEMENT
SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE
AGENCE MULTILATÉRALE DE GARANTIE DES INVESTISSEMENTS**

**CADRE DE PARTENARIAT PAYS
POUR LA
RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
POUR LA PÉRIODE AF21-AF25
4 août 2020**

**Unité de gestion de pays, AWCC1
Région Afrique de l'Ouest et du Centre**

Société financière internationale

Agence multilatérale de garantie des investissements

Ce document a une diffusion restreinte et ne peut être utilisé par les destinataires que dans l'exercice de leurs fonctions officielles. Son contenu ne peut être rendu public sans l'autorisation du Groupe de la Banque mondiale.

La dernière Note d'engagement pays (NEP) remonte au 30 juillet 2015.

ÉQUIVALENCES DE MONNAIE

(Taux de change en vigueur au 31 juillet 2020)

Unité monétaire = FCFA (XAF)

1,00 USD = 559 XAF

ANNÉE FISCALE

1 janvier - 31 décembre

LISTE DES ABRÉVIATIONS

AB	Appui budgétaire
AF	Année fiscale
AFD	Agence française de développement
APPR	Accord politique pour la paix et la réconciliation
ASA	Services de conseil et d'analyse
ASR	Allocation de soutien au redressement
ASS	Afrique sub-saharienne
AVD	Analyse de viabilité de la dette
BAD	Banque africaine de développement
CEMAC	Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale
COVID-19	Maladie à coronavirus 2019
CPIA	Évaluation des politiques et institutions de pays
CPP	Cadre de partenariat pays
DB	<i>Doing Business</i>
DDR	Désarmement, démobilisation et réintégration
DPP	Dialogue public-privé
DSP	Développement du secteur privé
EDSP	Etude diagnostique systématique pays
EDSPP	Etude diagnostique du secteur privé du pays
EENP	Évaluation de l'économie numérique pays
ENERCA	Energie Centrafricaine (société publique d'électricité)
EP	Entreprise publique
ERR	Évaluation des risques et de la résilience
FCI	Finance, compétitivité et innovation
FCV	Fragilité, conflit et violence
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
FMI	Fond monétaire international
FBP	Financement basé sur la performance

GBM	Groupe de la Banque mondiale
GEMS	Initiative géo-activée pour le suivi et la supervision
GFP	Gestion des finances publiques
ICASEES	Institut Centrafricain des Statistiques et des Études Économiques et Sociales
IDA	Association internationale de développement
IF	Institution financière
IFC	Société financière internationale
MFD	Maximiser le financement pour le développement
MIGA	Agence multilatérale de garantie des investissements
MINUSCA	Mission multidimensionnelle intégrée de stabilisation en République centrafricaine
MPME	Micro, petites et moyennes entreprises
MRI	Mobilisation des ressources intérieures
OIM	Organisation internationale de la migration
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
OSC	Organisations de sociétés civiles
PAM	Programme alimentaire mondial
PdA	Protocole d'accord
PDI	Personne déplacée interne
PEFA	Dépenses publiques et redevabilité financière
PEM	Pôle d'expertise mondial
PFDD	Politique de financement du développement durable
PIB	Produit intérieur brut
PME	Partenariat mondial pour l'éducation
PME	Petites et moyennes entreprises
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PPP	Partenariats public-privé
RCA	République centrafricaine
RCPCA	Plan de relèvement et de consolidation de la paix pour la République Centrafricaine
RDC	République Démocratique du Congo
RDP	Revue des dépenses publiques
REDD	Réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts
RNB	Revenu national brut
RPA	Revue de la performance et d'apprentissage
RSR	Régime de soutien au redressement
SODECA	Société de Distribution d'Eau de Centrafrique
TIC	Technologie de l'information et des communications
UA	Union africaine

UE	Union européenne
UEP	Unité d'exécution de projet
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
USD	Dollar américain
USMS	Unités spéciales mixtes de sécurité
VBG	Violence basée sur le genre

	IDA	IFC	MIGA
Vice-président :	Ousmane Diagana	Sergio Pimenta	Hiroshi Matano
Directeur :	Abdoulaye Seck	Aliou Maiga	Merli Baroudi
Chefs d'équipe (TTL) :	Han Fraeters Judith Laufman	Marcos Vaena	Luisa Felino

TABLE DES MATIÈRES

I. INTRODUCTION	1
II. CONTEXTE DU PAYS ET PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT.....	6
A. Contexte naturel, géographique et régional	6
B. Questions de politique, de sécurité et de justice	8
C. Contexte économique.....	13
D. Secteur privé et environnement des affaires	15
F. Défis et opportunités en matière de développement	21
III. CADRE DE PARTENARIAT PAYS DU GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE	24
A. Programme de l'État : Plan de relèvement et de consolidation de la paix pour la République Centrafricaine (RCPCA) et Accord politique pour la paix et la réconciliation (APPR)	24
B. Consultations des parties prenantes	24
C. Vue d'ensemble du Cadre de partenariat pays du GBM AF21-AF25.....	25
Axe 1 : Capital humain et connectivité pour stimuler la stabilisation, l'inclusion et la résilience.....	27
Axe 2 : Gestion économique et gouvernance améliorées pour renforcer la légitimité de l'État et favoriser la croissance.....	33
D. Jalons du redressement et calibrage du portefeuille	40
E. Riposte à la COVID-19	42
IV. MISE EN ŒUVRE DU CADRE DE PARTENARIAT PAYS	44
A. Enseignements tirés de la mise en œuvre du portefeuille	44
B. Financement du CPP	46
C. Partenariats et coordination des bailleurs.....	49
D. Gestion des opérations du CPP	51
V. GESTION DES RISQUES POUR LE CPP	55
Annexe 1 : Tableau des résultats du CPP de la République centrafricaine (AF21-AF25)	58
Annexe 2 : Portefeuille de la RCA (à partir de la fin de l'AF20)	67
Annexe 3 : Allocation de soutien au redressement IDA19 pour la période AF21- AF23 – Proposition de cadre d'admissibilité et de suivi.....	68
Annexe 4 : Régime de soutien au redressement de l'IDA AF 2017-AF 2020 – Cadre de suivi	80
Annexe 5. IFC.....	85
Tableau 11 : Portefeuille de l'IFC	85
Annexe 6. Engagement du FMI en République Centrafricaine.....	88
Annexe 7 : Résumé des consultations dans le cadre du CPP.....	89
Annexe 8 : Répertoire des bailleurs.....	92
Annexe 9 : Questions de genre dans le CPP de la République Centrafricaine	93
Annexe 10 : Contexte climatique de la RCA - Vulnérabilité et adaptation	96
Annexe 11 : Carte de la République centrafricaine	99

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Répartition de la population dans les zones de sécurité (à gauche) ; zones agricoles (à droite) .	6
Figure 2 : Évolution des incidents et décès de civils liés au conflit.....	9
Figure 3 : Chemin de la RCA vers la stabilisation	12
Figure 4 : Indicateurs de <i>Doing Business</i> pour la République centrafricaine - 2020	16
Figure 5 : Nombre de stations d'essence en RCA	17
Figure6 : Taux de pauvreté réels et projetés, et PIB réel par tête ; incidence de la pauvreté	18
Figure 7 : Processus de sélectivité des programmes du GBM	26
Figure 8 : Jalons de l'allocation de soutien au redressement.....	41
Figure 9 : Évolution de l'engagement de la BM en RCA depuis 2015.....	52
Figure 10 : Aperçu du cadre de suivi du RSR pour la RCA.....	80
Figure 11 : « Matrice Hypothèses-Résultats » de l'IFC pour la RCA	86
Figure 12 : Cycle de vie d'une femme en RCA	93

LISTE DES TABLEAUX

Tableau1 : Principaux indicateurs macroéconomiques et financiers, 2017-2023.....	15
Tableau 2 : Capital humain en RCA.....	19
Tableau 3 : Facteurs de fragilité et opportunités pour soutenir le redressement en RCA.....	22
Tableau 4 : Programme de prêt actif et indicatif.....	47
Tableau 5: Programme indicatif de services de conseil et d'analyse	48
Tableau 6 : Outil d'évaluation systématique des risques aux opérations (SORT)	55
Tableau 7 : Critères d'admissibilité à l'allocation de soutien au redressement	69
Tableau 8 : Cadre de suivi de l'allocation de soutien au redressement de l'IDA 19.....	73
Tableau 9 : Calibrage du portefeuille d'allocation de soutien de redressement – Activités clés	77
Tableau 10 : Cadre de suivi du régime de soutien au redressement de l'IDA18.....	81
Tableau 11 : Portefeuille de l'IFC	85

LISTE DES ENCADRES

Encadré 1 : Accord de paix - Avancement de la mise en œuvre.....	10
Encadré 2 : S'attaquer aux contraintes pesant sur la réduction de la pauvreté et la stabilisation en RCA	23
Encadré 3 : Opportunités naissant d'une crise - Riposte innovante à la COVID-19	30
Encadré 4 : La RCA et la Politique de financement du développement durable (PFDD).....	36
Encadré 5 : Priorités stratégiques de l'IFC en RCA.....	40
Encadré 6 : GEMS - Supervision numérique et coordination numérique des bailleurs	50

CADRE DE PARTENARIAT PAYS AF21-AF25 POUR LA RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

I. INTRODUCTION

1. **La République centrafricaine (RCA), un pays peu densément peuplé enclavé au cœur du continent africain, figure parmi les plus pauvres et les plus fragiles du monde malgré sa richesse en ressources naturelles.** Avec une population de près de 5,4 millions d'habitants pour un territoire de la taille de la France et du Benelux, la RCA se classe grand dernier aux Indices de capital humain et de développement humain. Le pays est enlisé dans un cycle de violences récurrentes depuis plus de quarante ans. Les institutions sont faibles, les citoyens ont un accès insuffisant aux services de base, le manque d'infrastructures est sévère, la violence basée sur le genre (VBG) est généralisée, plus d'un million de personnes sont déplacées et le tissu social s'est détérioré. Le pays est doté d'un potentiel agricole impressionnant, de ressources minières énormes et de vastes forêts, mais la population attend encore de profiter de leurs fruits.

2. **Les impacts socioéconomiques et sanitaires de la maladie à coronavirus (COVID-19) exerceront une pression supplémentaire sur un système déjà fragile.** Au 3 août 2020, le nombre de cas confirmés de COVID-19 en RCA était de 4 614, dont 59 décès. Il est toutefois possible que ces chiffres soient inférieurs à la véritable étendue de l'infection. L'épidémie en RCA est en train de gagner du terrain et le pays est exposé à un risque plus élevé du fait de sa dépendance commerciale envers le Cameroun où l'épidémie a une plus grande ampleur. La pandémie touche une population présentant de fortes comorbidités et le système de santé embryonnaire est soumis à de fortes pressions. Pour sauver des vies, le Gouvernement a mis en place une stratégie de riposte globale et dynamique fondée sur la réalisation proactive de tests, le port obligatoire de masques, les mesures de distanciation sociale et une surveillance à base communautaire. A cause de la pandémie de COVID-19, un nombre supplémentaire de 140 000 Centrafricains devraient se retrouver plongés dans une situation d'extrême pauvreté en 2020, s'ajoutant aux 3,4 millions de personnes qui vivent déjà en-dessous du seuil de pauvreté international (1,90 USD par jour, PPP 2011). L'impact de la COVID-19 devrait se traduire par une forte récession économique et mettre les finances publiques sous pression, les projections étant que l'économie se contractera de 1,2 pour cent (3,1 pour cent si l'on rapporte les chiffres aux données par habitant) en 2020, contre une croissance de 3,1 pour cent en 2019, et que le déficit budgétaire atteindra 4,1 pour cent du PIB en 2020. En tant que principal partenaire au développement de la RCA, le Groupe de la Banque mondiale (GBM) œuvre au cœur de la riposte, à travers une combinaison de nouveaux financements sous forme de projets ou d'appuis budgétaires, la restructuration des projets existants et de l'assistance technique. Le programme du GBM proposé se fonde sur une approche de redressement post-COVID-19 sensible au conflit. Un « filtre COVID-19 » sera appliqué à tous les financements existants et nouveaux, conformément au Cadre de riposte du GBM.

3. **La RCA se trouve à un point d'inflexion critique, à la suite de la signature d'un Accord de paix ambitieux, suivi d'un recul marqué de la violence, et à l'approche d'un double cycle électoral.** L'Accord politique pour la paix et la réconciliation (APPR), signé en 2019 par le Gouvernement et les 14 groupes armés officiellement reconnus, fixe la feuille de route détaillée du pays vers la stabilisation. Les prochaines élections présidentielles et générales qui devraient se tenir avant avril 2021 et les élections locales de 2022, constitueront un test majeur pour la RCA. Si elles se déroulent comme prévu, ces élections promettent de mettre le pays sur les rails d'une trajectoire à long terme vers la gouvernance démocratique et la stabilisation. En même temps, le risque que ces élections ne se déroulent pas comme prévu existe bel et bien, et le cas échéant, la RCA se retrouverait à nouveau plongée dans le conflit et la

violence, et les acquis durement obtenus des cinq dernières années seraient anéantis. L'appui continu et massif des partenaires, y compris le GBM, sont essentiels à la RCA pendant cette période.

4. **Si la RCA se trouve aujourd'hui à un point d'inflexion, c'est à la suite d'avancées récentes sur les fronts de la sécurité et du développement, dans un environnement extrêmement difficile.** Cela fait 18 mois que l'APPR tient, un record sans précédent pour un accord de paix en RCA. Il a entraîné une baisse marquée des incidents et des décès liés au conflit. Les groupes armés sont en cours de désarmement dans l'Ouest et ont indiqué leur bonne volonté à le faire dans l'Est. Les ressources de l'IDA ont été mobilisées pour d'importants investissements dans des projets de développement social et pour la reconstruction d'actifs de prestation de services de base ravagés. Des réformes fondamentales du secteur public et de l'économie ont été entreprises, dans le but de redresser l'environnement de mauvaise gouvernance induit par les élites. Le score de la RCA à l'Evaluation des politiques et des institutions des pays (CPIA) est passé de 2,4 en 2014 à 2,6 en 2018. En 2019, le Fonds monétaire international (FMI) a achevé un programme de trois ans et en a approuvé un nouveau. Les perspectives économiques à long terme de la RCA restent positives. Cependant, toutes ces perspectives dépendront d'une transition démocratique pacifique, d'une mise en œuvre sans faille de l'APPR et d'une maîtrise des impacts socioéconomiques de la COVID-19.

5. **Le conflit de longue date en RCA s'exprime par des affrontements violents récurrents entre des groupes armés en concurrence pour les ressources et un État incapable de maintenir l'ordre public.** Les activités principales des groupes armés comprennent l'exploitation illicite de diamants, la contrebande d'armes, la protection de la transhumance saisonnière ou la résistance à celle-ci, et la perception d'impôts auprès d'une population terrorisée et victime d'une forte prévalence des violences sexuelles. Les tentatives de l'État de s'imposer sur l'ensemble du vaste territoire sont limitées par ses faibles capacités et légitimité, associées à une mauvaise connectivité et un mauvais accès. Le déploiement de fonctionnaires et de forces de sécurité se heurte à d'énormes défis, laissant de la place aux groupes armés, dont les intérêts et les motivations sont souvent alimentés par des dynamiques régionales. La RCA fait l'objet d'un embargo sur les armes des Nations Unies (ONU). La sécurité des citoyens centrafricains est entre les mains des forces de maintien de la paix des Nations Unies, à savoir la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA), qui non seulement est aux prises avec ses propres défis logistiques, mais est également confrontée au compromis perpétuel entre le recours au dialogue versus l'utilisation de la force militaire.

6. **Les cycles de violence sont profondément enracinés dans les facteurs de fragilité relevés par l'Evaluation des risques et de la résilience (ERR) de 2018.**¹ Ces facteurs de fragilité comprennent: (i) un manque de cohésion sociale à tous les niveaux de la société, donnant aux entrepreneurs de la violence l'opportunité d'exploiter les griefs locaux ; (ii) la concentration du pouvoir politique entre les mains d'un petit groupe d'élites qui gère l'État avec très peu de légitimité et utilise les institutions, y compris la justice et la sécurité, pour se maintenir au pouvoir ; (iii) les disparités sociales et régionales entre Bangui et la périphérie, et entre l'Est et le reste du pays, source de griefs, qui ont nourri une perception d'inégalité et de manque d'inclusion et contribué à l'émergence de groupes armés ; (iv) l'accaparement et la mauvaise gestion par l'élite des ressources naturelles, notamment le diamant, l'or, le bois, les pâturages ; (v) un cycle de violence et de traumatisme et une population en détresse dans un contexte de violence et d'impunité ; et (vi) un état d'insécurité durable alimenté par un système régional de conflit et l'échec des processus passés de réforme du secteur de la sécurité (RSS) et de désarmement, de démobilisation et de réintégration (DDR).

¹ Basé sur une Evaluation de la fragilité menée en 2016, mise à jour sous forme d'ERR en 2018.

7. **En 2015, la RCA a changé de trajectoire, s'engageant dans la voie de la stabilisation, un tournant marqué par l'avènement d'institutions démocratiques naissantes.** Après deux guerres civiles utilisant la tactique de la terre brûlée qui ont laissé le pays dévasté et la population traumatisée, une transition en 2015 a abouti à l'adoption d'une nouvelle constitution et à la tenue d'élections démocratiques en 2016, remportées par l'actuel président réformiste Faustin-Archange Touadéra. Un Gouvernement inclusif a été mis en place et les principales institutions de pouvoirs et contre-pouvoirs, telles que l'Assemblée générale et la Cour constitutionnelle, ont commencé à jouer leurs rôles respectifs.

8. **La communauté internationale, au sein de laquelle le GBM joue un rôle de premier plan, a reconnu l'opportunité de redressement pour la RCA et a procédé à d'importants investissements.** En 2016, dans le cadre d'un effort des bailleurs sans précédent, le GBM est ressorti comme principal partenaire au développement de la RCA. Un plan de développement national a été adopté et les bailleurs de fonds ont déployé des ressources pour appuyer les priorités énoncées par la RCA : promotion de la stabilisation, renouvellement du contrat social et relance économique. La RCA a accédé au Régime de soutien au redressement (RSR) de l'IDA au cours de la dernière année de l'IDA17 et tout au long de l'IDA18. En l'espace de cinq ans seulement, le GBM a plus que triplé ses engagements financiers ; a plus que doublé sa présence physique dans le pays ; et grâce au partenariat stratégique avec la MINUSCA, a spectaculairement élargi sa portée géographique bien au-delà de la capitale, Bangui.

9. **Le plus grand enseignement tiré des dernières années dans le cadre du RSR de l'IDA18 est que l'avancement de la RCA vers la stabilisation et le développement durable n'est pas une ligne droite.** Le redressement du pays est un processus lent. Lors des premières années, le pays n'a pas connu un déclin mais plutôt un pic de violence. L'impact des investissements massifs et des réformes prometteuses a été beaucoup plus rapide à Bangui comparé aux zones enclavées, où les groupes armés ont continué à opérer. Aussi, malgré les avancées en matière de développement, les perspectives globales de fragilité de la RCA en 2018 n'étaient pas sensiblement différentes de celles de 2016.

10. **Néanmoins, dans le cadre de l'Accord de paix, l'opportunité de redressement subsiste.** D'après les conclusions de l'ERR de 2018, le pays était confronté à deux risques majeurs : l'absence de processus de paix crédible et l'attention croissante accordée par l'élite politique aux cycles électoraux prochains. Aujourd'hui, à la mi-2020, un tel processus de paix existe. Même s'il est confronté à certains défis, ce processus bénéficie de l'appui massif de la communauté internationale et a réduit la violence liée aux conflits. En effet, les partis politiques tournent de plus en plus leur attention vers les élections qui doivent se conclure avant avril 2021. Certains acteurs politiques plaident contre l'organisation des élections qui pourraient mettre fin au processus de paix.

11. **La RCA n'a qu'un seul moyen d'avancer, à savoir profiter de ce point d'inflexion et poursuivre son cheminement vers le redressement et la stabilisation, avec l'engagement urgent et inébranlable de la communauté internationale.** En ce moment critique, la RCA a plus que jamais besoin d'un appui solide. L'ONU a donné l'exemple en élargissant le mandat de la MINUSCA pour inclure la mise en œuvre de l'Accord de paix et l'organisation des élections. La Commission de consolidation de la paix des Nations Unies a intensifié son engagement à l'approche des élections. Une troïka de haut niveau composée par l'Union européenne (UE), l'ONU et l'Union africaine (UA) guide et surveille attentivement le processus de paix. Il est nécessaire que les acteurs de développement y compris le GBM maintiennent leur soutien fort.

12. **Pour l'appuyer à ce stade critique de son redressement, la RCA souhaite accéder à l'Allocation de soutien au redressement (ASR) de l'IDA19.** L'Accord de paix, qui fixe la marche que le pays doit suivre pour parvenir à la paix, à la sécurité, à l'inclusion, à la justice et au développement, combiné aux

prochaines élections générales et locales qui pourraient cimenter l'architecture de gouvernance démocratique et décentralisée du pays, sont le vivier de cette opportunité de redressement. Pour veiller à une synergie totale entre l'ASR et les orientations stratégiques à moyen terme du GBM pour la RCA, la note d'admissibilité de l'ASR est intégrée à ce Cadre de partenariat pays (CPP). Il ne faut pas sous-estimer l'importance de l'ASR pour la RCA. Premièrement, en souscrivant à l'idée qu'il est essentiel de réaliser des progrès tangibles vers la paix et la gouvernance démocratique pour continuer à avoir accès aux ressources de redressement, le Gouvernement exprime, de façon explicite, son engagement non seulement à la communauté internationale mais aussi à toutes les parties prenantes du pays. De plus, à mesure que l'impact des investissements de l'ASR se fait ressentir, les facteurs de fragilité et de conflit devraient commencer à se dissiper, cimentant ainsi l'avancement vers la paix. De la même façon, il ne faut pas sous-estimer les risques à *ne pas* investir : la perception que le plus grand partenaire au développement diminue son appui à ce moment crucial ne ferait que renforcer la position de ceux qui ne souhaitent pas la paix en RCA.

13. Les progrès réalisés dans le cadre de cette ASR exceptionnelle seront mesurés au moyen de redoutables jalons définissant la marche à suivre pour parvenir au redressement de la RCA. Si le redressement de la RCA se fait logiquement à un rythme lent, compte tenu de la complexité du conflit et des problèmes de connectivité qui sévissent dans le pays, un objectif clairement défini est en vue : l'achèvement en 2022 des deux prochains cycles électoraux, dans le cadre d'un accord de paix qui s'avère durable. C'est pourquoi la demande d'ASR est pour une durée de trois ans, couvrant l'AF21 à l'AF23. Toutefois, le maintien de l'admissibilité sera réévalué chaque année par rapport à un ensemble de jalons ambitieux, directement tirés des deux processus clés de cette période, à savoir l'accord de paix APPR et les cycles électoraux. La tenue des élections générales et présidentielles qui devraient prendre fin avant avril 2021, constituera un jalon critique. Si elles ne sont pas tenues conformément à la Constitution, tel que sera statué par la Cour constitutionnelle, la RCA ne cherchera pas à renouveler son admissibilité à l'ASR. Si elles ont lieu et qu'un nouveau Gouvernement est mis sur pied, la RCA aura la possibilité, avec deux années supplémentaire d'ASR et sous réserve de continuer son avancement, d'accélérer la création d'un dividende de la paix et de consolider la stabilisation du pays. D'ici là, la RCA aura eu accès à sept ans de ressources combinées du RSR et de l'ASR, et le moment sera venu pour le pays de passer au Système d'allocation basée sur la performance de l'IDA.

14. Dans ce contexte, le GBM propose pour la RCA une stratégie quinquennale fondée sur un redressement post-COVID-19 résilient et inclusif, en pleine opportunité historique de redressement. Le programme proposé a été calibré pour tenir pleinement compte des facteurs de fragilité de la RCA. Prenant l'autonomisation des femmes et le développement numérique comme priorités transversales, le CPP est structuré en deux axes :

- **Axe 1** - *Capital humain et connectivité pour stimuler la stabilisation, l'inclusion et la résilience*, prévoyant un appui direct au processus de paix ; des éléments de riposte sociale et sanitaire immédiate à la COVID-19 ; des interventions sectorielles dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'énergie, de l'eau et des transports ; et des investissements spécifiques dans l'autonomisation des femmes et des filles.
- **Axe 2** – *Amélioration de la gestion économique et de la gouvernance pour renforcer la légitimité de l'État et promouvoir la croissance*, prévoyant un programme solide de réformes et d'investissements ciblés pour renforcer la gestion des finances publiques (GFP), la gestion de la dette et la transparence ; pour soutenir la décentralisation, accroître la mobilisation des ressources intérieures (MRI) et numériser l'administration ; et pour appuyer le secteur privé.

15. **Les ressources de l'ASR seront utilisées de façon stratégique pour appuyer le processus de redressement, tout en accélérant les résultats de développement dans le contexte d'une riposte à la COVID-19 sensible aux conflits.** De plus, lors de la conception des engagements, l'importance sera accordée non seulement au *quoi* mais aussi au *comment*. Par exemple, le projet de Développement social LONDO (P152512), qui crée d'énormes opportunités d'emploi temporaire, a temporairement réorienté ses activités des petites infrastructures vers la production de 10 millions de masques en tissu, se plaçant ainsi au cœur des dimensions sanitaire et socioéconomique de la riposte à la COVID-19, tout en restant fidèle à son approche radicalement inclusive qui s'attaque à un facteur majeur de fragilité. Les projets axés sur la demande, tablant sur des approches axées sur la communauté, de travaux à haute intensité de main-d'œuvre (HIMO) et l'engagement des citoyens, ont prouvé leur succès dans le contexte de la RCA et continueront à jouer un rôle de premier plan dans l'approche. Il en sera de même pour les partenariats situés le long de l'axe sécurité-développement-humanitaire. Le solide partenariat entre la MINUSCA et le GBM balise la marche à suivre pour parvenir à la paix et au développement durable.

16. **Au cours de la période du CPP, le GBM sera très sélectif et flexible dans son engagement et évaluera régulièrement les progrès réalisés par la RCA dans la réponse aux facteurs de fragilité, dans la riposte à la COVID-19 et dans l'amélioration de la gestion de la dette, tout en collaborant de façon unifiée comme « Un seul GBM ».** Afin d'amplifier au maximum les résultats de développement et réduire au minimum les impacts de la COVID-19, les critères de sélectivité s'appuieront sur le cadre de riposte COVID-19 du GBM, ainsi que sur des aspects spatiaux. L'admissibilité continue à l'ASR IDA19 sera évaluée chaque année par rapport aux progrès réalisés sur les indicateurs définis dans le cadre de suivi de l'ASR. En tant que pays à haut risque de surendettement, la RCA a préparé des Actions de performance politique (APP) qu'elle mettra en œuvre au cours de l'IDA19. Dans le cadre du protocole d'accord (PdA) entre la Banque mondiale et la Société financière internationale (IFC), la RCA pilote le nouveau modèle d'engagement pays « Un seul GBM » où une personne tient le double rôle de Country Manager de la Banque mondiale tout en représentant l'IFC dans le pays. Afin de tenir compte des changements de contexte du pays, notamment l'issue des élections et les efforts de riposte à la COVID-19, deux Revues de la performance et d'apprentissage (RPA) seront menées pour éclairer les ajustements à apporter au CPP.

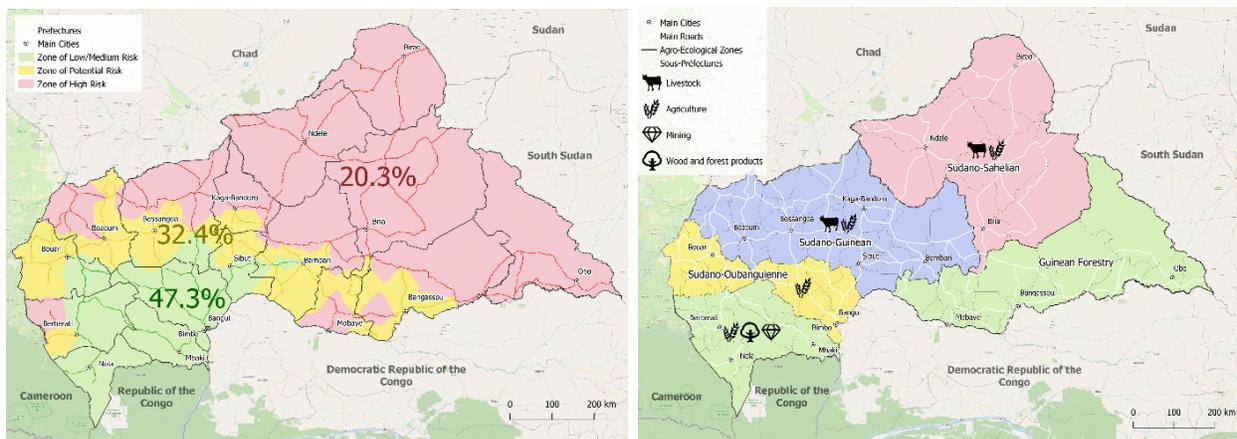
17. **Le CPP s'appuie sur une série de travaux d'analyse.** Malgré le manque criant de données en RCA, une Etude diagnostique systématique pays (EDPS) a été préparée en 2018 pour aider à la définition de l'orientation stratégique du CPP, tandis que l'ERR 2018 a fourni des données contextuelles critiques sur les facteurs de fragilité. La préparation d'une Evaluation de l'économie numérique pays de la RCA (EENP, P172683) et d'une Etude diagnostique du secteur privé pays (EDSPP) ont renseigné les priorités spécifiques et amélioré la mise en harmonie programmatique entre l'IFC et la Banque mondiale en ce qui concerne le développement du secteur privé. Au cours de la période du CPP, le GBM investira dans des outils d'analyse de base tels qu'une Note de conjoncture économique pays, une Evaluation de la pauvreté et une Revue des dépenses publiques (RDP).

II. CONTEXTE DU PAYS ET PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT

A. Contexte naturel, géographique et régional

18. **La RCA est un pays isolé, à faible densité démographique, enclavé au cœur de l'Afrique.** Environ de la taille de la France et du Benelux réunis, elle partage ses frontières avec le Tchad au nord, le Soudan au nord-est, le Soudan du Sud à l'est, la République démocratique du Congo (RDC) et la République du Congo au sud, et le Cameroun à l'ouest. Avec une population estimée à 5,4 millions d'habitants², la RCA compte 8 habitants au km², contre 42 par km² pour l'Afrique subsaharienne (ASS). La densité démographique varie fortement à travers le pays. La grande majorité de la population vit à Bangui et dans l'Ouest, qui sont les zones les mieux sécurisées du pays (voir Figure 1). La densité routière en RCA est de 1,5 km par 100 km², soit un dixième de la moyenne d'ASS. De nombreuses communautés, en particulier celles dans l'Est, se retrouvent isolées la moitié de l'année parce que les routes deviennent impraticables pendant la saison des pluies. La RCA est fortement dépendante d'un seul corridor commercial, à savoir la route entre Bangui et le port de Douala au Cameroun, qui est parsemée d'embûches administratives formelles et informelles. Le transport fluvial sur le fleuve Ubangui est limité à la saison des pluies, et l'ensablement continu du lit du fleuve appelle à un dragage coûteux de la voie navigable.

Figure 1 : Répartition de la population dans les zones de sécurité (à gauche) ; zones agricoles (à droite)



19. **La population centrafricaine est diverse et jeune, et a été traumatisée par les récents épisodes de violence.** La population est jeune, présentant un âge médian de 20 ans (à l'image de la moyenne d'ASS) et un taux d'alphabétisation de 37 pour cent. La diversité ethnique est reflétée par l'existence de plus de 80 groupes ethniques. La pratique traditionnelle de la sorcellerie est répandue. Malgré sa diversité, la RCA possède une langue véhiculaire, à savoir le Sangho, qui est parlée par plus de 90 pour cent de la population. L'autre langue officielle, à savoir le Français, est parlée par moins de 30 pour cent de la population, mais est la langue dominante dans l'administration publique et l'éducation. Les factions belligérantes ont militarisé l'appartenance religieuse (50 pour cent de la population est chrétienne, 35 pour cent adepte des religions indigènes, et 15 pour cent musulmane) au cours des dernières années, dressant les communautés chrétiennes et musulmanes, qui autrefois cohabitaient en paix, les unes contre les autres. D'après les estimations, plus de 600 000 citoyens, pour la plupart musulmans, vivent en tant

² Le chiffre couramment utilisé de 4,9 millions provient du recensement de 2003. Un nouveau recensement, en cours, a été suspendu à cause de la COVID-19. Les projections préliminaires indiquent une population totale davantage proche de 5,4 millions. Source : ICASEES (Institut national de la statistique de la RCA).

que réfugiés dans les pays voisins, tandis qu'environ 700 000 sont déplacés à l'intérieur du pays.³ De nombreuses personnes ont souffert ou souffrent de traumatismes, à cause de l'extrême violence qui a terrorisé le pays ces dernières années.

20. **Le pays a une agroécologie diversifiée (voir Figure 1).** Le Sud compte deux zones forestières : la zone guinéenne à l'est, qui présente un fort potentiel d'exploitation des ressources minières, du bois, des cultures commerciales (y compris le café, le cacao et l'huile de palme) et de produits forestiers ; ainsi que du manioc, du maïs, de l'arachide et du riz. À l'Ouest, dans la zone Soudano-Oubanguienne au sol fertile, la population est plus dense et une saison des pluies de sept mois y permet deux récoltes de maïs par an, ainsi que de manioc, de l'arachide et de sésame. Les deux zones de type savane sont la zone soudano-guinéenne à l'est, une zone d'élevage et de cultures générant le gros de la production de mil et de sorgho, ainsi que celle de manioc, d'arachides, de maïs et de riz ; on y trouve également des clusters de diamants alluviaux et d'or. Dans le nord, dans la zone soudano-sahélienne où la culture des céréales et l'élevage constituent les principales activités économiques, les agriculteurs cultivent également le mil, le sorgho, l'arachide, le maïs et le sésame. Dans tout l'Est et le Nord, le mauvais état des routes limite sévèrement l'accès aux marchés.

21. **La RCA est dotée d'une réserve en ressources naturelles impressionnante, y compris de ressources minières et forestières.** Le pays jouit d'abondants gisements d'or, de diamants, de minerai de fer, d'uranium, de phosphates, de nickel, de cobalt, de cuivre, de coltan, d'étain et de tungstène. Les deux principaux champs diamantifères de la RCA, qui génèrent près de 70 pour cent de sa production, s'étendent sur plus de 80 000 km². L'exploitation minière est essentiellement artisanale et est à la base de nombreux moyens de subsistance ruraux. Grâce aux zones boisées, le pays peut exporter du bois et celles-ci présentent une biodiversité exceptionnellement riche, une des plus riches d'Afrique.⁴ L'exploitation illicite des ressources naturelles joue un rôle important dans les multiples conflits en cours en RCA. Ces ressources sont l'un des facteurs de résilience reconnus dans l'ERR 2018.

22. **L'élevage transhumant, soit le déplacement saisonnier des éleveurs et du bétail à la recherche d'eau et de pâturages, représente à la fois une chaîne de valeur importante et une source de conflits et de violence.** Chaque année, des éleveurs descendent du Cameroun, du Tchad, du Niger, du Nigéria et du Soudan vers la RCA, en passant par des couloirs régionaux historiques, amenant avec eux 2 à 4 millions de têtes de bétail.⁵ L'absence de réglementation est à la base de conflits perpétuels entre les agriculteurs et les éleveurs, qui ont chacun leurs propres groupes armés pour les protéger. La raréfaction de l'eau et des pâturages, à cause de la sécheresse et de la désertification de la région, pousse les éleveurs plus au sud, créant de la concurrence et provoquant des conflits.

23. **La RCA est très vulnérable aux aléas climatiques extrêmes, principalement la sécheresse et les inondations.** Le pays compte trois zones climatiques : le Sud et sa forêt équatoriale qui jouit d'un climat tropical ; le Centre, au climat intertropical ; et le Nord au climat aride et subsahélien. Les sécheresses prolongées, dans le Nord surtout, ainsi que les pluies excessives dans le reste du pays, ont affecté l'agriculture, la sécurité alimentaire, la santé publique, l'assainissement et le bétail. L'urbanisation rapide et des pratiques de gestion des terres inadéquates, s'accompagnant d'une augmentation de la concentration des zones d'habitation dans les zones sujettes aux aléas, ont accru la vulnérabilité de la RCA aux effets du changement climatique, comme le démontrent les inondations de 2019 qui ont touché

³ Source : OCHA

⁴ Les forêts de la RCA abritent des espèces rares, y compris le gorille des plaines l'Ouest ; de grands mammifères tels que les éléphants, les hippopotames, les lions, les girafes et les bongos ; et de nombreux reptiles et oiseaux rares.

⁵ <https://www.fws.gov/international/pdf/usfws-transhumant-pastoralism-issue-brief.pdf>

environ 100 000 personnes. Le pays se classe 178^{ème} (sur 181) à l'indice ND-Gain, ce qui met en exergue l'urgence des mesures d'adaptation visant à résoudre les problèmes d'occupation des sols et d'urbanisation.⁶

B. Questions de politique, de sécurité et de justice

24. La RCA a un long historique de violence où la population se fait exploiter par ses dirigeants. Pendant des siècles avant la domination coloniale, la population faisait souvent l'objet de violentes expéditions provenant des sultanats voisins ou perpétrées par les marchands d'esclaves. À partir de 1906, les Français ont gouverné par le biais de concessions aux entreprises privées, réalisant peu d'investissements durables. A l'indépendance en août 1960, les Français ont laissé derrière eux un Etat dont le contrat social était basé sur l'exploitation de la population. Les premiers dirigeants de la RCA, David Dacko et Jean-Bedel Bokassa, ont tâché de renforcer l'indépendance politique par le renforcement institutionnel et le développement social et économique, tout en adoptant le style de gouvernance clientéliste et autoritaire du pouvoir colonial.

25. Depuis la chute de Bokassa en 1979, la RCA s'est empêtrée dans une myriade de conflits aux alliances éphémères entre dirigeants politiques, milices, groupes d'autodéfense, bandits et acteurs étatiques. L'échec des accords de paix et des programmes de Démobilisation, de désarmement et de réinsertion (DDR) a conduit à une polarisation, à une insécurité, à une impunité, à des disparités spatiales et à une discorde sociale grandissantes. En 2013 et 2014, le conflit a atteint son paroxysme avec deux guerres civiles consécutives utilisant la tactique de la terre brûlée. La coalition musulmane de la Séléka, dirigée par Michel Djotodia, a pris le contrôle d'une grande partie du pays et a pris le pouvoir à Bangui. Une coalition de groupes d'autodéfense chrétiens et animistes, les Anti-Balaka, soutenant le président déchu Bozizé, s'est ensuite rebellée contre la Séléka, chassant de nombreux musulmans du pays. Un régime de transition a été mis en place, mais le pays a été dévasté et la population profondément traumatisée.

26. En 2015-2016, le retour à l'ordre constitutionnel et l'élection de Faustin-Archange Touadéra à la présidence ont marqué l'opportunité d'un redressement en RCA. Sous le Gouvernement de transition, formé en janvier 2014, un processus de réconciliation a été lancé, aboutissant au Forum de Bangui 2015⁷, à une nouvelle constitution et à des élections présidentielles. Celles-ci ont été remportées par le président réformiste Touadéra, un ancien allié de Bozizé, qui a formé un gouvernement inclusif. Une conférence des bailleurs tenue à Bruxelles en novembre 2016, au cours de laquelle 2,2 milliards USD ont été promis, a mis en évidence la confiance et l'enthousiasme de la communauté internationale envers un nouveau départ démocratique en RCA. La Banque mondiale a promis 500 millions USD, grâce à l'accès de la RCA au RSR de l'IDA, augmentant considérablement les ressources de l'IDA au cours de la dernière année de l'IDA17 et pendant l'IDA18.

27. En dépit des investissements massifs dans des projets de développement et des avancées prometteuses des réformes, la violence liée au conflit a augmenté au cours des premières années qui ont suivi l'opportunité de redressement. En 2018, la RCA se trouvait dans un état de fragilité qui n'était

⁶ <https://gain.nd.edu/our-work/country-index/rankings/> L'indice pays ND-GAIN illustre la vulnérabilité d'un pays au changement climatique, sa résilience et sa volonté d'améliorer sa résilience.

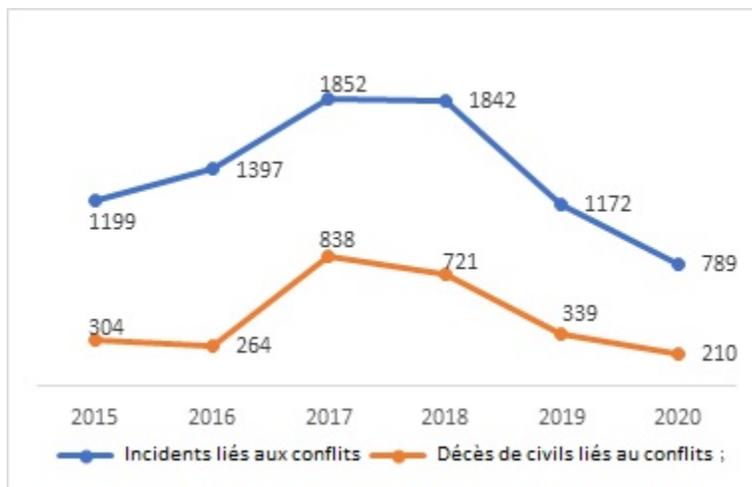
⁷ Le Forum de Bangui, une conférence de réconciliation nationale organisée par le Gouvernement de transition en mai 2015, a rassemblé plus de 700 dirigeants d'un large éventail de groupes de la société centrafricaine pour débattre des perspectives de consolidation de la paix. Le Forum s'est distingué par un important recours aux consultations des entités de base et par la prise en compte de la voix des citoyens.

pas fondamentalement différent de celui de 2016. Hors de Bangui, le conflit s'est poursuivi avec la présence généralisée de groupes armés et une détérioration supplémentaire du tissu social, dans le contexte de laquelle les déplacements forcés avaient atteint leur pic dans l'histoire moderne de la RCA. Aucune mesure incitative n'était prévue pour amener les groupes armés à mettre fin aux combats. Au cours des sept années qui ont précédé 2019, six accords de paix différents ont été signés et ont tous échoué.

28. En revanche, depuis l'APPR de 2019 et la nouvelle feuille de route du pays vers la stabilisation, la violence liée au conflit a fortement diminué.

Signé en février 2019, l'APPR se fonde sur le principe de la cooptation et crée un cadre de dialogue permanent entre les 14 principaux groupes armés et le Gouvernement.⁸ À ce jour, il a conduit à une stabilisation significative du Nord-Ouest plus densément peuplé, où le DDR a fait des avancées ; il a aussi mené à des réformes législatives telles que l'adoption d'une loi de décentralisation et la création d'une

Figure 2 : Évolution des incidents et décès de civils liés au conflit



commission de paix et de réconciliation. Dans l'Est, où la mise en œuvre de l'APPR accuse du retard, la violence a persisté. Néanmoins, 18 mois après sa signature, l'accord tient bon. Les décès de civils et les incidents liés aux conflits ont fortement diminué (Figure 2), et les groupes armés se réunissent régulièrement avec le Gouvernement et les partenaires internationaux pour évaluer les avancées et discuter des goulots d'étranglement. La mise en œuvre de l'APPR présente un potentiel élevé à ralentir, voire briser, les cycles de la violence et les traumatismes qui en découlent - des facteurs de fragilité profondément ancrés.

29. À ce jour, les groupes armés continuent d'être actifs et la situation reste fragile, mettant en évidence la dynamique complexe du conflit.

Les objectifs des groupes armés sont ancrés dans les intérêts économiques et territoriaux locaux et régionaux. Ils se disputent violemment le contrôle des ressources naturelles, du trafic illicite, des activités de transhumance et la possibilité de percevoir des impôts auprès de la population.⁹ Ayant peu de ressources, le Gouvernement concentre son attention sur Bangui. Hors de la capitale, les forces de sécurité et les fonctionnaires sont largement absents¹⁰, à cause de la lenteur du progrès dans le rétablissement de l'autorité de l'État sur l'ensemble du territoire, laissant un vide à combler aux groupes armés. Lorsque la violence éclate, le Gouvernement, qui comprend des représentants de groupes armés, compte exclusivement sur la MINUSCA pour réagir. Le rétablissement

⁸ L'APPR s'appuie sur les efforts fournis depuis 2015. Par exemple, le Forum de Bangui de 2015 a abouti à l'Accord sur les principes de DDR, ainsi qu'à la Stratégie nationale de DDR, qui a constitué la base du projet PREC financé par la Banque mondiale qui finance la réinsertion socioéconomique des ex-combattants.

⁹ Les conflits ethniques sont devenus un facteur supplémentaire de violence entre les ethnies Rounga, Kara et Goula dans le Nord-Est.

¹⁰ En 2018, les fonctionnaires représentaient 1,5 pour cent de la population active centrafricaine. Sur ces 17 000 fonctionnaires travaillant en tant que civils, 77 pour cent restent basés à Bangui (ce qui ne représente que 18 pour cent de la population totale). Le Ministère de la Défense compte 9 508 fonctionnaires (35 pour cent du total de la RCA), dont 5 050 militaires et 1 566 gendarmes Source : Ministère des Finances et du Budget, cartographie des fonctionnaires et agents publics.

de l'autorité de l'État est un livrable majeur de l'APPR, ainsi que du Plan de Relèvement et de Consolidation de la Paix pour la République Centrafricaine (RCPCA). Il est également critique de répondre à la doléance majeure de la population concernant le rétablissement de la justice et de la redevabilité.¹¹

Encadré 1 : Accord de paix - Avancement de la mise en œuvre

L'APPR a été signé à Khartoum le 6 février 2019 par le président Touadéra et les dirigeants des 14 groupes armés reconnus. L'UA et la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEAAC) agissent en tant que garants de l'accord tandis que la MINUSCA joue le rôle de facilitateur. Une troïka de haut niveau de l'ONU, de l'UA et de l'UE suit la mise en œuvre de l'accord. L'accord répond aux aspirations à la paix, à la sécurité, à la justice, à la réconciliation, à l'inclusion et au développement du peuple centrafricain. Son volet « Développement » est basé sur le plan de développement du pays, le RCPCA. L'APPR contient de nombreux engagements pour le Gouvernement mais aussi pour les groupes armés. La mise en œuvre de l'accord est en cours, des jalons clairs ont déjà été réalisés, mais elle est loin d'être achevée. Quelques-uns des principaux engagements de l'APPR ont été sélectionnés et sont présentés ci-après avec l'état d'avancement de leur mise en œuvre (au 31 mai 2020)

Engagement	Etat d'avancement	Commentaire
Fin de toutes les hostilités		En 2019, par rapport à 2018, les incidents liés aux conflits ont diminué de 34 pour cent tandis que les décès de civils liés aux conflits ont diminué de 53 pour cent. La tendance à la baisse se poursuit en 2020.
Plein respect des lois et des institutions de la RCA		Les violations généralisées de l'Accord continuent (ex : perception d'impôts, occupation illégale de bâtiments publics), principalement par des groupes armés, mais aussi par les forces de sécurité. Régime de sanctions adopté mais non appliqué.
Désarmement, démobilisation, réintégration, réinsertion		Avancement à l'ouest dans la réintégration économique et des USMS mais aucun avancement à l'est.
Gouvernement inclusif		Sur 39 postes ministériels, 14 sont occupés par des membres de groupes armés, 7 par des femmes et 14 par des musulmans.
Loi sur la décentralisation		La première loi sur l'administration territoriale a été adoptée. Une loi de suivi sur les districts administratifs est à l'étude.
Loi sur les partis politiques et l'opposition		Approuvée. Permet aux groupes armés de passer dans la vie politique.
Commission des lois sur la vérité, la justice et la réconciliation		Loi adoptée. La prochaine étape consiste à rendre fonctionnelle la commission. Sélection en cours des membres qui la composeront.
Retour volontaire des PDI et des réfugiés		Aucun avancement. Les conditions nécessaires à un retour volontaire n'ont pas été mises en place.
Dissolution des groupes armés		Aucun avancement. Au contraire, signes de nouveaux recrutements.
Mécanisme de gouvernance pour l'APPR		Etablissement d'un comité exécutif et d'une commission de mise en œuvre. Réunions régulières dont l'efficacité peut être améliorée.

¹¹<http://documents.worldbank.org/curated/en/459721563221464687/Central-African-Republic-Systematic-Country-Diagnostic-Priorities-for-Ending-Poverty-and-Boosting-Shared-Prosperity>.

30. **Les dimensions régionales et géopolitiques du système de conflits en RCA ne peuvent être sous-estimées.** La RCA, avec ses frontières poreuses et la quasi-absence de forces de sécurité, se trouve au cœur d'un couloir commercial clandestin dynamique où transitent les armes et les minerais illégalement exploités, trafic auquel participent de nombreux pays voisins. Les activités de transhumance augmentent la complexité étant donné que la plupart du bétail qui paissent par millions de têtes en RCA appartiennent aux élites des pays voisins. Le trafic et la transhumance constituent les activités principales de nombreux groupes armés, souvent dirigés par des chefs de guerre étrangers, qui n'éprouvent aucun sentiment d'appartenance envers la RCA et recrutent les jeunes chômeurs locaux. La présence de plus en plus visible de la Russie - tant au niveau politique qu'économique - a touché une corde sensible chez les partenaires traditionnels du pays tels que la France, l'UE et les Etats-Unis, dans une apparente lutte d'influence. La Russie, qui a joué un rôle majeur dans la négociation du plus récent Accord de paix, appuie la RCA dans ses efforts pour obtenir la levée des sanctions de l'ONU sur les armes, argumentant que le pays a besoin de solides forces de sécurité pour rétablir la loi et l'ordre sur tout le territoire tandis que les partenaires traditionnels recommandent l'adoption d'une approche plus progressive.

31. **L'accélération de l'avancement du programme national de DDRR¹² à l'est représente un test majeur pour l'accord de paix.** Un important avancement a été réalisé dans l'ouest de la RCA où plus de 1 300 anciens combattants ont été désarmés et démobilisés. A ce jour, près de 300 de ces anciens combattants ont achevé le programme de réintégration économique financé par la Banque mondiale ;¹³ dans le reste du pays, aucun avancement similaire n'a encore été réalisé. Le déploiement des Unités spéciales mixtes de sécurité (USMS) a été extrêmement difficile. Dans leur conception, les USMS devraient être des unités armées, composées de membres démobilisés sélectionnés parmi les groupes armés et les forces de sécurité, déployées pour résoudre les conflits (exemple : des éleveurs affrontant des cultivateurs). La faible capacité et le manque d'unité au sein du Gouvernement, la réticence des groupes armés à respecter les règles, et les demandes des bailleurs conscients des risques font qu'il est difficile d'avancer rapidement dans le programme national DDRR.¹⁴

32. **La force de maintien de la paix de l'ONU, la MINUSCA, joue un rôle majeur dans la dynamique politique et sécuritaire de la RCA.** La MINUSCA est présente dans le pays depuis 2014 et déploie actuellement à travers le pays un effectif d'environ 14 600 personnes, dont 13 252 en uniforme.¹⁵ Malgré cela, compte tenu des problèmes logistiques et de ressources ainsi que de la nature du terrain, il est difficile pour elle de s'acquitter de son mandat principal qui est d'assurer la sécurité des citoyens centrafricains. Trouver le juste équilibre entre le recours à la force et l'usage du dialogue est un autre défi majeur pour la MINUSCA dans le traitement des violations de la sécurité. Toutefois, le mandat de la MINUSCA a été élargi en 2019 pour inclure l'organisation des élections et la mise en œuvre de l'Accord de paix - un signal fort de la communauté internationale que la RCA se trouve dans un passage étroit débouchant sur la stabilisation à plus long terme qui doit être appuyée à tout prix. Dans les interventions de développement en zone à moindre niveau de sécurité, l'appui logistique et sécuritaire de la MINUSCA est essentiel.

¹² Le dernier « R » dans DDRR (« Désarmement, Démobilisation, Réintégration et Rapatriement ») désigne le retour à leur pays d'origine des combattants qui sont venus de différents pays (exemple : Niger, Tchad et autres).

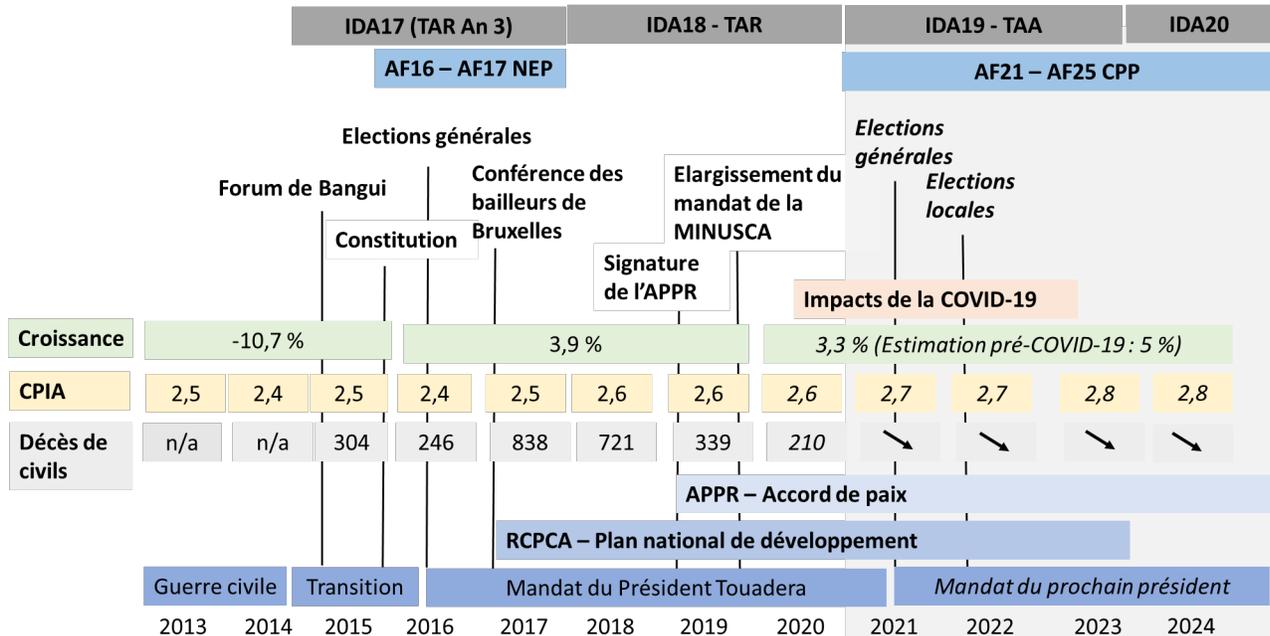
¹³ A ce jour, 1 325 anciens combattants ont été désarmés et démobilisés, 295 anciens combattants de l'ouest de la RCA ont achevé le programme DDR dans le cadre du PREC (P160272) et 413 autres rejoindront le programme adapté au contexte de la pandémie de COVID-19. Le Gouvernement envisage de mettre en œuvre la prochaine phase du DDRR pour couvrir le nord-est de la RCA, dont la réalisation dépend de l'issue des négociations avec les groupes armés.

¹⁴ Les USMS sont appuyées par l'UE, les Etats-Unis, l'UA et la MINUSCA tandis que la réintégration économique est financée par la BM.

¹⁵ En mars 2020, les dix principaux pays contributeurs sont le Rwanda (1 369), le Pakistan (1 222), le Bangladesh (1 011), l'Egypte (992), la Zambie (917), le Maroc (752), le Burundi (750), le Cameroun (749), le Népal (725) et la Mauritanie (458).

33. **Dans la nouvelle perspective de stabilisation et de paix à plus long terme, le double cycle électoral prochain représente une étape charnière pour le pays.** Selon les échéances prévues par la constitution, un nouveau président prendra le pouvoir au plus tard le 31 mars 2021.¹⁶ La succession d'un gouvernement par un autre démocratiquement élu créerait un important précédent dans l'histoire de la RCA et rapprocherait le pays de l'habitude des transferts démocratiques. Cela renforcerait à son tour les chances de survie de l'APPR et de récolter les dividendes de la paix. Toutefois, avec le retour au pays des anciens présidents Bozizé et Djotodia, protagonistes de la guerre civile de 2013-2014, le climat politique s'est tendu. Le recours au discours de la haine et à la désinformation est fréquent à tous les niveaux. Une grande partie de l'opposition, appuyée par Bozizé, plaide ouvertement pour la formation d'un nouveau Gouvernement de transition, qui exclurait le parti de Touadéra, au lieu de l'organisation des élections. Pourtant, la communauté internationale est fermement convaincue que cela pourrait replonger le pays dans la violence. L'épidémie de COVID-19 augmente les incertitudes dans un paysage politique déjà fragile étant donné qu'elle pourrait retarder les élections. Néanmoins, les préparatifs électoraux restent largement sur la bonne voie dans un contexte sécuritaire et politique qui, tout compte fait, est considérablement plus stable que lors des élections de 2016 qui ont été menées à bien. Après les élections présidentielles, les élections locales constitueraient la prochaine étape vers une stabilisation à plus long terme. Le calendrier de ces élections dépendra de l'achèvement du cadre législatif de la décentralisation de la RCA mais devrait être prévu pour 2022 au plus tard. Si les élections locales sont menées à bien, la concentration du pouvoir politique entre les mains d'une petite élite diminuera considérablement. La Figure 3 montre un aperçu du parcours de la RCA vers la stabilisation à long terme.

Figure 3 : Chemin de la RCA vers la stabilisation



Remarque : Les chiffres de croissance correspondent aux taux de croissance moyens (Produit intérieur brut [PIB] réel) en août 2020.

¹⁶ Le premier tour des élections est prévu pour le 27 décembre 2020.

34. **Si l'organisation des élections est menée à bien et que l'accord de paix tient, la RCA pourrait achever le redressement qui dure depuis sept ans.** Après des opportunités successives de redressement, d'abord en 2015-2016, puis à nouveau en 2019-2020, appuyées par les ressources du RSR et de l'ASR de l'IDA, la RCA aura pleinement tiré avantage de l'occasion pour se placer sur le chemin vers la stabilité à long terme. Les prochaines élections générales et présidentielles constitueront le premier jalon sur ce chemin. Si ces élections ne se déroulent pas comme prévu, le pays aura indiqué qu'il doit repenser la conception de sa sortie de la fragilité et ne sera donc plus admissible aux ressources de soutien au redressement.

C. Contexte économique

35. **Depuis 2015, la croissance économique de la RCA était robuste mais la pandémie de COVID-19 a entraîné une forte récession en 2020.** Avec un taux de croissance moyen de 4,1 pour cent depuis 2015 - la moyenne de croissance sur cinq ans la plus élevée depuis l'indépendance - la performance économique de la RCA se trouve sur une trajectoire durable même si elle est très sensible à l'environnement sécuritaire. L'inflation reste conforme au critère de convergence de la CEMAC¹⁷. Alors que la flambée de COVID-19 perdure, que les mesures de confinement restent en vigueur depuis plusieurs mois supplémentaires et que l'économie mondiale se contracte fortement, la croissance économique de la RCA devrait reculer de 1,2 pour cent soit 5,6 points de pourcentage en dessous du taux de croissance prévu avant la crise liée à la COVID-19.

36. **Le dynamisme de la consommation et des services privés a été le principal moteur de la croissance économique entre 2015 et 2019.** Du côté offre, le dynamisme des services, qui représentent environ la moitié du PIB, appuie les activités économiques. Parallèlement, les secteurs productifs à fort potentiel sont en difficulté. La persistance de la mauvaise gestion, un manque de vision et la faiblesse de l'accès au financement continuent de nuire au secteur agricole. Les problèmes de gouvernance dans l'industrie minière, notamment l'imposition de sanctions aux acteurs du trafic de diamants dans le cadre du Processus de Kimberley,¹⁸ ont conduit à la diminution de la contribution de ce secteur au PIB au cours des dernières années. Du côté demande, la consommation privée reste le principal moteur de la croissance économique. Les exportations de biens continuent de contribuer à la croissance à travers l'augmentation des exportations des produits du bois.

37. **Malgré l'avancement récent noté, les faiblesses structurelles des systèmes fiscaux et douaniers entravent la mobilisation des recettes intérieures.** Les recettes intérieures de la RCA restent parmi les plus faibles de l'ASS et sont bien inférieures à ceux des autres pays en situation de Fragilité, conflit et violence (FCV). Les recettes fiscales sont inférieures de 4 pour cent du PIB au potentiel et aux niveaux d'avant la crise à cause de l'inefficacité des instruments fiscaux, de la faiblesse de l'administration et des systèmes de contrôle fiscaux, du niveau élevé d'exonération fiscale, de la faiblesse persistante de la capacité et de la détérioration du contrat social. Les recettes fiscales devraient baisser à la suite de la crise liée à la COVID-19 à cause des mesures de confinement, du ralentissement des activités économiques et de la fermeture des frontières.

¹⁷ Les pays de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) sont : le Cameroun, le Tchad, la République centrafricaine, la République du Congo et la Guinée équatoriale. Ils ont une monnaie commune, le Franc CFA, qui est rattaché à l'euro, et une banque centrale commune (la Banque des Etats de l'Afrique Centrale - BEAC) qui détient le fonds de réserves de devises.

¹⁸ Le Processus de Kimberley est un système de certification international qui vise à empêcher le flux de diamants de la guerre, tout en aidant à protéger le commerce légitime des diamants bruts.

38. **Les investissements publics ont augmenté et la réforme des entreprises publiques (EP) et parapubliques est en cours.** L'investissement public a augmenté et est passé de 1,7 pour cent du PIB au milieu de la crise de 2013 à 5,6 pour cent du PIB en 2019 mais reste en moyenne inférieur aux niveaux d'avant la crise. Plusieurs EP et entreprises parapubliques dans des secteurs tels que l'énergie, l'eau, la télécommunication, le transport, l'agriculture, l'environnement et la foresterie sont confrontées à d'importants problèmes opérationnels et financiers, dus principalement à la faiblesse de la gouvernance, auxquels le Gouvernement a timidement commencé à s'attaquer.

39. **Le secteur financier s'est amélioré mais l'accès au financement reste faible.** Le secteur financier se rétablit progressivement de la crise de 2013. Les prêts non productifs ont diminué et sont passés de 31 pour cent du portefeuille consolidé en 2015 à 21,5 pour cent en 2019, et les banques restent suffisamment capitalisées. Le crédit au secteur privé reste faible et n'atteint que 13 pour cent du PIB en 2018. La RCA a l'un des niveaux d'inclusion financière les plus faibles de la région : seuls 13,7 pour cent des adultes ont accès à un compte bancaire. La microfinance ne représente qu'un pour cent du total des facilités de crédit et ne dessert que 0,5 pour cent de la population. Même si les services bancaires sans fil ont été récemment introduits et pourraient permettre de surmonter certains des problèmes spatiaux et infrastructurels de la RCA, ils sont entravés par l'insuffisance des infrastructures liées aux technologies de l'information et des communications (TIC) et la faiblesse de la couverture du réseau.

40. **Les perspectives économiques de la RCA se sont fortement détériorées en conséquence de la pandémie de COVID-19 mais son économie devrait se redresser progressivement avec la reprise de la demande extérieure qui dépend d'une transition démocratique pacifique.** La croissance économique projetée de la RCA a été révisée à la baisse pour passer à -1,2 pour cent en 2020 soit 5,6 points de pourcentage en dessous des projections d'avant la pandémie de COVID-19 (Tableau 1). Une détérioration de la situation politique et sécuritaire est possible si le pays n'est pas en mesure de poursuivre la mise en œuvre de l'accord de paix, d'assurer une transition démocratique pacifique lors des prochaines élections et de continuer le redéploiement progressif de l'Etat dans les provinces. Au fur et à mesure que les impacts négatifs de la pandémie de COVID-19 se dissipent, l'économie de la RCA devrait croître à un taux moyen de 2,6 pour cent sur la période 2020-2023 soit 2,4 points de pourcentage en dessous des projections d'avant la pandémie de COVID-19. La pandémie devrait exercer une pression inflationniste sur les prix des marchandises, poussant l'inflation à 3,5 pour cent avant qu'elle ne baisse à moyen terme. L'amélioration des canaux de distribution et l'augmentation de la production agricole appuieront la croissance et aideront à réduire l'inflation pour qu'elle reste inférieure aux cibles de la CEMAC. Toutefois, étant donné que, selon certaines prévisions, l'Afrique pourrait être le prochain épicerie de la pandémie de COVID-19,¹⁹ les projections à moyen terme restent difficiles et devront être révisées fréquemment.

41. **Le solde budgétaire global, incluant les dons, devrait passer d'un excédent à un déficit de 4,1 pour cent du PIB en 2020, à mesure que les recettes fiscales diminuent et que les dépenses publiques augmentent pour faire face aux impacts de la pandémie de COVID-19.** Les dépenses d'investissements devraient augmenter en 2020 pour atteindre 8,6 pour cent du PIB contre 5,6 pour cent du PIB en 2019, sous l'effet des investissements dans les secteurs de la santé et dans les autres secteurs sociaux en riposte à la COVID-19. A mesure que les impacts économiques de la pandémie s'atténueront, les dépenses d'investissement devraient baisser à 7,4 pour cent du PIB à moyen terme. Les transferts courants et les dépenses publiques dans les biens et les services devraient augmenter en 2020 et diminuer par la suite. Du côté recette, les dons officiels devraient augmenter et compenser la chute des recettes fiscales en tout

¹⁹ Tel que le souligne un récent commentaire de CDC Afrique publié dans Nature Medicine <https://www.nature.com/articles/s41591-020-0961-x>, compte tenu des tendances actuelles de l'incidence et des vulnérabilités sous-jacentes du système de santé

genre à cause des mesures de confinement, du ralentissement des activités économiques et de la fermeture des frontières avec les pays voisins. Les autorités devraient déployer des efforts pour rationaliser les dépenses publiques et améliorer le recouvrement des impôts en limitant les exonérations et en améliorant l'efficacité de l'administration fiscale afin de limiter le déficit budgétaire à moyen terme.

42. La RCA continue d'être exposée à un risque élevé de surendettement compte tenu de sa dette extérieure et générale, mais cette dette reste sur une trajectoire à la baisse. Les efforts déployés par la RCA pour régler les arriérés intérieurs lui ont permis de réduire son rapport dette/PIB qui est passé de 63 pour cent en 2014 à 47,8 pour cent en 2019. Les passifs conditionnels liés à la dette détenue par les trois plus grandes EP (énergie, eau et télécommunication) pourraient accentuer les préoccupations liées à la viabilité étant donné que les informations détaillées sur ces passifs conditions ne sont pas disponibles. L'analyse conjointe de la viabilité de la dette (AVD) de la Banque mondiale et du FMI en 2020 montre que la RCA reste exposée à un risque élevé de surendettement, situation sans changement par rapport à l'AVD de 2019. La dette devrait rester viable à moyen terme tant que les autorités continuent de mettre en œuvre les réformes structurelles après la résorption de la crise liée à la COVID-19 (voir le Paragraphe 88 et l'Encadré 4 pour obtenir des explications supplémentaires sur les problèmes de dette de la RCA).²⁰

Tableau1 : Principaux indicateurs macroéconomiques et financiers, 2017-2023

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2020	2021	2022	2023	
	Effectif			Estimation			Projection				
				Pré-COVID			Post-COVID				
<i>Variation annuelle en pourcentage</i>											
Produit national et prix											
PIB réel	4,5	3,7	3,1	4,4	5,2	5,3	-1,2	3,0	4,1	4,6	
Déflateur du PIB	6,5	1,4	2,3	3,2	2,9	3,1	2,8	2,5	2,5	2,9	
IPC (moyenne annuelle)	4,1	1,6	2,8	2,5	2,8	2,8	3,5	2,9	2,8	2,8	
Secteur extérieur											
Volume d'importations de marchandises	-2,0	-0,7	10,4	7,8	4,0	5,0	-8,7	0,8	2,5	3	
Volume d'exportations de marchandises	42,5	10,3	-6,7	14,9	6,0	7,0	-12,1	5,9	6,7	8,7	
Termes de l'échange (détérioration -)	-18,5	-12,4	13,6	3,5	2,2	0,5	-3,1	1,3	5,2	-0,2	
<i>% du PIB, sauf indication contraire</i>											
Comptes budgétaires											
Dépense	13,8	17,6	16,9	18,1	18,1	17,7	21,6	18,8	18,6	18,8	
Recettes et dons	12,8	16,6	18,4	13,3	16,7	16,2	17,5	17,9	18,2	18,0	
Solde budgétaire global (y compris les dons)	-10,0	-1,0	1,5	0,2	-1,4	-1,5	-4,1	-0,9	-0,4	-0,8	
<i>Variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire</i>											
Comptes monétaires sélectionnés											
Base monétaire	10,3	14,0	1,9	14,9	5,8	8,9	10,3	1,7	5,6	5,8	
Crédit à l'économie	1,4	11,5	-1,6	5,0	7,0	8,0	-3,0	6,0	8,0	8	
<i>% du PIB, sauf indication contraire</i>											
Balance des paiements											
Solde du compte courant	-7,8	-8,0	-4,8	-8,0	-8,7	-8,6	-5,6	-6,5	-6,3	-6,0	
Importations de biens et de services	-33,8	-35,2	-35,8	34,5	32,7	30,8	33,0	32,7	32,3	31,8	
Exportations de biens et de services	16,6	16,6	16,4	15,7	15,4	15,4	14,6	15,2	15,6	16,2	
Investissement étranger direct	0,8	0,8	1,1	1,4	1,4	1,4	0,4	1,0	1,5	1,5	
<i>% du PIB, sauf indication contraire</i>											
Dette publique											
Total public (fin de période)	50,3	50,0	47,8	42,4	40,4	37,5	47,4	45,5	43,5	39,6	
Dont Dette extérieure	35,4	37,2	37,2	35,6	35,0	34,0	39,0	37,9	36,9	43,2	
Note											
PIB nominal (en millions USD)	1 979,7	2 181,4	2 180,2	2 323,8	2 530,4	2 761,5	2 239,7	2 356,6	2 536,7	2 729,8	

Source : Estimations des autorités nationales, du FMI et de la Banque mondiale, juin 2020.

D. Secteur privé et environnement des affaires

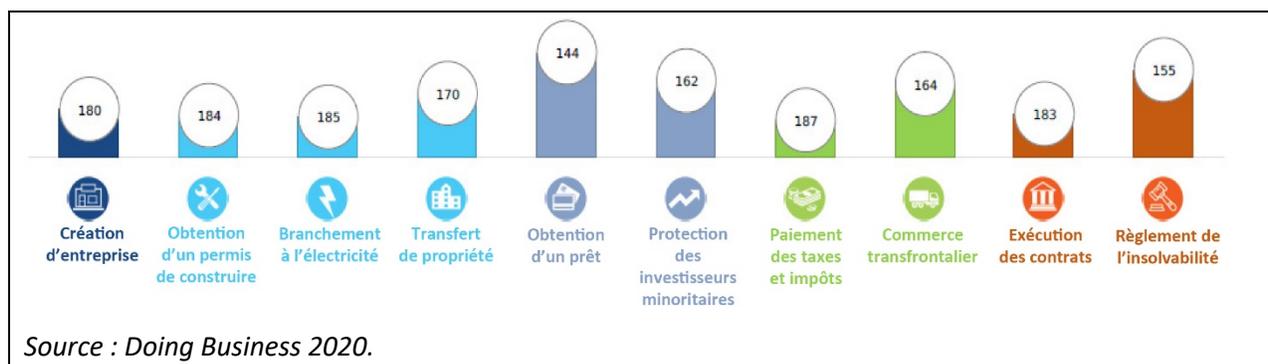
43. Le secteur privé formel, qui est concentré à Bangui, est de taille réduite alors que le secteur informel est vaste, dynamique et complexe. La RCA compte environ 40 entreprises formelles et sophistiquées, représentant moins de 50 pour cent du PIB. Ces entreprises formelles sont en grande partie des conglomérats familiaux et des filiales de sociétés multinationales. Le secteur formel des PME se

²⁰ <http://documents.worldbank.org/curated/en/721731580756079722/Central-African-Republic-Joint-World-Bank-IMF-Debt-Sustainability-Analysis>

compose principalement de conglomérats d'entreprises basés localement, détenus par des descendants de la diaspora libanaise qui continuent leurs activités, grâce à leur accès à des financements provenant de sources hors du secteur financier formel. La plupart des activités économiques en RCA sont informelles, menées par des micros, petites et moyennes entreprises (MPME), représentant 40 à 60 pour cent du PIB - ce chiffre étant supérieur aux moyennes dans l'ASS, les pays FCV et la CEMAC. Même si ces MPME jouent un rôle essentiel dans la création d'emplois et l'activité économique, elles sont vulnérables et ont tendance à sous-investir et avoir un rendement insuffisant.²¹

44. **La RCA est l'un des pays en Afrique où il est le plus difficile d'entreprendre.** Le pays figure au 184^{ème} rang sur 190 pays dans le rapport *Doing Business* (DB) 2020 de la Banque mondiale. L'accès à l'électricité, le paiement des taxes, l'obtention des permis de construire et l'exécution des contrats obtiennent les scores les plus bas dans le classement de DB pour la RCA (voir Figure 4) d'autant plus que des lacunes majeures sont cernées dans les cadres juridiques et réglementaires qui régissent l'activité économique.²²

Figure 4 : Indicateurs de *Doing Business* pour la République centrafricaine - 2020



45. **L'insuffisance des infrastructures dans les domaines de l'énergie, des TIC et du transport entravent gravement le développement du secteur privé.** Le taux d'accès à l'électricité dans la RCA, qui est de 8 pour cent, figure parmi les plus faibles de l'ASS, Bangui ayant un taux d'accès de 35 pour cent et le reste du pays 2 pour cent. En 2019, l'estimation de la demande non satisfaite à Bangui était de 60 MW²³ avec des coupures durant jusqu'à 18 heures par jour. Les infrastructures routières sont en très mauvais état,²⁴ ne permettant pas à une grande partie du pays d'accéder au réseau routier et limitant ainsi l'accès aux services et aux marchés. Pour les entreprises, les coûts des opérations sont très élevés : le coût de transfert d'un conteneur de 40 pieds de Douala à Bangui est d'environ 7 000 USD, soit plus du double du coût pour le fret maritime typique entre la Chine et le Cameroun. Selon l'indice de performance logistique du GBM, la RCA figure au 150^{ème} rang sur 167 pays. L'aménagement d'infrastructures numériques restent également insuffisant : le taux de pénétration de la téléphonie mobile, qui est d'environ 27 pour cent,²⁵ est l'un des plus bas de l'ASS et du monde entier. Actuellement, il n'y a pas de réseau 4G²⁶ et le taux de

²¹ IFC. Recensement des PME en République centrafricaine, 2017.

²² Banque mondiale. 2020. *Doing Business 2020*. Washington, DC : Banque mondiale.

²³ Une centrale solaire d'une capacité de production de 25 MWp, en cours de construction dans le cadre du projet PURACEL de la Banque mondiale (P164885), devrait être livrée d'ici fin 2021. La BAD finance 10 MW de production hydroélectrique dans le cadre de l'extension de Boali 2 ; la capacité de la centrale hydroélectrique de Boali 3 est estimée à 7,5 MW.

²⁴ La RCA dispose d'un réseau routier de moins de 25 000 km dont 855 km seulement sont revêtus.

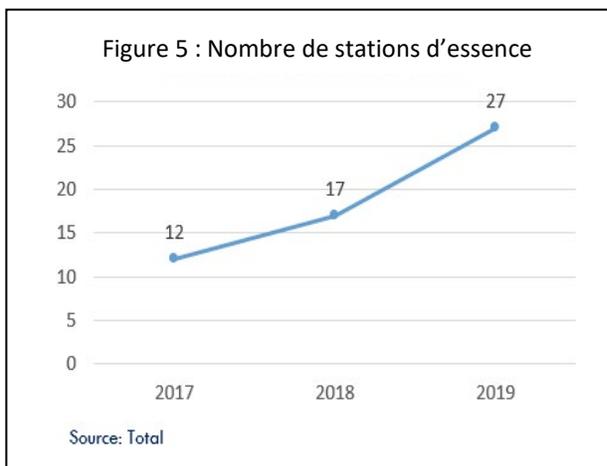
²⁵ D'après les estimations, ce chiffre serait exagéré étant donné que de nombreux utilisateurs possèdent plusieurs cartes SIM à cause de la faiblesse de la couverture réseau.

²⁶ Même si les opérateurs envisagent d'introduire des services 4G.

pénétration de l'internet mobile (basée principalement sur le service 3G) n'est que de 6,3 pour cent en plus de disparités spatiales marquées dans la couverture du réseau. La connexion par fibre optique devrait être disponible à Bangui d'ici la fin de l'année 2021.

46. L'agriculture et la construction font partie des principaux secteurs productifs offrant des opportunités de développement.

La RCA importe 70 à 90 pour cent des aliments consommés dans le pays même si elle dispose d'un fort potentiel agricole. Les ressources en eau et en terres sont abondantes, une grande variété de plantes pourrait être cultivée avec des rendements commercialement intéressants si des intrants et des techniques modernes étaient utilisés. Toutefois, la faiblesse du dispositif institutionnel, le manque d'infrastructures, les coûts élevés des facteurs et la faiblesse des niveaux de compétence minent le secteur. Le secteur de la construction, en revanche,



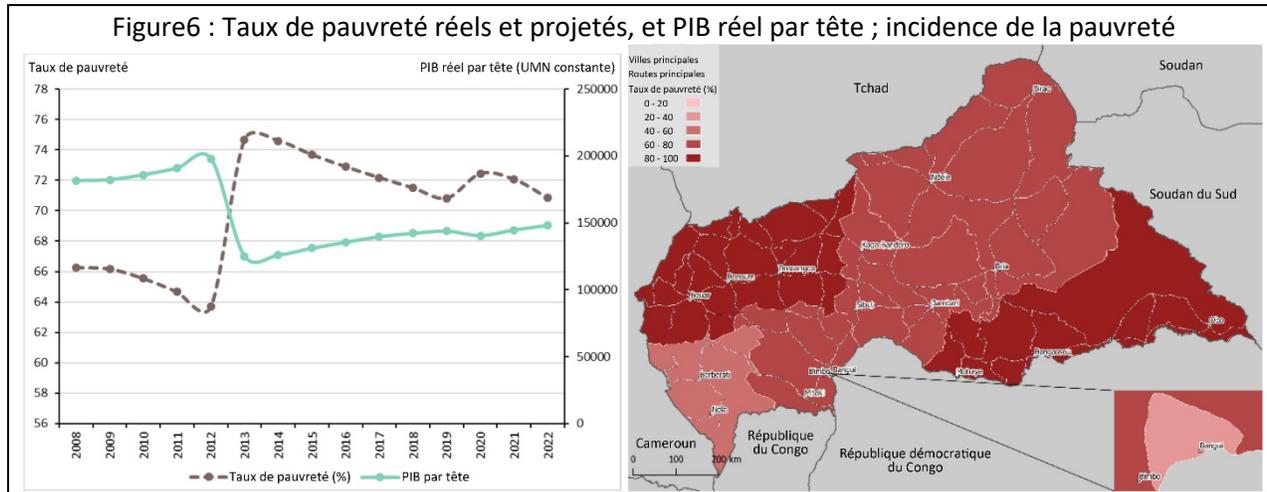
est en croissance comme Bangui et certaines localités longeant les couloirs de transport mettent en évidence. Ce secteur devient une source d'emplois pour une population à large éventail d'orientations professionnelles. Les liens avec les chaînes de valeur telles que le carburant, les matériaux de construction, les services financiers et la logistique soulignent le potentiel de la construction à jouer un rôle essentiel dans le développement du secteur privé. L'émergence de l'« économie de l'aide » - l'afflux massif de ressources d'aide et de travailleurs humanitaires internationaux - représente un facteur d'augmentation de l'activité du secteur privé. Elle a entraîné une réaction en chaîne dans l'économie locale et dans les services liés au commerce, à la restauration et à l'hôtellerie visant à répondre aux besoins de la communauté d'expatriés en pleine croissance à Bangui et au-delà de la capitale. L'augmentation de plus de deux fois du nombre de stations d'essence en RCA depuis 2017 est un indicateur de l'intensification de l'activité économique (Figure 5).

47. Le dialogue public-privé (DPP) en RCA est défaillant. Même si des groupements d'associations existent pour représenter les grandes entreprises ou les MPME, il n'existe aucun mécanisme efficace de discussion entre le secteur privé et le Gouvernement. Du côté gouvernemental, il n'existe aucun point focal pour mener ce dialogue. Malgré l'existence d'un accord général entre le secteur privé et le Gouvernement sur le type de mesures nécessaires pour atténuer l'impact de la COVID-19 sur le secteur privé, plus de trois mois après la flambée, aucun dialogue formel n'a été tenu et aucune mesure n'a été annoncée. Cela entraîne des problèmes supplémentaires pour un secteur privé qui est déjà faible.

E. Pauvreté, vulnérabilité et développement humain

48. Malgré les améliorations graduelles de ces dernières années, le niveau de pauvreté en RCA reste élevé suite à sa forte augmentation lors de la crise de 2013-2014. Mesuré au seuil de pauvreté international (1,90 USD par jour), le taux de pauvreté est passé de 64 pour cent en 2012 à 75 pour cent en 2013, puis est tombé à environ 71 pour cent en 2019 - ce qui figure toujours parmi les plus élevés en ASS. Cela équivaut à près de 3,4 millions de personnes vivant dans l'extrême pauvreté (Figure 6). En termes spatiaux, les taux de pauvreté varient entre 45 pour cent à Bangui, qui représente 11 pour cent des pauvres du pays, à 78 pour cent dans le nord-ouest de la RCA (Figure 6). L'insécurité et les déplacements forcés ont gravement exacerbé la pauvreté tandis que l'accélération de l'urbanisation

exerce une pression supplémentaire sur les infrastructures et les services déjà limités dans les communautés d'accueil. Les personnes déplacées sont nombreuses à ne pas revenir dans leur communauté d'origine par crainte de représailles et à cause du manque d'opportunités économiques.



49. **La crise liée à la COVID-19 aggravera une situation humanitaire déjà précaire.** L'impact de la crise sur les ménages est susceptible de faire sombrer un nombre supplémentaire de 140 000 Centrafricains dans l'extrême pauvreté, faisant augmenter le taux de pauvreté de 1 à 2 pour cent. Les perturbations de la chaîne logistique à la frontière camerounaise ont entraîné une augmentation du prix des produits de première nécessité, ce qui a un impact significatif sur les ménages qui ont de faibles revenus et peu d'épargne.²⁷ La population active est nombreuse à travailler à son propre compte dans des emplois informels, en tant que vendeurs ambulants et chauffeurs de mototaxi, et se trouvent confrontée à la baisse de la demande. Le prix du transport urbain a augmenté de plus de 60 pour cent depuis l'entrée en vigueur des mesures de distanciation physique.²⁸ L'impact de la crise liée à la COVID-19 dans les autres pays pourraient également réduire les transferts de fonds.

50. **La crise liée à la COVID-19 est en train d'affecter la pauvreté monétaire assez rapidement dans les quintiles inférieurs de la population durant la première année de la pandémie.** Pourtant, les effets secondaires sur les indicateurs multidimensionnels liés à la pauvreté - santé et nutrition, éducation, niveau de vie - ne seront visibles qu'à moyen et long terme. En conséquence, il reste essentiel de doter la RCA de la capacité nécessaire pour élaborer des indicateurs multidimensionnels liés à la pauvreté, les suivre et établir des rapports, conformément au Programme 2030 et à la Cible 1.2 des ODD.²⁹

51. **Les filets de protection sociale en RCA sont administrés par les organismes humanitaires et les partenaires au développement pendant que le Gouvernement développe sa propre capacité à le faire.** Une Stratégie nationale de protection sociale est en cours d'élaboration, mais n'a pas encore adoptée ; aucun registre fonctionnel unique des programmes sociaux ou des bénéficiaires n'existe non plus. Malgré

²⁷ Depuis fin mars 2020, la Banque mondiale, conjointement avec le PAM et l'ICASEES de la RCA, a publié un suivi hebdomadaire du prix des denrées alimentaires et du volume de circulation des camions transportant des marchandises depuis la frontière camerounaise. L'approvisionnement de certains produits alimentaires était faible et, en général, le prix des denrées alimentaires en août 2020 sont d'environ 10 pour cent plus élevés qu'en fin mars/début avril.

²⁸ Les frais des bus ont augmenté de 60 pour cent et ceux des taxis de 67 pour cent.

²⁹ Définition de l'ONU : D'ici à 2030, réduire de moitié au moins la proportion d'hommes, de femmes et d'enfants de tous âges qui souffrent d'une forme ou l'autre de pauvreté, telle que définie par chaque pays.

les efforts prometteurs fournis,³⁰ le Gouvernement n'a pas encore la capacité de mettre en place des filets de sécurité à grande échelle et dépend toujours des bailleurs pour leur financement et leur mise en œuvre. En raison de la crise liée à la COVID-19, il est urgent d'élargir les programmes de transfert monétaire, y compris à travers la monnaie mobile, tout en renforçant la capacité du Gouvernement à gérer le secteur à l'avenir.

Tableau 2 : Capital humain en RCA

Indicateur	RCA	Afrique subsaharienne	Faible revenu	Fragile et en conflit
Probabilité de survie jusqu'à 5 ans	0,884	0,93	0,93	0,94
Nombre d'années de scolarisation escomptées	4,6	8,15	7,76	8,64
Résultats aux tests harmonisés (sur 600) ³¹	369	374,39	362,96	367,15
Années de scolarité corrigées du facteur apprentissage		4,94	4,53	5,13
Proportion d'enfants de moins de 5 ans ne présentant pas de retard de croissance	0,592	0,68	0,66	0,68
Taux de survie des adultes	0,591	0,73	0,75	0,77
Indice de capital humain	0,29	0,40	0,38	0,41

52. **Les besoins en capital humain de la RCA sont énormes, les femmes et les filles font face à des obstacles particuliers dans la réalisation de leur plein potentiel.** Avec son score de 0,29, le pays figure au 188^{ème} rang sur 189 à l'Indice de développement humain 2019 (voir le Tableau 2). Cela signifie qu'un enfant né en RCA aujourd'hui aura à l'âge adulte une productivité réduite à 29 pour cent de la productivité qu'il aurait pu réaliser s'il avait joui d'une éducation complète et qu'il avait été en pleine santé dans sa petite enfance.³² Avec un Indice d'inégalité entre les sexes de 0,682, la RCA figure au 159^{ème} rang sur 162 pays.³³ Les niveaux de violence contre les femmes et les filles sont extrêmement élevés étant donné que 11 000 incidents sont signalés par an, 74 pour cent des victimes étant des enfants. D'après les estimations, le nombre de cas de violence non signalés contre les femmes, les filles et les garçons serait encore plus élevé. De plus, l'autonomisation économique des femmes est limitée par des lois et des normes sociales discriminatoires, un faible accès à la justice et des taux de fécondité élevés, y compris les grossesses d'adolescentes³⁴ (voir l'Annexe 8).

³⁰ Le premier programme de filet de sécurité du Gouvernement, qui a profité à 3 200 ménages de la ville de Berberati, a permis de mener à bien le versement de paiements aux bénéficiaires à travers la monnaie mobile d'Orange à la fin du mois de mars 2020. Il s'agissait d'une action préalable dans le cadre du projet PRCIS2 de la Banque mondiale.

³¹ Résultats des tests administrés par le Programme d'analyse des systèmes éducatifs pour CONFEMEN (PASEC).

³² Les indicateurs des facteurs qui composent le score de l'ICH sont : Probabilité de survie jusqu'à 5 ans ; Années de scolarité corrigées du facteur apprentissage (les années de scolarisation effectives prenant en compte la qualité de l'apprentissage) ; Taux de survie des adultes ; et Croissance saine (le pourcentage d'enfants présentant un retard de croissance et à risque de limitations cognitives et physiques à vie).

³³ Indice des inégalités entre les sexes 2018. <http://hdr.undp.org/en/content/gender-inequality-index-gii>.

³⁴ Le CPP a été orienté par une série d'analyses comparatives entre les sexes qui répondent aux exigences de l'OP/BP 4.20, y compris une analyse comparative entre les sexes tirée de : une Etude diagnostique du genre de la Banque mondiale en RCA

53. **Le système de santé de la RCA réalise de mauvais résultats étant donné qu'il souffre de faiblesse de capacité et de gouvernance ainsi que d'insuffisance de financement.** Les résultats en santé de la RCA sont parmi les plus mauvais au monde : l'espérance de vie à la naissance est de 52,2 ans ; le taux de mortalité néonatale est de 87,6 décès pour 1 000 naissances vivantes ; le taux de mortalité des moins de cinq ans est de 121,5 décès pour 1 000 naissances vivantes ; et le taux de mortalité maternelle est de 882 décès pour 100 000 naissances vivantes.³⁵ Un peu plus de la moitié des formations sanitaires du pays sont fonctionnelles, 25 pour cent seulement ont une source d'énergie et 21 pour cent seulement disposent d'eau potable.³⁶ Les systèmes d'approvisionnement et de distribution de produits pharmaceutiques souffrent d'un manque généralisé de coordination et sont confrontés à des obstacles d'ordre logistique. Dans les zones de conflit, les organismes humanitaires remplacent le Gouvernement dans la prestation des services de santé. La RCA connaît une pénurie aiguë de personnel médical essentiel,³⁷ les besoins en personnel ne peuvent pas être satisfaits avec le niveau actuel des dépenses publiques dans le secteur. Les services de santé sont principalement financés par les ménages eux-mêmes (43,7 pour cent), puis les bailleurs (dont les fonds comptent pour 43,5 pour cent) et, enfin, le Gouvernement (12,8 pour cent). En 2018, le Gouvernement a dépensé environ 3 USD par habitant dans la santé, ce qui représentait moins de 0,7 pour cent du PIB nominal.³⁸

54. **Malgré les progrès récents et un leadership fort de la part du Gouvernement, la route vers un système de soins de santé fonctionnel reste longue.** La gestion du secteur s'est améliorée depuis la fin 2017, en partie parce que les paiements ont été conditionnés aux résultats et la coordination a été améliorée sous un leadership fort du Gouvernement. La prestation et la qualité des services de santé essentiels se sont considérablement améliorées et les campagnes de vaccination ont permis d'augmenter la couverture vaccinale chez les enfants de moins de cinq ans. Le Gouvernement a adopté une politique de gratuité des soins de santé pour toutes les femmes enceintes et allaitantes, les enfants de moins de cinq ans et les survivantes de violence basée sur le genre. Un argumentaire sur les investissements dans le secteur de la santé a été élaboré,³⁹ soulignant la nécessité d'élargir les infrastructures, de renforcer les ressources humaines et d'améliorer la gouvernance. La COVID-19, qui exerce une pression supplémentaire sur le système de soins de santé, a mis en évidence le manque extrême de préparation à une pandémie et constitue une opportunité d'accélérer les progrès en matière de sécurité sanitaire, compte tenu du renouvellement de l'attention accordée au secteur.

(2012) ; un Profil genre pays de la Banque africaine de développement (BAD) pour la RCA (2012) ; une analyse de la situation en VBG de la Banque mondiale pour la RCA (2018) ; une ASA de la Banque mondiale sur la formation axée sur les compétences et une évaluation de l'employabilité des jeunes (2019) ; le profil pays de l'OCDE sur les institutions sociales et l'indice d'égalité entre les sexes pour la RCA (2019) ; et l'analyse comparative entre les sexes présentée dans l'EDSP. L'équipe explorera les opportunités d'activités supplémentaires d'analyse comparative entre les sexes pendant la période couverte par le CPP, qui peuvent inclure des diagnostics autonomes d'égalité entre les sexes et une analyse comparative entre les sexes intégrées à l'analyse de la pauvreté ou d'autres ASA non spécifiques à la dimension genre.

³⁵ Banque mondiale. 2019. Indicateurs du développement dans le monde.

³⁶ Banque mondiale. 2019. République centrafricaine - EDSP : Priorités pour mettre fin à la pauvreté et stimuler la prospérité partagée.

³⁷ Direction des Ressources du Ministère de la Santé et de la Population. Etant donné qu'il n'y a qu'une seule école publique de médecine et d'infirmières à Bangui, la RCA ne produit pas suffisamment d'agents de santé qualifiés pour répondre aux besoins du pays.

³⁸ https://apps.who.int/nha/database/country_profile/index/en

³⁹ L'engagement de la Banque mondiale à soutenir le secteur de la santé en RCA, à travers le projet SENI et les réformes dans le cadre de la série d'appui budgétaire, a joué un rôle déterminant dans ces réussites.

55. **Les résultats d'apprentissage sont très mauvais en RCA, mais le Plan Sectoriel 2020-2029 trace une voie à suivre.** Près d'un tiers des enfants en âge de fréquenter l'école primaire (environ 235 000) ne sont pas scolarisés et seuls 59 pour cent achèvent l'enseignement primaire. En moyenne, il y a 125 élèves du primaire par classe en bon état et le ratio élèves-enseignant est de 91 (contre 38 pour l'ASS). Il n'existe pratiquement pas de toilettes pour les filles qui garantissent leur sécurité. Le Gouvernement n'est pas en mesure de recruter, de former et de déployer des enseignants qualifiés, surtout en dehors de la capitale. Au niveau primaire, cette lacune est comblée par les enseignants communautaires, des personnes qui ne reçoivent ni formation ni rémunération du Gouvernement. Bien que le Sangho soit la langue de tous les jours parlée par presque tous les Centrafricains, le français reste la langue d'enseignement aux niveaux inférieurs. L'évaluation de la lecture dans les premières années de scolarité (EGRA) de 2018-2019 a montré que plus de la moitié des élèves de quatrième année de la circonscription scolaire de Bangui ne pouvaient pas lire un seul mot familier en une minute.⁴⁰ Les dépenses publiques pour l'éducation représentaient 1,9 pour cent du PIB en 2018 (contre 4,6 pour cent du PIB pour l'ASS). Le Plan sectoriel de l'éducation pour 2020-2029, adopté en mai 2020, appelle : (i) à un plus grand accès pour les filles et les garçons, (ii) au recrutement massif et à la formation des enseignants, (iii) à l'amélioration de la qualité, et (iv) à une décentralisation de la gouvernance et une augmentation des financements.

F. Défis et opportunités en matière de développement

56. **La RCA se trouvant prise au piège de cycles récurrents de conflits et de violence, les progrès en matière de développement sont intrinsèquement lents.** Le *Rapport sur le développement dans le monde* de 2011 a conclu que le chemin vers une stabilité durable après un conflit violent est rarement une ligne droite. Les flambées de violence sont inévitables et des chocs exogènes, tels que l'impact socioéconomique de la COVID-19 ou des catastrophes naturelles d'origine climatique, peuvent annuler les gains durement acquis. Néanmoins, des progrès tangibles en matière de développement ont été réalisés ces dernières années. Les 1,3 million de jours-personnes de travail temporaire du programme LONDO ont abouti à des augmentations durables des revenus et des actifs des ménages bénéficiaires.⁴¹ Le dialogue politique et les investissements dans le secteur de la santé dans le cadre de l'IDA18, financés en partie par des ressources du régime de soutien au redressement, ont abouti à une politique publique de gratuité des soins de santé ciblés, touchant trois millions de bénéficiaires. Le score de la RCA à l'Évaluation des politiques et institutions pays (CPIA) est passé de 2,4 en 2016 à 2,6 en 2018, reflétant la mise en œuvre régulière de réformes structurelles qui ont renforcé les politiques et les institutions du pays. Le FMI a conclu avec succès un programme de Facilité élargie de crédit en 2019, a lancé un nouveau programme la même année et a décaissé une Facilité de crédit rapide en avril 2020 (25 pour cent du quota).

57. **Ces progrès ont été stimulés par les institutions démocratiques naissantes de la RCA, un engagement fort de la communauté internationale dans un climat de confiance mutuelle grandissant et des étapes critiques vers la stabilité.** L'opportunité pour la RCA de se redresser est survenue grâce au Forum de Bangui de 2015 et les élections démocratiques en 2016. Sous le gouvernement du président Touadéra, les institutions démocratiques ont commencé à prendre racine. Les partenaires au développement ont considérablement accru leur soutien et l'Accord politique pour la paix et la réconciliation (APPR) a créé un cadre de dialogue avec les groupes armés, s'accompagnant d'une baisse

⁴⁰ Les résultats de ce test ne sont représentatifs que de la circonscription scolaire de Bangui. Comme cette circonscription est moins désavantagée que le reste du pays en ce qui concerne tous les indicateurs socioéconomiques et éducatifs, les résultats de l'EGRA doivent être considérés comme une limite supérieure des compétences en lecture dans les autres régions.

⁴¹ <http://documents.worldbank.org/curated/en/326111579630274654/Can-Public-Works-Enhance-Welfare-in-Fragile-Economies-The-Londo-Program-in-the-Central-African-Republic>.

continue de la violence et des décès. Le fait que l'APPR soit toujours valable, malgré de multiples violations, reflète l'engagement à parvenir à un règlement dans un le contexte d'un État formel.⁴²

58. **Il n'existe qu'une seule voie à suivre pour la RCA : poursuivre le lent chemin vers la stabilisation et le redressement. La fenêtre d'opportunité reste ouverte.** Les prochaines élections générales sont une étape cruciale pour établir le précédent d'une transition démocratique pacifique. Les élections locales, en 2021 ou 2022, peuvent établir un système légitime de gouvernance locale. Si le Désarmement, la démobilisation et la réintégration peuvent être entamés à l'Est, la violence associée au conflit diminuera davantage, rehaussant la probabilité que l'APPR soit maintenue. Cela créera à son tour des opportunités de développement accéléré et un meilleur environnement institutionnel. Cependant, la RCA reste fragile, les enjeux sont importants et la voie à suivre ne sera pas une ligne droite. S'ils ne sont pas pris en charge de manière complète et rapidement, les impacts socioéconomiques de la COVID-19 aggraveront la pauvreté et pourraient conduire à des troubles sociaux. De plus grandes tensions politiques pourraient à leur tour mettre en péril les élections, ce qui constituerait un revers majeur pour le pays et les acquis humanitaires et de développement obtenus à ce jour.

Tableau 3 : Facteurs de fragilité et opportunités pour soutenir le redressement en RCA

Facteurs de fragilité en RCA	Opportunités de soutenir le redressement de la RCA à ce point d'inflexion critique
Manque de cohésion sociale à tous les niveaux de la société qui permet aux entrepreneurs de la violence de mettre à profit les doléances locales	<ul style="list-style-type: none"> L'engagement à mettre fin à toute violence peut être progressivement réalisé à mesure que le DDRR progresse de l'Ouest vers l'Est. Grâce à une approche de cooptation et à la création de l'USMS, certains membres de groupes armés deviennent partie intégrante d'un système de maintien de la paix dans des zones de conflit éventuelles (par exemple, la transhumance). La réduction des conflits crée un espace pour plus de programmes de développement qui s'attaquent directement aux griefs et œuvrent pour la cohésion sociale.
Concentration du pouvoir politique entre les mains d'une très petite élite qui gère un État avec très peu de légitimité et utilise les institutions - y compris la justice et la sécurité - pour se maintenir	<ul style="list-style-type: none"> Les élections locales aboutiront à l'architecture de gouvernance décentralisée et donneront plus de pouvoir aux élus locaux avec plus de légitimité. Les élections locales et la loi sur les partis politiques transformeront en acteurs politiques les chef de rang intermédiaire à haut rang des groupes armés ancrés dans la défense communautaire. Tant que l'APPR tient, le déploiement de fonctionnaires et de forces de sécurité peut progresser, renforçant la légitimité des institutions.
Disparités sociales et régionales entre Bangui et la périphérie et entre l'Est et le reste du pays, qui ont créé des griefs, favorisé une perception d'inégalité et de manque d'inclusion et contribué à l'émergence de groupes armés	<ul style="list-style-type: none"> Gouvernement inclusif, reflétant la diversité religieuse et territoriale et incluant la représentation des groupes armés (jusqu'à leur dissolution) L'utilisation d'approches spatiales tenant compte des disparités régionales permet des interventions de développement adaptées aux objectifs. Les organes élus localement seront plus inclusifs et plus efficaces pour répondre aux griefs locaux et aux besoins de développement que les chefs de district et les maires nommés au niveau central.
Capture par l'élite et mauvaise gestion de ressources naturelles rares, qu'il s'agisse de diamants, d'or, de bois ou de pâturages	<ul style="list-style-type: none"> La création, dans le cadre de l'APPR, de commissions bilatérales avec les pays voisins vise à s'attaquer aux sources de conflit (telles que la mauvaise gestion des ressources) qui ont des causes transnationales. L'amélioration de la gouvernance des ressources naturelles, y compris le code minier révisé, sont des engagements pris au titre de l'APPR et soutenus par des programmes de développement (y compris ceux du GBM)
Cycle de violence et de traumatisme et une population en détresse dans un environnement de violence et d'impunité	<ul style="list-style-type: none"> La baisse soutenue de la violence et le retour volontaire des réfugiés, prévus dans le cadre de l'APPR, devraient permettre un début de guérison chez les communautés et les individus traumatisés. Le régime de sanctions de l'APPR, la réforme de la justice en cours et l'opérationnalisation de la Commission vérité, justice et réconciliation sont des moyens de lutter contre l'impunité.
État d'insécurité durable alimenté par un système régional de conflit et échec des processus passés de RSS et de DDR	<ul style="list-style-type: none"> Les commissions bilatérales avec les pays voisins prennent en charge la dimension régionale du conflit. Les progrès réalisés en 2019 et 2020 avec le DDRR et l'USMS dans l'Ouest doivent être consolidés; les efforts de DDRR devraient être déployés dans le Centre et à l'Est à partir de la mi-2020

59. **Dans ce point d'inflexion - après la signature de l'APPR et avant le double cycle électoral, la stabilisation à plus long terme est un objectif réaliste, à condition de s'attaquer correctement aux facteurs sous-jacents de la fragilité (voir Tableau 3).** L'APPR exprime une vision de paix, de sécurité, de

⁴²Les deux principaux partenaires au développement sont la Banque mondiale (IDA) et l'UE, chacune avec des investissements cumulés d'environ 1 milliard USD depuis 2016. Parmi les autres partenaires figurent la BAD, le FMI, les États-Unis, le Fonds mondial et l'AFD, chacun avec 100 à 200 millions USD d'investissements cumulés.

justice, de cohésion sociale et de développement à travers une série de jalons qui viennent en réponse aux causes profondes de la fragilité en RCA. Les acteurs du développement - et le programme du GBM, soutenu par l'allocation de soutien au redressement - doivent concevoir leurs programmes en conséquence.

60. Sans l'engagement soutenu de la communauté internationale, la possibilité de stabilité et de dividende de la paix sera perdue. Le redressement se poursuit, sans être encore achevé. Dans ce processus, la RCA a besoin d'un soutien solide - ce qui est également l'une des recommandations de l'Évaluation du risque et de la résilience (ERR) de 2018. L'appui politique et sécuritaire doit être complété par une action de développement durable. Pour que la stabilisation et la paix prennent racine, il est nécessaire d'investir lourdement dans le capital humain et la prestation de services. Les zones déjà sécurisées du pays doivent attirer l'activité du secteur privé, le but étant de créer des emplois et augmenter les revenus nationaux. En parallèle, les programmes de réforme visant à améliorer la gouvernance et la gestion économique doivent être soutenus. Ce n'est que grâce à des efforts de développement accélérés que la population de la RCA récoltera les avantages du dividende de la paix et consolidera ainsi la stabilité.

Encadré 2 : S'attaquer aux contraintes pesant sur la réduction de la pauvreté et la stabilisation en RCA

L'Étude diagnostique systématique pays (EDSP) de 2018 pour la RCA a jeté les bases analytiques du présent cadre de partenariat pays (CPP). L'EDSP met l'accent sur l'importance d'assurer la prestation des services publics. Elle relève trois obstacles majeurs à la réalisation du double objectif de stabilisation et de réduction de la pauvreté et propose des stratégies pour y faire face :

(i) *La faiblesse des niveaux de sécurité* peut être résolue en soutenant un règlement inclusif, une réforme du secteur de la sécurité, des incitations à conclure et à respecter un accord de paix, une aide humanitaire et une stabilisation d'urgence (y compris par le biais de travaux à haute intensité de main-d'œuvre ou HIMO) ;

(ii) Les griefs et les inégalités en matière de prestation de services peuvent être résolus par une assistance aux plus vulnérables (jeunes, personnes déplacées à l'intérieur du pays ou PDI) ; un meilleur accès aux services de santé et d'éducation de base ; une augmentation de la productivité des agriculteurs de subsistance et des éleveurs ; et le développement de villes sûres qui offrent un cadre pour la croissance ;

(iii) L'insuffisance de croissance et de création d'emplois peut être corrigée par une stratégie ancrée dans les chaînes de valeur traditionnelles (agriculture, mines, foresterie) ainsi que des investissements dans des secteurs porteurs (secteur financier, énergies renouvelables, TIC, transports) complétés par des réformes pour améliorer l'environnement des affaires et les questions de gouvernance transversales (y compris la gestion des finances publiques, les statistiques, la gestion de risque de catastrophe et le déploiement de l'État).

III. CADRE DE PARTENARIAT PAYS DU GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

A. Programme de l'État : Plan de relèvement et de consolidation de la paix pour la République Centrafricaine (RCPCA) et Accord politique pour la paix et la réconciliation (APPR)

61. **La RCA a adopté un Plan national de relèvement et de consolidation de la paix (RCPCA) en octobre 2016.** Le RCPCA, préparé avec le soutien de la communauté internationale, la Banque mondiale y jouant un rôle de premier plan, est un cadre ambitieux pour tous les efforts de consolidation et de développement conforme aux promesses faites lors de la conférence des bailleurs de Bruxelles en 2016. Le Plan relève les principales priorités du pays regroupées en trois piliers : (1) soutenir la paix, la sécurité et la réconciliation ; (2) renouveler le contrat social entre l'État et la population ; et (3) promouvoir la relance économique et stimuler les secteurs productifs. Le RCPCA relève également des thèmes transversaux tels que la réduction des déséquilibres régionaux, la promotion de la transparence et de la redevabilité, le renforcement des capacités des institutions publiques et des organisations de la société civile (OSC) et la promotion de l'égalité de genre. À la suite de l'APPR de février 2019, le Gouvernement a décidé de prolonger le RCPCA de deux ans, jusqu'en 2023.

62. **L'APPR, signé en février 2019, définit la feuille de route du pays vers la stabilisation.** Dans le cadre de l'admissibilité de la RCA à l'Allocation de soutien au redressement (ASR) de l'IDA19, les engagements pris par le Gouvernement et les groupes armés dans le cadre de l'APPR (voir Encadré 1) permettront de suivre l'avancement vers la stabilisation. Ces jalons permettront à leur tour d'éclairer l'évaluation continue du maintien de l'admissibilité de la RCA aux ressources de redressement.

B. Consultations des parties prenantes

63. **Le CPP a été éclairé par des consultations avec un large éventail de parties prenantes à Bangui : représentants du gouvernement, partenaires au développement (y compris les agences des Nations Unies), représentants du secteur privé et organisations non gouvernementales (ONG).** Associées à des travaux d'analyse, à la prise en compte des priorités gouvernementales et à un examen de l'expérience antérieure du GBM en RCA, les consultations menées de novembre 2019 à juin 2020 ont contribué à façonner le programme du CPP. Les responsables gouvernementaux ont souligné la nécessité de la paix et de la sécurité ; d'une meilleure connectivité, en particulier en dehors de Bangui ; de la création d'emplois et du développement du secteur privé ; et du capital humain, en particulier une meilleure éducation. Les agences des Nations Unies ont salué le partenariat solide et amélioré (stratégique et opérationnel) entre le GBM et l'ONU et ont souligné l'importance du lien entre l'humanitaire et le développement dans un pays fragile tel que la RCA. La collaboration sur la riposte à la COVID-19, notamment par la recherche de synergies dans la riposte pour protéger les pauvres et les vulnérables par le biais de transferts monétaires, a été citée comme primordiale. L'UE a souligné la complémentarité entre les programmes de l'UE et du GBM. Par exemple, l'UE appuie des domaines qui sont essentiels à la stabilisation et à la paix qui ne font pas partie de l'avantage comparatif du GBM en RCA, tels que la réforme de la sécurité, la réforme de la justice et les appuis à l'armée. De même, dans l'agenda numérique, l'UE se concentre sur les infrastructures TIC tandis que le GBM se concentrera sur les plateformes numériques. Les représentants du secteur privé ont souligné le manque d'infrastructures habilitantes, en particulier dans les secteurs de l'énergie et des transports, comme un obstacle au développement du secteur privé. L'agriculture et la foresterie ont été citées comme des domaines prometteurs pour stimuler les revenus nationaux et soutenir les moyens de subsistance pour une croissance à long terme. Une enquête d'opinion dans le pays a été menée en février et mars 2020 et les trois principales priorités de développement

relevées pour le pays étaient la sécurité/stabilisation/reconstruction (81 pour cent), la gouvernance du secteur public (34 pour cent) et l'éducation (31 pour cent). Les principales conclusions issues de ces consultations sont résumées à l'Annexe 7.

C. Vue d'ensemble du Cadre de partenariat pays du GBM AF21-AF25

Sélectivité et mis en cohérence

64. **Le GBM travaillera sur deux Axes : Capital humain et connectivité pour stimuler la stabilisation, l'inclusion et la résilience ; et Gestion économique et de la gouvernance améliorées pour renforcer la légitimité de l'État et favoriser la croissance.** En outre, l'autonomisation des femmes et le développement numérique seront des points de concentration à titre transversal.

65. **Les axes et les priorités transversales proposés découlent d'un processus de sélectivité, comme le montre la Figure 7.** Avec les facteurs de fragilité, qui éclairent non seulement la *teneur* à donner au programme proposé mais aussi ses *modalités* (voir le tableau sur les facteurs de fragilité à l'Annexe 3), le fort chevauchement, quasiment élément pour élément, entre les priorités du Gouvernement et celles définies dans l'EDSP (voir Encadré 2) constituent le sommet du processus de sélectivité. Compte tenu des besoins énormes, la demande du Gouvernement pour l'appui du GBM est vaste. Cependant, pour le prochain cycle de programmation, des demandes spécifiques ont été faites pour des investissements dans le capital humain (avec un accent sur l'autonomisation des femmes), le développement numérique, la prestation de services, les routes rurales et le développement du secteur privé, tout en continuant à soutenir le processus de paix et de stabilisation ainsi que les réformes du secteur public. Deux filtres de sélectivité éclairent l'approche du GBM dans la formulation et la mise en œuvre de ce CPP.

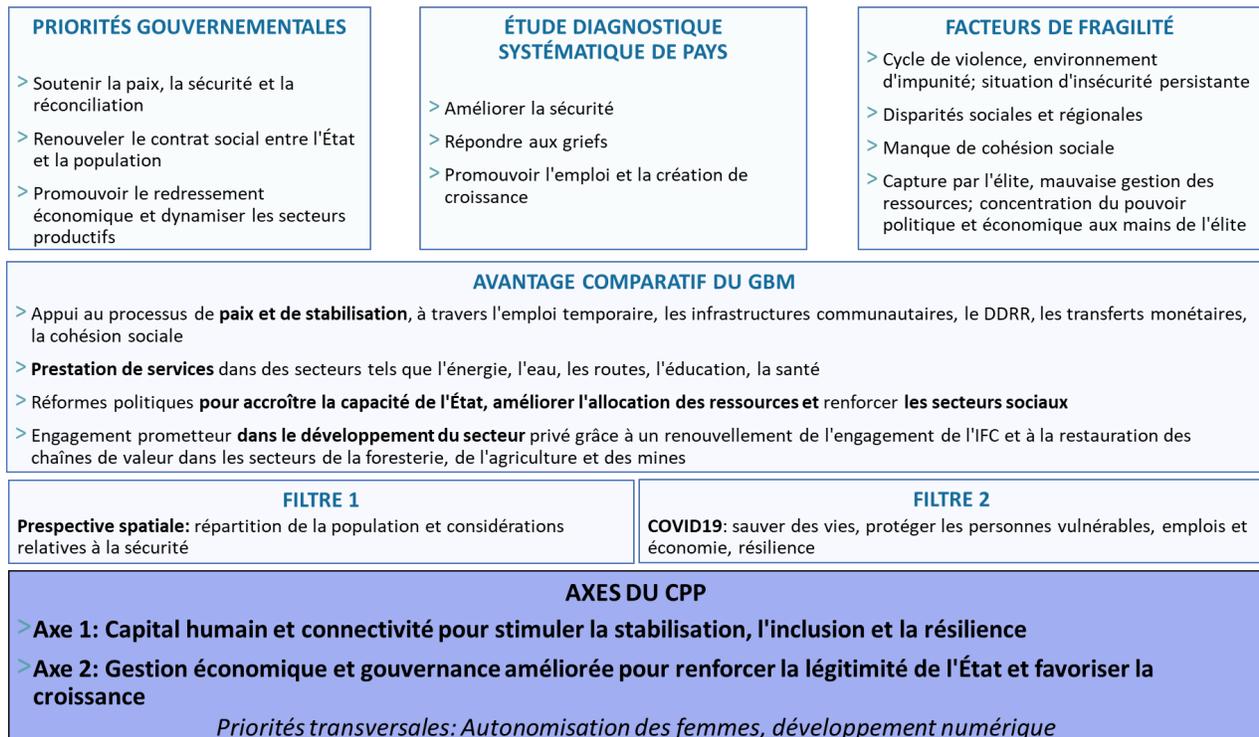
Filtre 1 : Perspective spatiale

66. **Le CPP adopte une perspective spatiale, prenant en compte la distribution de la population et les conditions de sécurité variables, deux éléments qui influencent le choix des approches de développement.** La partie ouest de la RCA abrite environ 80 pour cent de la population et présente un risque de conflit faible à moyen (voir la Figure 1). Le Sud-ouest du pays est sécurisé depuis de nombreuses années tandis que le Nord-ouest est la zone où l'APPR a été mis en œuvre en premier. Si les investissements dans le capital humain et la prestation de services de base continuent d'être essentiels dans l'Ouest, le moment est venu d'investir également dans le développement du secteur privé. En revanche, pour l'Est où 20 pour cent de la population vit dans des zones beaucoup plus clairsemées toujours sujettes à conflit, il est nécessaire de se concentrer immédiatement sur la stabilisation et la cohésion sociale, avec des investissements dans le capital humain, la connectivité et la prestation de services là où les conditions de sécurité le permettent. Cela est essentiel pour répondre aux griefs découlant des disparités régionales et pour établir la présence de l'État.

Filtre 2 : Atténuer les impacts de la COVID-19

67. Étant donné que la COVID-19 aura des impacts sévères sur la santé et la pauvreté, et éventuellement sur la sécurité si cela conduit à des troubles sociaux, tous les engagements nouveaux et existants appliqueront une perspective COVID-19 en référence au cadre de riposte du GBM à la COVID-19.⁴³ Cette perspective sera prise en compte dans les Services de conseil et d'analyse (ASA), les prêts en modalité projet, les opérations d'appui budgétaire et le dialogue politique sous-jacent avec le Gouvernement. Certains nouveaux projets s'attaquent directement aux effets de la pandémie, tel que le projet de santé COVID-19 déjà approuvé et un programme de transfert d'argent. Au-delà de la riposte initiale, où les interventions du GBM visent à sauver des vies et à protéger les pauvres et les vulnérables, la mise en œuvre des projets en cours sera réévaluée et, si nécessaire, restructurée pour mieux soutenir le redressement de la RCA en toute résilience. Par exemple, le projet LONDO a orienté les ressources vers la production de masse de 10 millions de masques artisanaux dans cette phase immédiate tandis que le Projet d'urgence de soutien à l'enseignement de base (PUSEB - P164295) utilisera des fonds d'urgence pour soutenir la réouverture des écoles. Un financement supplémentaire pour le projet d'appui et de renforcement du système de santé (SENI - P164953) sera alloué à des interventions à plus long terme pour les services de santé dans la période post-pandémie. Les réformes politiques et institutionnelles se concentreront sur la résilience et la reconstruction en mieux. Reconnaisant le risque que la COVID-19 puisse creuser davantage les inégalités existantes entre les sexes, une attention prioritaire sera également accordée aux impacts liés au genre.

Figure 7 : Processus de sélectivité des programmes du GBM



⁴³ Le cadre de riposte à la COVID-19 du GBM en version préliminaire comprend quatre piliers : 1) Sauver des vies ; 2) Protéger les pauvres et les vulnérables ; 3) Assurer une croissance durable des affaires et une protection du travail ; et 4) Renforcer les politiques, les institutions et les investissements pour reconstruire en mieux, en trois étapes (Secours - Restructuration - Redressement en toute résilience).

68. **La sélectivité est en outre éclairée par l'avantage comparatif du GBM qui découle de l'expérience acquise au cours de l'IDA18 et de la répartition du travail entre les partenaires au développement.** Par exemple, en appui à la priorité du Gouvernement d'améliorer la sécurité - une priorité validée dans l'EDSP et l'ERR, le GBM se concentre sur la dimension de réintégration socioéconomique du DDR, sur la base de l'expérience d'autres pays, et sur les investissements d'urgence utilisant l'approche HIMO en référence à l'expérience acquise pendant IDA18. Le processus de sélectivité éclaire également sur les actions que le GBM *ne fera pas*. Dans le cadre de cette même priorité, le GBM ne se concentre pas sur la réforme de la justice, la réforme de la sécurité ou la création de l'USMS - domaines dans lesquels d'autres partenaires, tels que l'UE, ont réalisé des investissements importants et qui ne relèvent non plus de l'avantage comparatif du GBM du fait qu'ils se trouvent aux limites du mandat du GBM. De même, dans le domaine prioritaire transversal du développement numérique - un axe demandé par le Gouvernement, relevé dans l'EDSP et pouvant clairement contribuer à s'attaquer aux facteurs de fragilité, le GBM ne se concentrera pas sur les infrastructures TIC. C'est déjà un domaine d'intervention de l'UE et de la BAD. Le GBM se concentrera plutôt sur les plateformes numériques et la gouvernance, en s'appuyant sur un fort avantage comparatif acquis au cours des trois dernières années d'engagement.

Axe 1 : Capital humain et connectivité pour stimuler la stabilisation, l'inclusion et la résilience

69. **Au titre de l'Axe 1, le GBM investira dans les personnes et les communautés, ainsi que dans leur accès aux services de base et à la connectivité, en mettant l'accent sur l'amélioration de la sécurité, la reconstruction de la cohésion sociale et la réduction des disparités sociales et régionales.** Cet Axe comprendra un appui direct aux efforts de stabilisation, coordonné étroitement avec l'évolution politique et conformément à l'APPR. Un accent particulier sera mis sur le capital humain et l'autonomisation des femmes. Cet Axe est conforme au RCPCA du gouvernement, notamment en ce qui concerne l'accent mis sur la facilitation de la réconciliation et la cohésion sociale, la prestation de services de base, la reconstitution du contrat social et la réparation des infrastructures de base. De même, ces interventions sont en cohérence avec les contraintes relevées dans l'EDSP concernant la nécessité d'améliorer la sécurité, de répondre aux griefs et à une situation d'iniquité de la prestation de services, et de promouvoir la croissance et la création d'emplois. Les dimensions « Sauver des vies » et « Protéger les pauvres et les vulnérables » de la riposte à la COVID-19 sont prises en compte sous cet Axe.

Objectifs stratégiques :

- 1.1 Soutenir les efforts de stabilisation pour une meilleure résilience
- 1.2 Améliorer l'accès et la qualité de l'éducation
- 1.3 Offrir des services de santé inclusifs et de qualité
- 1.4 Mettre en place des filets de sécurité pérennes
- 1.5 Construire des infrastructures résilientes (électricité, mobilité, eau) pour une meilleure connectivité

Objectif 1.1 - Soutenir les efforts de stabilisation pour une meilleure résilience

Résultats attendus :

- Renforcer la cohésion sociale et soutenir la croissance des revenus en créant des opportunités d'emplois rémunérés à grande échelle.
- Fournir de meilleurs services et de meilleures infrastructures de base à travers une approche participative et un processus d'engagement des citoyens.
- Contribuer à la dissolution des groupes armés en offrant des opportunités de réintégration économique aux ex-combattants.

70. **La stabilisation et la sécurité créent les conditions d'un développement durable.** En tant que tels, elles restent la plus grande priorité pour la population de la RCA et ses partenaires au développement. L'APPR a tracé la voie vers la stabilisation. Les principaux domaines d'intervention conjointe entre le Gouvernement et les partenaires en faveur de la stabilisation et de la sécurité comprennent l'action militaire ; les négociations avec les groupes armés ; la DDR ; la réforme du secteur de la justice et de la sécurité ; la restauration de l'autorité de l'État ; les initiatives législatives ; le soutien humanitaire (y compris aux déplacés internes) ; et la reconstruction de la confiance et de la cohésion sociale dans les communautés divisées - avec une division claire du travail entre les partenaires humanitaires, de développement, politiques et militaires, en fonction de leur avantage comparatif.⁴⁴

71. **Le GBM s'appuiera sur les opérations existantes pour accroître son appui à la stabilisation.** Le Projet d'appui aux communautés affectées par le déplacement (PACAD - P161591) soutient la réintégration des PDI en fournissant de l'argent aux communautés hôtes et en effectuant des améliorations à de petites infrastructures ciblées par des approches participatives. Le projet LONDO (P152512) - désormais un nom bien connu en RCA - soutient la cohésion sociale en rassemblant la population par le biais d'emplois temporaires à grande échelle et de petits travaux d'infrastructure définis par la communauté. Dans la foulée de la COVID-19, ce projet a démarré la production de masse de 10 millions de masques artisanaux, créant 180 000 personne-jours d'emplois temporaires et se plaçant au cœur de la riposte à la COVID-19 en matière sanitaire et socioéconomique. Pendant la période du CPP, un financement supplémentaire à cette opération innovante sera envisagé.⁴⁵

72. **Le soutien du GBM au processus DDR reste une pièce maîtresse de l'Accord de paix.** Alors que l'UE, les États-Unis et l'UA soutiennent la RCA avec la formation et le déploiement de l'USMS, le GBM, à travers le Projet de réintégration des ex-combattants (PREC - P160272), soutient la réintégration économique de plus de 4 000 ex-combattants. Les progrès dépendront des circonstances politiques. Pour atteindre l'objectif du projet, la date de clôture actuelle de décembre 2020 sera reportée.

Objectif 1.2 - Améliorer l'accès et la qualité de l'éducation

Résultats attendus :

- Augmenter le taux d'achèvement du primaire, en particulier chez les filles
- Améliorer les résultats d'apprentissage au niveau primaire

⁴⁴ Les principaux organes de coordination et de prise de décision comprennent le *Comité exécutif de suivi* de l'APPR ainsi que le *Comité stratégique* pour le DDR, tous deux présidés par le Premier ministre.

⁴⁵ Le projet LONDO a été restructuré en juin 2020 de manière à fournir 25 millions USD en ressources de l'IDA18 pour l'opération d'appui budgétaire supplémentaire pour la COVID-19.

73. **Le programme du GBM continuera de renforcer le système éducatif en RCA.** Le Groupe de la Banque mondiale se concentre sur l'accès à une éducation de base de qualité et l'équité de cette éducation dans le cadre du Projet d'urgence de soutien à l'éducation de base (PUSEB - P164295) qui est en cours. Ce projet sera élargi à travers le Projet d'appui au plan sectoriel de l'éducation financé par le Partenariat mondial pour l'éducation (PME) (P173103). Cela inclura l'accès pour les enfants vulnérables, y compris les filles, les enfants en situation de handicap et les enfants des populations déplacées à l'intérieur du pays. Les interventions du projet, en particulier celles qui portent sur le recours aux membres de la communauté pour mener des activités de construction d'écoles et de formation d'enseignants communautaires, favorisent la cohésion sociale et la consolidation de la paix et réduisent les inégalités territoriales. Le secteur de l'éducation bénéficie d'un plan sectoriel de qualité qui souligne la nécessité d'un recrutement massif d'enseignants. Une Revue des dépenses publiques (RDP) pour les secteurs de la santé et de l'éducation fournira la base d'analyse d'une stratégie de recrutement ambitieuse mais responsable d'un point de vue budgétaire, soutenant un redressement et une reconstruction en toute résilience de ces secteurs après la pandémie. Une plus grande présence du personnel enseignant et des agents de santé sur tout le territoire améliorera non seulement la qualité des services fournis, mais rehaussera également la légitimité de l'État.

74. **Pendant la période du CPP, le GBM accordera la priorité aux investissements dans le capital humain, en mettant l'accent sur les femmes et les filles.** Un nouveau Projet multisectoriel de capital humain (P171158) s'appuiera sur les plateformes communautaires pour inciter les interventions du côté de la demande, avec pour objectif d'améliorer l'accès à l'éducation de base, à la santé et aux services de santé de la reproduction pour les femmes et les filles. Il favorisera également, à grande échelle, les compétences de vie et les comportements salutaires et favorables à la santé. Le projet travaillera en coordination avec des secteurs au-delà du développement humain tels que l'énergie, les routes rurales et le développement des infrastructures, l'eau et l'utilisation émergente des technologies numériques.

Objectif 1.3 - Offrir des services de santé de qualité et inclusifs

Résultats attendus :

- *Renforcer le système national de surveillance sanitaire fondée sur les événements*
- *Améliorer les indicateurs de santé en augmentant le nombre d'accouchements avec assistance de personnel qualifié et la couverture vaccinale de base des enfants*
- *Réduire les taux de fécondité en augmentant le nombre de femmes utilisant des méthodes contraceptives modernes.*

75. **Répondre aux impacts de la COVID-19 sur la santé, sauver des vies et protéger les pauvres et les vulnérables seront des priorités immédiates au cours de cette période du CPP.** Les investissements dans la riposte à la COVID-19 sont essentiels pour empêcher les gens de sombrer plus profondément dans la pauvreté et atténuer les impacts négatifs de la pandémie sur le capital humain. Dans la foulée de la COVID-19, la perturbation des systèmes de santé due à la riposte d'urgence peut avoir des effets néfastes sur l'accès général aux soins de santé de base, y compris les interventions de santé de la mère et de l'enfant. De même, les femmes représentent la majorité du personnel de santé de première ligne et des soignants à domicile, ce qui les expose à un risque nettement accru d'exposition à la COVID-19. Le projet d'urgence COVID-19 (P173832) a été l'un des premiers projets de ce type approuvés par le Conseil en avril 2020 et s'est avéré être une bouée de sauvetage pour la riposte du Gouvernement. Il finance le système public de détection des cas et de recherche des contacts, ainsi que la remise en état rapide des infrastructures essentielles et l'achat des fournitures médicales nécessaires de toute urgence. La RCA bénéficie également des activités de renforcement des capacités à l'échelle du continent

financées par le Projet de financement des investissements régionaux des CDC d’Afrique (approuvé en décembre 2019) qui vise à soutenir l’UA dans la lutte contre la propagation des maladies infectieuses et la lutte contre les problèmes de santé publique à l’échelle régionale et continentale. De telles initiatives régionales sont particulièrement critiques pour un pays aux faibles ressources tels que la RCA.

Encadré 3 : Opportunités naissant d’une crise - Riposte innovante à la COVID-19

Alors que la pandémie de COVID-19 a amplifié la fragilité du système de santé de la RCA et la difficulté d’accéder aux fournitures qui sont rares, elle a également créé des opportunités pour une riposte innovante. La riposte de la RCA a été conduite par le Ministre de la Santé, un expert en santé publique ayant de l’expérience dans la lutte contre le VIH/SIDA. A l’instar de l’approche adoptée par des pays tels que la Corée du Sud et la Nouvelle-Zélande, le Gouvernement a immédiatement adopté une stratégie agressive de tests et de recherche des contacts. Dans le cadre de cette approche, le corridor commercial Douala-Bangui, traversé par des centaines de camions chaque semaine, a été reconnu très tôt comme un vecteur principal de transmission. Dans un pays où la distanciation sociale obligatoire est impossible, la stratégie adaptée aux besoins de la RCA comprend une concentration sur les groupes souffrant de comorbidités, le port obligatoire de masques, une surveillance communautaire à grande échelle et des campagnes de sensibilisation.

Le GBM, le seul bailleur de fonds qui finance directement le Gouvernement, a été au cœur de la riposte de la RCA à la COVID-19. En plus de la réponse financière immédiate, à travers un projet de santé COVID-19 de 7,5 millions USD (P173832) (approuvé en avril 2020), un appui budgétaire supplémentaire de 25 millions USD (P173900) (approuvé en juin 2020) et un projet de transfert monétaire - Financement supplémentaire pour la prestation de services et l’appui aux communautés affectées par le déplacement (PACAD - P161591) (approbation attendue au T1 de l’AF21), des solutions innovantes et des partenariats ont émergé :

- En appui à la mesure prise par le Gouvernement de rendre obligatoire le port de masques dans les espaces publics, le projet LONDO a lancé la production de dix millions de masques en tissu, créant des centaines de milliers de personne-jours d’emplois temporaires. À la mi-juin, deux millions de masques avaient déjà été livrés.
- Dès la fin mars 2020, le Projet de données pour les décisions, en collaboration avec le Programme alimentaire mondial (PAM) et l’Institut Centrafricain des Statistiques, des Études Économiques et Sociales (ICASEES), a lancé un suivi hebdomadaire des prix des denrées alimentaires et des produits de base sur les marchés de Bangui et sur l’ensemble du pays, ainsi que du flux de trafic commercial sur le corridor Douala-Bangui. Début juin 2020, des enquêtes rapides auprès des ménages avaient été lancées.
- Dans le cadre d’un partenariat sans précédent, le Ministère de l’Énergie et de l’Hydraulique, la ville de Bangui, le projet PASEEL de la Banque mondiale, le projet LONDO de la Banque mondiale, la MINUSCA, le cluster Eau, hygiène et assainissement (WASH) sous la direction du Fonds des Nations Unies pour l’enfance (UNICEF) et Sodeca (l’entreprise publique chargée de l’eau), se sont ralliés autour d’un objectif commun : fournir de l’eau potable dans tout le Grand Bangui. Cette action a été possible à cause du sentiment d’urgence collectif émanant de la crise, et elle offre désormais d’importantes promesses d’impact à long terme.

76. **Le programme du GBM continuera de renforcer le système de santé en RCA.** Le Projet en cours d’appui et de renforcement du système de santé (SENI - P164953), instrument du Gouvernement pour intégrer le financement basé sur les résultats dans le secteur de la santé en mettant l’accent sur l’amélioration des services de santé de la mère et de l’enfant, représente la phase de restructuration du Cadre de riposte à la COVID-19. Il est complété par un programme de réforme du secteur de la santé (PRCIS2 - P160272). En étroite coordination avec l’UE, le projet SENI garantit la complémentarité du ciblage géographique ainsi que des réformes politiques. Un nouveau projet multisectoriel de capital humain (P171158) s’appuiera sur des plateformes communautaires pour encourager les interventions du côté de la demande qui amélioreront l’accès aux services de santé et de santé de la reproduction pour les femmes et les filles. Le Projet en cours d’amélioration du système régional de surveillance des maladies, Partie IV (REDISSE IV - P167817), qui renforcera la capacité de la RCA et de la région à détecter et à répondre aux futures épidémies, est tout à fait en cohérence avec la phase de redressement résilient

du Cadre de riposte à la COVID-19. Le secteur de la santé bénéficie d'un plan sectoriel de qualité qui souligne la nécessité de recrutements massifs. Comme mentionné ci-dessus, la RDP pour les secteurs de la santé et de l'éducation fournira la base d'analyse pour accroître la présence des agents de santé employés par l'État dans tout le pays.

Objectif 1.4 - Mettre en place des filets de sécurité pérennes

Résultats attendus :

- *Accroître la résilience des ménages vulnérables à travers des transferts monétaires.*

77. **L'appui immédiat du GBM en matière de protection sociale se concentrera sur les transferts monétaires pour atténuer les impacts de la COVID-19, à travers des accords avec des partenaires.** Un financement supplémentaire au projet PACAD en cours (P161591), qui soutient actuellement les communautés affectées par le déplacement, financera des transferts monétaires aux communautés impactées par la pandémie. Le projet est conçu en étroite collaboration avec les partenaires afin de maximiser les synergies avec les efforts des agences des Nations Unies telles que le PAM, le Bureau national des Nations Unies pour les services aux projets (UNOPS) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Par exemple, le ciblage des bénéficiaires se fera conjointement sur la base d'enquêtes rapides auprès des ménages, financées par le GBM dans le cadre du Projet de données nécessaires à la prise de décisions (P160717) et d'une étude d'impact de la COVID-19 du PNUD. Au cours des premiers mois, le PAM fournira l'assistance jusqu'à ce que le projet du GBM entre en vigueur et prenne le relais dans le cadre d'un accord de mise en œuvre avec l'UNOPS. Une utilisation accrue des paiements mobiles pour les transferts monétaires sera recherchée.

78. **En parallèle, le Gouvernement s'est engagé à développer les éléments constitutifs d'un système national de filets de sécurité pour protéger les ménages pauvres et vulnérables.** Dans le cadre du projet PRCIS 2 (P168474), le Gouvernement a mené à bien à titre pilote un petit nombre de transferts monétaires, suivant le modèle PACAD. Le Financement supplémentaire de PACAD s'appuiera sur ces réalisations pour mettre en place les fondations d'un Système national de filet de sécurité pérenne. Tout au long de ce processus, le rôle de l'UNOPS passera progressivement de l'exécution des transferts monétaires au renforcement des capacités publiques.

Objectif 1.5 - Construire des infrastructures résilientes (électricité, mobilité, eau) pour une meilleure connectivité

Résultats attendus :

- *Améliorer la connectivité dans les zones rurales et urbaines grâce à un meilleur accès aux routes praticables par tout temps et toute saison.*
- *Améliorer l'accès et la qualité de la fourniture d'eau et d'électricité, y compris la capacité de production d'énergie renouvelable.*

79. **Dans un pays où l'accès à l'électricité, à l'eau, aux routes et à Internet est très faible, les investissements dans l'amélioration des infrastructures et la connectivité sont une condition du progrès en matière de développement.** Comme l'affirme l'EDSP, l'amélioration des infrastructures et de la connectivité soutiendra la prestation de services dans les secteurs sociaux, facilitera les activités génératrices de revenus et élargira la présence de l'État dans la mesure où elle facilite l'accès entre la capitale et les régions. L'insuffisance d'électricité a des implications importantes sur le capital humain et les aspects sociaux parce qu'elle entrave le fonctionnement des hôpitaux, des écoles et des services

sociaux, en particulier en dehors de Bangui. Cette situation aggrave davantage les disparités socioéconomiques entre les populations urbaines et rurales de la RCA. Dans un pays où la saison des pluies rend les routes impraticables pendant la moitié de l'année, l'isolement et le manque de connectivité sont l'une des sources de doléances et de disparités régionales les plus difficiles à résoudre. Pour qu'il y ait des progrès percutants et rapides en matière d'infrastructures et de connectivité, il faut une coordination solide, une répartition claire du travail et des partenariats innovants. La crise de la COVID-19 a montré que c'était possible. Au cours de la période du CPP, les possibilités de participation du secteur privé seront étudiées pour compléter les projets d'investissement de l'IDA.

80. Par le biais de projets routiers, le GBM soutiendra la connectivité dans le pays tout en réduisant la dépendance vis-à-vis du corridor commercial Douala-Bangui. Dans le cadre du Projet régional de facilitation du transport et transit en zone CEMAC (CEMAC - P079736), le revêtement de la route Douala-Bangui dans le Nord-Ouest sera achevé, ce qui est vital pour l'économie de la RCA. Dans le cadre du Projet d'appui à la relance agricole et au développement de l'agrobusiness en Centrafrique (PRADAC - P165855), 250 km de routes rurales seront construites pour relier les agriculteurs aux marchés. Le projet de connectivité rurale (PCR - P160500), à travers 1 250 km de routes, assurera la connectivité toute l'année dans le Nord-est, une région actuellement isolée pendant la saison des pluies, et ouvrira un couloir commercial concurrent vers Port Soudan. L'Agence française de développement (AFD) apporte un financement supplémentaire au projet et d'autres bailleurs envisagent de le faire également, compte tenu de l'impact potentiel élevé en termes de stabilisation de l'Est. Pendant la période du CPP, un nouveau projet régional sera envisagé pour améliorer la connectivité avec le lac Tchad au nord et la RDC au sud, créant ainsi de nouvelles opportunités de commerce et d'échanges. Un financement supplémentaire pour la connectivité rurale sera envisagé pendant la période du CPP.

81. L'accès à l'énergie et à l'eau, à Bangui et dans d'autres villes, améliorera la prestation des services et les conditions de développement du secteur privé. Le CPP vise à aider la RCA à atteindre une capacité de production d'énergie renouvelable de 80 MW. Le Projet d'urgence de fourniture et d'accès à l'électricité (PURACEL - P164885) ajoutera 25 MW d'énergie solaire (avec capacité de stockage) à Bangui d'ici décembre 2021. Le projet est conçu pour accueillir 15 MW supplémentaires à Bangui. La participation du secteur privé, avec le soutien de l'IFC, sera étudiée dans ce cadre. Des études financées par la Banque mondiale sur l'électrification des villes secondaires (principalement grâce à l'énergie solaire) sont en cours et des financements supplémentaires seront envisagés dans le contexte d'une stratégie nationale de l'énergie élargie que le GBM aidera le Gouvernement à développer, prenant en compte la question de la résilience climatique. Grâce au Projet d'amélioration des services d'eau et d'électricité (PASEEL - P 162245), la capacité de production d'eau sera améliorée à Bangui, Bambari et Berberati. Les deux projets ont des composantes institutionnelles visant à améliorer la gestion du service public de l'énergie (Enerca) et du service public de l'eau (Sodeca). Le recours à des fonds fiduciaires sera étudié dans le but de renforcer la capacité de ces services publics à développer des partenariats public-privé pour les investissements futurs.

82. Des investissements dans la connectivité numérique sont nécessaires pour soutenir l'accès au financement et aux services de base dans tout le pays. L'Évaluation de l'économie numérique pays (ECNP - P172683) de la RCA a cerné les lacunes de connectivité et a défini les investissements nécessaires. Grâce à la coordination des bailleurs de fonds, l'UE et la BAD se concentrent sur la réduction du déficit d'infrastructures TIC. Elles n'investissent pas seulement dans des solutions VSAT à court terme, mais également dans la construction du réseau dorsal de fibre optique terrestre de la RCA (qui doit être achevé d'ici la fin de 2021), qui apportera l'internet à haut débit des frontières avec le Cameroun et la République du Congo à Bangui, ainsi qu'un anneau métropolitain dans la capitale. Ces investissements laisseront

néanmoins les grandes villes au-delà de Bangui avec une mauvaise connexion, en l'absence du maillon intermédiaire du réseau permettant de faciliter l'accès à travers le pays ou de réseaux d'accès local du « dernier maillon ». Cette situation pourrait renforcer les disparités spatiales. Les télécommunications peuvent également être un outil essentiel pour la surveillance et la riposte aux maladies infectieuses, ce qui fait que les interventions visant à remédier à la fracture numérique sont plus opportunes que jamais. La RCA est l'un des pays les moins bien équipés pour utiliser les TIC en vue de s'adapter aux perturbations associées à la COVID-19 telles que les fermetures d'écoles. Pendant la période du CPP, l'IFC étudiera les opportunités d'investissement pour connecter les personnes sans connexion et établir des plateformes numériques pour la fourniture de services tels que les services financiers numériques (par exemple, l'argent mobile) et l'éducation, tandis que l'engagement de la Banque mondiale se concentrera sur la gouvernance numérique, comme décrit dans l'Axe 2, et ainsi aider à combler les lacunes restantes.

83. Compte tenu de la croissance des villes en RCA, l'urbanisme sera un domaine d'intérêt à moyen et long termes, comme le recommande l'EDSP. Au cours des dernières années de la période du CPP, des travaux de conseil et d'analyse (ASA) sur l'urbanisme à Bangui pourraient être menés pour évaluer les options pour une trajectoire de croissance plus durable pour la capitale, permettant éventuellement de prendre en compte les besoins d'un secteur informel porteur avec des approches durables du logement, des transports, de l'eau et de l'assainissement et de l'énergie. Un financement en modalité projet peut suivre ces travaux d'analyse pour aider la RCA à se reconstruire en mieux et pour soutenir une redressement en toute résilience après la COVID-19. Il pourrait également y avoir des travaux de conseil et d'analyse sur la géographie économique et les caractéristiques territoriales, un ASA programmatique sur le secteur de l'énergie, ainsi qu'un programme d'évaluation du secteur des infrastructures (InfraSAP).

Axe 2 : Gestion économique et gouvernance améliorées pour renforcer la légitimité de l'État et favoriser la croissance

84. Au titre de l'Axe 2, le GBM soutiendra une légitimité accrue de l'État et favorisera la croissance grâce à une gouvernance et des institutions améliorées, ainsi que le développement du secteur privé dans un objectif de création d'emplois et de MRI, dans le cadre d'un engagement approfondi avec l'IFC et le FMI. Le renforcement de la légitimité de l'État et la promotion de la croissance sont essentiels à la stabilité à long terme et aux perspectives de paix du pays en même que l'on s'attaque aux principaux facteurs de fragilité. Les réformes visant à améliorer la gouvernance, y compris l'appui à la décentralisation pour rapprocher l'État des citoyens, accroître la transparence et la redevabilité et renforcer la GFP, y compris la gestion de la dette, seront accélérées. En parallèle, le développement du secteur privé sensible aux conflits, lorsque cela est possible, deviendra un domaine d'intérêt important dans la mesure où il est source de création d'emplois et soutient la transformation économique, deux éléments essentiels pour atténuer les impacts de la COVID-19. Les interventions du GBM dans le cadre de l'Axe 2 visent à créer les conditions d'une croissance durable et inclusive, ce qui est essentiel à la réduction de la pauvreté et une condition préalable pour le maintien d'un accord de paix volontaire et inclusif comme souligné dans l'EDSP. L'Axe est en pleine cohérence avec l'EDSP et le troisième pilier du RCPCA, répondant à la nécessité de promouvoir le relance économique et de stimuler les secteurs productifs. La MRI sera un domaine d'intérêt spécifique dans la mesure où elle renforce la légitimité de l'État en créant un espace budgétaire pour une prestation de services accrue et les investissements nécessaires pour favoriser la croissance, renforçant ainsi la résilience. Le CPP vise à parvenir à un redressement résilient, inclusif et durable après la crise de la COVID-19 grâce au renforcement des politiques et des institutions et à un meilleur développement du secteur privé.

Objectifs stratégiques :

- 2.1 Améliorer les fonctions et institutions fondamentales du Gouvernement pour une prestation de services efficace
- 2.2 Améliorer la mobilisation des ressources nationales pour des investissements adéquats pour mieux reconstruire
- 2.3 Améliorer l'environnement des affaires et soutenir la création d'emplois

Objectif 2.1 - Améliorer les fonctions et institutions fondamentales du Gouvernement en vue d'une prestation de services efficace*Résultats attendus :*

- *Améliorer la transparence des finances publiques et la viabilité budgétaire*
- *Accroître l'efficacité et l'efficience des fonctions et services gouvernementaux grâce à la numérisation*

85. **Le GBM s'appuiera sur les réformes de la gouvernance du secteur public pour renforcer la GFP, les principales institutions gouvernementales, l'accès aux services juridiques et judiciaires, l'engagement des citoyens et la prestation de services.** En coordination avec d'autres partenaires, les réformes des politiques dans le cadre du Programme de consolidation et de développement de l'inclusion sociale (PRCIS 2 - P168474) soutiennent les fonctions et les institutions fondamentales du Gouvernement pour permettre une prestation de services efficace directement aux citoyens, y compris dans les domaines de la santé, de l'éducation et de la protection sociale. Par exemple, le CSIDP 2 appuie la mise en œuvre du premier programme gouvernemental de filet de sécurité sociale utilisant les paiements mobiles pour les personnes pauvres et vulnérables telles que les déplacés, les réfugiés de retour et les familles d'accueil. Le PRCIS 2 accompagne également le redéploiement de l'État dans les provinces par l'adoption du cadre juridique permettant le paiement numérique et mobile des salaires des fonctionnaires, et le déploiement d'enseignants. Cette réforme contribue à surmonter certains des défis infrastructurels et des disparités spatiales de la RCA tout en assurant la continuité de la prestation de services par la réduction de l'absentéisme des fonctionnaires. Le PRCIS 2 appuie également un mécanisme de suivi pour renforcer la transparence et la redevabilité dans l'utilisation des fonds de riposte à la COVID-19. Une nouvelle série d'appuis budgétaires viendra en appui aux politiques et aux institutions pour une reconstruction en mieux, y compris des réformes visant à renforcer la GFP, les réformes fiscales et des dépenses qui contribueront à élargir l'espace budgétaire pour la prestation de services ; à approfondir la transparence des finances publiques ; à réduire la corruption ; à promouvoir l'aide juridique et l'accès aux services juridiques et judiciaires pour traiter les doléances, en particulier pour les victimes de VBG ; et à adopter une législation sur la budgétisation participative. Ces réformes sont essentielles pour favoriser la confiance, améliorer la cohésion sociale et la légitimité de l'État et renforcer les politiques et les institutions nécessaires pour une riposte et un redressement efficaces face à la crise de la COVID-19.

86. **Les réformes politiques continueront d'être accompagnées d'une assistance technique.** Le Projet d'appui à la gestion des dépenses, des investissements publics et aux réformes (AGIR-P161730) vise à renforcer les capacités des principales administrations et institutions publiques et à jeter les bases de l'engagement citoyen par la préparation et la publication du premier budget citoyen. Le projet appuie également le Secrétariat du Plan national de rétablissement de la paix, le mécanisme du Gouvernement pour la coordination des bailleurs. Dans le cadre du suivi d'AGIR, un projet de gouvernance numérique axé sur les citoyens continuera de renforcer les systèmes sous-tendant les fonctions fondamentales du Gouvernement qui sont essentielles pour la prestation de services aux citoyens (par exemple, la GFP, la passation de marché, la gestion des ressources humaines, les paiements de gouvernement à personnes) avec numérisation adaptée au contexte ; établira un cadre pour des mécanismes efficaces de rétroaction

et de recours des citoyens pour améliorer la prestation de services et la redevabilité et les fondements des systèmes de gestion de l'identité ; élargira l'administration en ligne ; et assurera la continuité de la prestation des services aux citoyens, en particulier dans les provinces. En outre, le projet renforcera la capacité des principales agences gouvernementales, des opérateurs de réseaux mobiles et des partenaires du secteur de manière à permettre et développer (i) le paiement des salaires des fonctionnaires par le biais de l'argent mobile ; (ii) les paiements mobiles de transferts monétaires aux pauvres et aux plus vulnérables ; et (iii) le paiement électronique des impôts pour améliorer l'application des impôts et réduire les risques de corruption et de capture par les élites. Ces interventions s'attaqueront aux facteurs de fragilité à travers la restauration et le renforcement de l'autorité de l'État (redéploiement des fonctionnaires et réduction de l'absentéisme) tout en améliorant la cohésion sociale et en réduisant les disparités sociales et régionales. Les enseignements tirés d'AGIR, ainsi que l'étude analytique EENP (P172493), en cours de préparation, éclaireront l'assistance technique. De nouveaux services de conseil et d'analyse sur les institutions de justice et de redevabilité seront préparés pendant la période du CPP pour informer le futur engagement du GBM sur le système de justice et l'état de droit, accompagnant le Projet de données nécessaires à la prise de décisions (P160717).

87. **Au cours de l'AF20, la RCA est devenue membre du Partenariat mondial pour la redevabilité sociale (GPSA),⁴⁶ permettant ainsi aux OSC en RCA de recevoir un appui direct du GPSA.⁴⁷** Dans le cadre de la participation au GPSA, des pistes seront étudiées pour renforcer l'engagement des citoyens sur l'ensemble du portefeuille. Par exemple, à mesure que le Gouvernement met en place un système de suivi des dépenses en rapport à la COVID-19 - tant par le Gouvernement que directement par les bailleurs, la société civile sera incluse dans le mécanisme de gouvernance. Les ressources du GPSA, grâce au financement direct des OSC, seront étudiées en vue d'aider la société civile à jouer son rôle de mécanisme de redevabilité. Le renforcement de l'engagement des citoyens et de la redevabilité sociale aidera à combler le fossé entre les desiderata du citoyen et l'action effective du Gouvernement, et permettra de commencer à s'attaquer aux perceptions profondément enracinées d'inégalité et de manque d'inclusion.

88. **Le CPP soutiendra des actions visant à améliorer la gestion et la transparence de la dette conformément à la nouvelle Politique de financement du développement durable (PFDD) de la Banque mondiale (voir Encadré 4).** Le CSIDP 2 améliore la transparence de la dette en appuyant la préparation et la publication de rapports annuels sur la dette, y compris les statistiques de la dette. La PFDD approfondira davantage ces réformes. Parmi les APP en cours de préparation, les autorités entreprendront des audits des trois plus grandes entreprises publiques (dans les secteurs de l'énergie, des télécommunications et de l'eau) pour évaluer leur viabilité financière et réduire les passifs éventuels liés à la dette que chacune d'elles détiennent. La PFDD et le programme du GBM contribueront à protéger l'avenir en assurant la viabilité budgétaire et macroéconomique, en encourageant les autorités à emprunter à des conditions viables et en promouvant une action coordonnée de l'IDA et d'autres créanciers.

⁴⁶ Le GBM a créé le Partenariat mondial pour la redevabilité sociale (GPSA) en 2012 dans le but d'établir un environnement favorable dans lequel les retours des citoyens sont utilisés pour résoudre les problèmes fondamentaux de la prestation de services et pour renforcer la performance des institutions publiques.

⁴⁷ Par le biais du Ministère des Affaires Humanitaires et de la Réconciliation Nationale qui sert de point focal en RCA.

Encadré 4 : La RCA et la Politique de financement du développement durable (PFDD)

Bien que la dette publique de la RCA continue de baisser, le pays reste exposé à un risque élevé de surendettement. L'Analyse de viabilité de la dette menée conjointement par la Banque mondiale et le FMI en 2020 a conclu que la RCA reste exposée à un risque élevé de surendettement. Les indicateurs de la dette se sont fortement dégradés suite à la crise de 2013 avec l'accumulation d'arriérés intérieurs et extérieurs. Le ratio dette publique/PIB est passé de 63 pour cent en 2014 à 47,8 pour cent en 2019, grâce à la relance économique progressive, à l'apurement des arriérés et à la limitation des nouveaux emprunts. La dette intérieure est passée de 14,2 pour cent du PIB en 2017 à 10,6 pour cent en 2019 avec le paiement des arriérés intérieurs tandis que la dette extérieure est passée de 35,4 pour cent du PIB en 2017 à 37,2 pour cent du PIB en 2019.

Les conditions de gestion de la dette restent sombres, malgré les progrès récents. Avec le soutien des partenaires au développement, la RCA a intensifié ses efforts pour améliorer la gestion et la transparence de la dette. Les autorités ont adopté une stratégie globale assortie de délais pour apurer les arriérés salariaux et commerciaux validés avec des mesures de sauvegarde. Bien que les autorités aient produit et publié le rapport sur les statistiques de la dette de 2018, le premier du genre depuis la crise de 2013, la déclaration de la dette reste problématique. Un système d'enregistrement de la dette (SYGADE) est en place, mais aucune maintenance ou validation des données n'a été effectuée depuis plusieurs années. Plus généralement, la capacité de gestion de la dette reste faible et de nombreux membres du personnel de l'Unité de la dette manquent de formation par rapport à plusieurs fonctions essentielles. L'Évaluation de la performance en matière de gestion de la dette (DeMPA) la plus récente a été achevée en 2011, et il n'y a pas eu d'évaluation des risques budgétaires en RCA, bien qu'une telle évaluation soit nécessaire - et soit prévue pendant la période du CPP.

La RCA adhère à la PFDD⁴⁸, ce qui représente une opportunité unique de renforcer la gestion de la dette et la transparence. La nouvelle politique, qui est un élément de l'IDA19, a été présentée aux autorités et un point focal a été désigné par le Ministre des Finances pour garantir un engagement et une participation de haut niveau. Deux Actions de performance et de politique (APP), qui sont une exigence de la PFDD, ont été discutées : (i) préparer et publier les rapports sur la dette 2019 et 2020, y compris les statistiques de la dette sur l'encours (composition de la dette, profil d'échéance, répartition entre devises et détenteurs) et les flux (futurs paiements de principal et d'intérêts) ; et (ii) mener des audits des trois plus grandes entreprises publiques des secteurs de l'énergie, des télécommunications et de l'eau pour évaluer leur viabilité financière et réduire les passifs éventuels liés à leur dette. Ces APP sont entrées en vigueur le 1^{er} juillet 2020. La RCA participe également à l'Initiative de suspension du service de la dette (ISSD) et a bénéficié du Fonds fiduciaire d'assistance et de riposte aux catastrophes (AARC) du FMI qui a été approuvé à la suite du COVID-19.

Le GBM fournira un appui supplémentaire pendant la période du CPP. L'assistance à la gestion de la dette du GBM a consisté en un appui en temps utile tel que l'évaluation du stock d'arriérés intérieurs et le suivi du plan de paiement correspondant. Fin 2019, la RCA a demandé une assistance supplémentaire du GBM. Celle-ci sera fournie pendant la période du CPP. L'Unité de la dette du GBM, en collaboration avec le FMI, appuiera une mise à jour de la DeMPA, le renforcement des capacités et la formation pratique du personnel, ainsi qu'une évaluation des risques budgétaires.

89. **Le processus de décentralisation de la RCA est essentiel pour la paix et la stabilisation à long terme et continuera à bénéficier de l'assistance technique.** Une structure étatique décentralisée qui fonctionne bien, qui rapproche la prise de décision des agents publics élus localement plutôt que nommés au niveau central de la population et répond à leurs griefs, non seulement augmentera la légitimité de l'État, mais réduira également la concentration du pouvoir à Bangui. Dans l'esprit de cooptation de l'APPR,

⁴⁸La PFDD a été introduite dans le contexte de la reconstitution de l'IDA19 et remplace la Politique d'emprunt non concessionnel de 2006. Elle vise à inciter les pays IDA à une gestion transparente et soutenable de la dette tout en favorisant la coordination entre l'IDA et les autres créanciers pour soutenir les efforts des pays emprunteurs.

une telle structure offre également des opportunités aux membres de rang moyen à élevé parmi les groupes armés - en particulier ceux qui sont animés par la défense communautaire - de passer d'activités violentes à des activités politiquement légitimes. Par le biais des services de conseil et d'analyse sur la Reconstruction de la présence de l'État et de la gouvernance locale en RCA (ASA sur la Décentralisation - P172625), la Banque mondiale a joué un rôle de conseil critique dans l'appui à l'adoption par l'Assemblée nationale de la première loi de décentralisation sur l'administration territoriale au début de 2020 - un engagement clé de l'Accord de paix. Dans le cadre du même ASA, soutenu par le Fonds fiduciaire pour les droits de l'homme, le processus sera davantage soutenu (y compris l'adoption de la deuxième loi sur la décentralisation qui créera des districts administratifs) en veillant à parvenir à une décentralisation réaliste et progressive qui soit financièrement responsable et respecte les demandes de la population locale et des groupes armés, avec un accent particulier sur les droits de l'homme et l'engagement des citoyens. Le processus culminera avec les élections locales, prévues vers la fin de 2021/2022 - une étape clé dans le cadre de l'ASR.

Objectif 2.2 - Améliorer la mobilisation des ressources nationales pour des investissements adéquats pour mieux reconstruire

Résultats attendus :

- *Renforcer l'efficacité de l'administration douanière et fiscale et limiter les exonérations fiscales.*
- *Améliorer la gestion des données sur les revenus miniers et la fiscalité des ressources naturelles.*

90. **L'augmentation des revenus intérieurs permettra au Gouvernement d'investir dans sa population et son développement, et de renforcer la cohésion sociale.** Le programme de réforme des politiques du GBM se concentrera sur le renforcement du recouvrement des recettes fiscales, comme recommandé par l'EDSP. Le programme appelle à réduire les privilèges fiscaux de l'élite et à limiter la corruption, rehaussant ainsi la légitimité de l'État et renforçant le contrat social. Pour augmenter les recettes douanières, le PRCIS 2 soutient l'utilisation du système informatisé de données douanières (SYDONIA), là où il est disponible, pour le paiement de tous les droits de douane et taxes, en particulier pour le dédouanement des produits pétroliers. Cette réforme vise à accroître les recettes fiscales tout en réduisant la contrebande et en facilitant les échanges. Pendant la période du CPP, une nouvelle série d'appuis budgétaires viendra en appui au paiement électronique des impôts pour améliorer l'efficacité de l'administration douanière et fiscale, réduire la corruption, renforcer l'équité du système fiscal et améliorer la fiscalité des ressources naturelles. La nouvelle série d'appuis budgétaires vient en réponse aux problèmes d'équité fiscale en (i) soutenant une augmentation des droits d'accise sur les produits de luxe pour obliger les ménages riches à contribuer davantage au budget, et (ii) harmonisant les taux d'imposition des particuliers pour les travailleurs indépendants dans tous les secteurs. De plus, le GBM appuiera la RCA à rétablir la conformité à l'Initiative pour la transparence des industries extractives (ITIE), qui a été suspendue en 2013, afin d'améliorer la gestion des recettes minières et la réputation du pays auprès des investisseurs. La deuxième Note de conjoncture économique (P164365), ayant la MRI pour thème spécial, et l'Étude diagnostique du secteur privé du pays (EDSPP) menée conjointement par l'IFC, la BM et la MIGA éclaireront ces réformes. Le projet de gouvernance numérique contribuera au renforcement des capacités des administrations douanières et fiscales tout en évitant les fuites. Ces interventions créeront un espace budgétaire et permettront des investissements pour protéger les moyens de subsistance et renforcer la résilience aux crises futures telles que la crise de la COVID-19.

Objectif 2.3 - Améliorer l'environnement des affaires et soutenir la création d'emplois

Résultats attendus :

- *Améliorer le développement du secteur privé sensible aux conflits pour la création d'emplois et la transformation économique.*
- *Améliorer le climat d'investissement en RCA grâce à des procédures simplifiées pour la création d'entreprise, une réduction des coûts de création d'entreprise et à un accès accru aux services financiers grâce aux technologies numériques.*

91. **Le GBM renforcera le développement du secteur privé pour réduire les vulnérabilités.** Le développement du secteur privé de la RCA est essentiel pour soutenir les moyens de subsistance, assurer la réintégration des ex-combattants et atténuer la misère qui contribue aux épisodes périodiques de violence. La faiblesse de la gouvernance et de la légitimité de l'État, combinée à l'inefficacité des institutions, le sous-développement des infrastructures, la présence des groupes armés et l'insécurité posent des défis importants au développement du secteur privé (DSP). Les interventions du GBM pendant la période du CPP viseront à soutenir le développement durable et sensible aux conflits du secteur privé en réponse à une profonde méfiance entre l'État et le secteur privé et à s'attaquer aux principaux goulots d'étranglement du climat d'investissement tels que relevés dans les récents rapports du *Doing Business* et de l'EDSPP. Combinant une série d'appuis budgétaires et des financements en modalité projet, le GBM contribuera à mettre en place une plateforme de Dialogue public-privé (DPP) qui fonctionne bien, ce qui est essentiel pour impliquer le secteur privé dans le programme de réforme, compenser le manque d'institutions légitimes et établir la transparence et susciter la confiance entre les parties prenantes ; à adopter de nouvelles lois régissant les droits fonciers et de propriété ; à accélérer les paiements et l'apurement des arriérés intérieurs aux fournisseurs privés, en particulier les Micro, petites et moyennes entreprises (MPME) ; à réviser la loi sur les partenariats public-privé, qui est une étape cruciale vers la Maximisation du financement pour le développement (MFD) ; à investir dans des infrastructures essentielles telles que l'électricité, les routes, les télécommunications ; et à promouvoir un financement sur mesure et l'accès à des financements qui réduisent les risques d'investissement. Le GBM saisira les opportunités de DSP immédiates en dehors de Bangui, en particulier dans les secteurs de l'agro-industrie et de la foresterie, pour promouvoir le développement des communautés locales et réduire les disparités régionales. Les objectifs du CPP, qui sont en cohérence avec les besoins du secteur privé pendant la période de restructuration et de redressement en toute résilience suite à la crise de la COVID-19, favoriseront le DSP tout en contribuant à la relance économique et réduisant les vulnérabilités.

92. **Au cours de la période du CPP, un nouveau projet de développement du secteur privé renforçant la MFD aidera à établir un écosystème permettant d'accroître les services à la disposition des MPME, des investisseurs et des entrepreneurs.** Premièrement, ce projet identifiera, formera et développera des entrepreneurs, des gestionnaires et des employés en vue d'améliorer la productivité, promouvoir le développement des entreprises et améliorer la disponibilité des compétences nécessaires dans l'économie. Deuxièmement, le projet renforcera et encouragera le développement de prestataires de services d'appui aux entreprises grâce à des subventions basées sur la performance. Troisièmement, le projet fournira un financement de démarrage et une assistance aux entrepreneurs pour mettre sur le marché des solutions technologiques et créer des biens publics, en particulier ceux qui ont la capacité à améliorer la productivité. Le projet présente l'opportunité de créer des liens entre des entreprises plus ou moins sophistiquées et des institutions financières (IF) pour renforcer les chaînes de valeur. Enfin, cette opération aidera les IF à réduire leurs coûts de service à la clientèle, en réduisant les risques de fonctionnement des IF et des fonds d'investissement désireux d'investir dans les petites et moyennes entreprises (PME) en RCA, et en facilitant la création et le fonctionnement des mécanismes de partage de

risques tels que les garanties partielles de crédit, les registres de garanties et les services d'information sur le crédit. La Banque mondiale et l'IFC travailleront en étroite collaboration, et l'IFC étudiera comment tirer le meilleur parti de ses services d'investissement et de conseil, en mettant l'accent sur les PME, notamment en mobilisant des ressources supplémentaires auprès de bailleurs, de fondations et d'autres organisations ayant des objectifs communs. Le projet répondra aux besoins du secteur privé grâce à une approche bien adaptée pour reconstruire en mieux après la COVID-19.

93. **Les investissements dans les secteurs minier, forestier et agricole visent à restaurer les chaînes de valeur traditionnelles, comme demandé par l'EDSP, tout en relevant les défis de la gouvernance, selon les engagements pris au titre de l'APPR.** Le Projet de gouvernance des ressources naturelles (PGRN - P161973) applique des approches de développement local axées sur la communauté pour développer des moyens de subsistance durables dans les secteurs minier et forestier, avec un accent particulier sur les questions de genre. Parallèlement, le projet s'attaque aux défis institutionnels et de gouvernance. Par exemple, il fournit une assistance technique à l'élaboration d'un nouveau code minier - un engagement découlant de l'APPR qui appelle à une exploitation équitable des ressources naturelles du pays. Par cette expertise internationale, l'objectif est de développer un nouveau code conforme aux meilleures pratiques internationales en matière de normes fiscales, environnementales, sociales et techniques appliquées dans les juridictions du monde entier ; favoriser davantage de bénéficiaires de l'extraction de leurs ressources pour les habitants de la RCA ; assurer une gestion efficace du secteur par le Gouvernement ; et attirer des investissements miniers internationaux responsables dans le pays. Le Projet d'appui à la relance agricole et au développement de l'agrobusiness en Centrafrique (PRADAC - P165855) vise à tirer parti du riche potentiel agricole de la RCA, en associant des approches agro-industrielles à travers un système de subventions de contrepartie, la réhabilitation des routes rurales pour accroître l'accès aux marchés et, en particulier dans le secteur du coton grâce à la collaboration avec l'IFC, l'accès à des produits financiers dédiés.

94. **Les obstacles à la croissance du secteur privé et à la création d'emplois nécessitent une collaboration à l'échelle de l'ensemble du GBM.** Cette approche est possible du fait que la RCA sert de pays pilote pour une nouvelle structure organisationnelle dans laquelle le Country Manager de la Banque mondiale représente également l'IFC dans le pays, permettant un niveau plus élevé de collaboration institutionnelle et d'orientation client. L'IFC adoptera une approche axée sur le conseil, travaillant en étroite collaboration avec la Banque mondiale et tirant parti des instruments de réduction des risques chaque fois que possible - à travers le recours au Guichet du secteur privé (GSP) et d'autres mécanismes de financement mixte, aux garanties de l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) et aux partenariats avec d'autres institutions de financement du développement (IFD) - pour créer de nouvelles opportunités d'investissement et accroître le rôle du secteur privé dans l'amélioration de la prestation de services en RCA. Les objectifs du CPP seront mis en œuvre à travers les opérations existantes et les activités de conseil de l'IFC. Il s'agit notamment du Projet de conseil sur le climat d'investissement (604087) de l'IFC, du Projet d'appui à la relance agricole et au développement de l'agrobusiness en Centrafrique, du Projet de gouvernance des ressources naturelles, du Projet de mise à niveau de l'eau et de l'électricité, du Projet d'urgence pour l'accès à l'électricité de la RCA, de la facilitation du transport en transit de la CEMAC et du Projet de connectivité rurale de la RCA. Certaines réformes seront mises en œuvre parallèlement aux réformes politiques dans le cadre de l'opération d'appui budgétaire. La MIGA continuera à rechercher des opportunités d'encourager et de soutenir l'investissement privé au moyen de ses instruments d'assurance contre les risques politiques. Le GSP de l'IDA-IFC-MIGA, qui permet à la MIGA de soutenir les États fragiles dans le cadre de la facilité de garantie MIGA, peut aider à faciliter l'appui aux investissements privés transfrontaliers.

Encadré 5 : Priorités stratégiques de l'IFC en RCA

L'IFC et la Banque mondiale, à travers leur protocole d'accord, ont adopté une approche intégrée unique en RCA, tirant parti de leur avantage comparatif respectif pour un impact maximal. Les secteurs prioritaires pour l'engagement de l'IFC ont été définis à travers une EDSPP, un produit conjoint de l'IFC et du Pôle d'expertise mondiale Finance, compétitivité et innovation (FCI) de la Banque mondiale. L'EDSPP a été éclairée par des consultations approfondies avec des représentants du secteur privé, des ONG et des agences gouvernementales visant à évaluer les principales contraintes au développement du secteur privé et à étudier les opportunités d'investissement. Les actions et réformes politiques habilitantes (soutenues par l'IDA) visant à créer un climat des affaires propice aux éventuels investissements de l'IFC sont résumées dans la matrice d'hypothèses-actions à l'Annexe 5. L'IFC et la MIGA chercheront également à soutenir les investissements du secteur privé par l'accès au guichet du secteur privé IDA-IFC-MIGA.

Dans la foulée de la COVID-19, l'IFC se concentrera à court terme sur les efforts de conseil pour aider à protéger le secteur privé national des effets de la pandémie. Après la COVID-19, elle tirera parti des conclusions de l'EDSPP pour débloquer les obstacles au développement du secteur privé tout en étudiant les sources de croissance et de création d'emplois. Cela comprendra l'élargissement des services financiers numériques, l'appui aux chaînes d'approvisionnement alimentaire et la réhabilitation du secteur du coton, l'aide à la préparation d'une opportunité de PPP pour élargir un projet d'énergie solaire, la mise en place d'une plateforme de DPP et la révision de la charte d'investissement de la RCA.

Secteurs prioritaires pour la stratégie pays de l'IFC pour la RCA : Compte tenu de l'enclavement du pays et de son éloignement, des déficits d'accès importants dans des secteurs d'ancrage tels que l'énergie et le transport, et du rôle de la pauvreté et de la privation des droits dans les cycles de conflit, la stratégie de l'IFC en RCA se concentrera sur les trois piliers suivants :

Création d'emplois	Connectivité	Thème transversal
Finance inclusive Agriculture et Agrobusiness	Infrastructures habilitantes (Energie, Transport/logistique et TIC)	Amélioration du cadre favorable à l'entreprise

D. Jalons du redressement et calibrage du portefeuille

95. **Alors que la RCA accédera aux ressources de redressement de l'IDA19, le programme proposé sera calibré pour s'attaquer directement aux facteurs de fragilité.** Cela ne se manifeste pas seulement dans la *teneur* du programme du GBM, tel que décrit ci-dessus et dans le Tableau 9, mais aussi dans les *modalités*. Par exemple, les approches communautaires et la participation des citoyens seront au cœur de l'approche des programmes qui soutiennent directement la cohésion sociale et visent à réduire la violence, à améliorer la prestation de services et à restaurer les chaînes de valeur traditionnelles. Les infrastructures communautaires à réhabiliter sont choisies par les communautés et réalisées par les membres de ces communautés à travers des programmes d'emploi temporaire qui favorisent la cohésion sociale. Une plateforme de DPP fonctionnant bien sera mise en place pour remédier à la profonde méfiance entre le Gouvernement et le secteur privé et compenser le manque d'institutions légitimes tout en promouvant le développement d'un secteur privé sensible aux conflits. Les interventions du GBM renforceront également la transparence des finances publiques, la redevabilité et la décentralisation, des éléments essentiels pour réduire la capture par les élites, renforcer la cohésion sociale et établir une paix et une stabilisation durables. Les programmes miniers et forestiers investiront dans des plans de développement local. Là où le Gouvernement est incapable de fournir des services, le GBM investira non

seulement dans la capacité du Gouvernement à le faire à l'avenir, mais assurera la prestation de ces services à travers une collaboration renforcée avec les agences des Nations Unies et d'autres partenaires (par exemple, pour la fourniture de transferts monétaires). Les investissements dans la gouvernance se concentreront sur la génération d'avantages pour les citoyens à travers une prise de décision décentralisée et des services s'appuyant sur l'informatique.

96. **L'accès de la RCA à l'ASR sera conditionné par un ensemble ambitieux de jalons qui sont essentiels pour la stabilisation durable du pays.** Les jalons sont principalement définis à partir des deux points de repère du point d'inflexion de la RCA - le récent accord de paix et les prochains cycles électoraux. D'abord et avant tout, il existe un large consensus sur le fait que la stabilisation durable de la RCA passera par la mise en place réussie d'une gouvernance et d'institutions démocratiques complètes, aux niveaux national et local. Par conséquent, la tenue, dans des conditions normales, des élections générales et locales ainsi que l'achèvement du cadre juridique de la décentralisation seront suivis dans le cadre d'une première série de jalons de l'ASR. Deuxièmement, il ne fait aucun doute que la consolidation des progrès rapides dans la mise en œuvre de l'accord de paix est une condition du développement pacifique de la RCA. Ainsi, le cadre de suivi de l'ASR s'appuiera sur les engagements de l'APPR qui visent à améliorer la sécurité, à restaurer l'autorité de l'État et à améliorer la gestion des ressources naturelles. Enfin, jeter les bases d'un environnement socioéconomique plus résilient permettra au pays de récolter les fruits d'un dividende de la paix et de consolider ainsi un nouveau statu quo plus pacifique. Ceci éclaire le troisième et dernier ensemble de jalons de l'ASR. Le cadre de suivi de l'ASR, ainsi que les critères d'admissibilité de la RCA, sont présentés à l'Annexe 3.

Figure 8 : Jalons de l'allocation de soutien au redressement⁴⁹

	Jalons de l'Allocation de soutien au redressement	Soutien par des partenaires clés mis en cohérence avec le programme du GBM
Parvenir à une gouvernance et des institutions pleinement démocratiques, aux niveaux national et local	Élections présidentielles et générales	PNUD, avec le soutien de tous les partenaires
	Nouveau gouvernement	
	Décentralisation	ASA du GBM sur la décentralisation
	Élections locales	PNUD, avec le soutien de tous les partenaires
Améliorer la situation sécuritaire pour une plus grande stabilité, la présence de l'État et la gestion des ressources	Désarmement et démobilisation	MINUSCA
	Réintégration socioéconomique	Projet PREC du GBM
	USMS	UE, UA, MINUSCA
	Redéploiement de l'État	Tous les partenaires. Projet de gouvernance numérique, CSIDP, nouvelle série d'opérations d'appui budgétaire, ASA sur la décentralisation
	Commission vérité, justice et réconciliation	MINUSCA et UE
Établir un environnement socioéconomique plus stable et résilient	Code minier	Projet PGRN du GBM
	EPIP	Réformes soutenues principalement par le GBM, le FMI et l'UE par le biais d'un appui budgétaire
	Dette concessionnelle	FMI, FEC et PFDD du GBM
	Arriérés intérieurs	FMI

⁴⁹ Une description complète des jalons de l'ARR est présentée à l'Annexe 3.

97. **Alors que le cadre de suivi de l'ASR permet de suivre l'avancement accéléré du pays hors de la fragilité - et non l'avancement vers les objectifs du CPP - le programme du GBM est calibré pour venir en appui à divers jalons.** Les jalons de l'ASR sont directement soutenus lorsqu'ils répondent aux critères de sélectivité du CPP (Figure 8). Par exemple, dans le cadre du CPP, le GBM soutiendra la RCA dans la réalisation du jalon relatif à la décentralisation, compte tenu de sa correspondance avec l'avantage comparatif du GBM, les facteurs de fragilité et l'EDSP ainsi qu'une demande directe du Gouvernement. A l'inverse, le lancement de l'USMS ne sera pas soutenu par le programme du GBM, étant donné que le GBM en RCA ne travaille pas avec l'armée alors que d'autres bailleurs de fonds, tels que l'UE et l'UA, le font et en ont fait leur priorité.

98. **La valeur des ressources de l'ASR de l'IDA19 se manifestera à différents niveaux.** Premièrement, en adoptant l'idée que des progrès tangibles vers la paix et la gouvernance démocratique sont essentiels pour obtenir un accès continu aux ressources de redressement, le Gouvernement envoie un signal sans équivoque de son engagement - non seulement à la communauté internationale mais aussi à toutes les parties prenantes pays. Deuxièmement, les ressources de l'ASR seront utilisées directement pour lutter contre les facteurs de la fragilité profondément enracinés (voir le Tableau 9). A mesure que la population à travers le pays constate que les groupes armés se démobilisent, que les services de base s'améliorent, que les chaînes de valeur traditionnelles sont rétablies, que l'État accroît sa présence et sa capacité à faire ses propres investissements, que les opportunités d'emploi augmentent, que les citoyens peuvent se faire entendre et que les structures politiques locales deviennent fonctionnelles, le dividende de la paix fournira un terrain fertile permettant à la stabilisation de prendre racine. Avoir l'opportunité de s'engager dans ce cercle vertueux est ce que veut la population, et c'est ce que l'ASR de l'IDA offre. Enfin, les risques qu'il y aurait à *ne pas fournir* de ressources de l'ASR ne doivent pas être sous-estimés. En ce moment de grand espoir mais de grande fragilité politiques, tout signe de baisse des appuis fournirait une arme aux acteurs - dont certains sont très influents - qui ne veulent pas poursuivre la voie de la gouvernance démocratique et de la stabilisation. Une baisse ne serait pas non plus comprise par les partenaires internationaux tels que la MINUSCA, qui a récemment élargi son mandat, ou l'UE qui prévoit de continuer à investir à des niveaux similaires à ceux des dernières années.

E. Riposte à la COVID-19

99. **Le cadre de riposte à la crise de la COVID-19 du GBM guidera les décisions de programmation pour les nouvelles opérations et la mise en œuvre - ou la restructuration, selon le cas - des projets existants et des travaux d'analyse.** Cela donnera au CPP une flexibilité maximale pour répondre aux impacts de la pandémie, tout en continuant à soutenir des réformes politiques essentielles qui formeront la base d'un redressement résilient et sensible aux conflits.

100. **En réponse à la COVID-19, le CPP tiendra compte du contexte social, économique et politique de la RCA dans les appuis ciblés tout au long de chacune des trois phases du Cadre de riposte du GBM - Secours, Restructuration et Redressement résilient.** Au titre de chacun de ces trois piliers, les opérations viendront en réponse à l'urgence immédiate posée par la COVID-19 et à l'opportunité de restructurer les systèmes, d'améliorer la prestation de services et soutenir le pays dans sa transition vers un système plus résilient. Le portefeuille sera revisité pour faire le point sur l'évolution des impacts de la pandémie. Les opérations seront conçues de manière à prendre en compte les trois étapes d'atténuation de l'impact de la COVID-19, en mettant l'accent sur les plus vulnérables.

➤ En réponse à l'épidémie de COVID-19 et à l'objectif immédiat de sauver des vies, un projet de préparation et d'intervention d'urgence COVID-19 a été préparé en avril 2020 pour soutenir le dépistage, préparer les centres de soins et se procurer les fournitures médicales nécessaires de toute urgence. Le

projet LONDO existant a été restructuré pour soutenir la production locale de 10 millions de masques en vue de l'application des mesures de protection et de distanciation sociale, et pour permettre de creuser des forages pour améliorer l'accès à l'eau potable. En appui aux moyens d'existence, le projet PACAD recevra un financement supplémentaire pour fournir des transferts monétaires aux plus vulnérables. Un appui budgétaire supplémentaire a été préparé pour donner un plus grand espace budgétaire au Gouvernement pendant la crise. Le Projet de données nécessaires à la prise de décision finance un mécanisme de suivi des prix en temps réel et des enquêtes rapides auprès des ménages. Le Projet d'urgence de soutien à l'enseignement de base (PUSEB) soutient la réouverture des écoles tandis que le Projet de transport et transit en zone CEMAC soutient la réouverture de l'aéroport. Le dialogue politique visant à atténuer les effets de la pandémie sur le secteur privé se poursuit également.

➤ Pour soutenir la RCA dans la phase de restructuration, les opérations existantes (Projet de renforcement des systèmes de santé, Projet d'urgence COVID-19, Projet d'enseignement de base, Projet agro-industriel) et les nouvelles opérations (Projet de capital humain, Projet de gouvernance numérique, Projet d'appui au secteur privé) viseront à restaurer les moyens de subsistance et soutenir une meilleure qualité des services de base et un meilleur accès à ces services. Les prêts seront complétés par des travaux d'analyse, y compris une RDP pour garantir une plus grande efficacité des dépenses publiques dans les domaines de la santé et de l'éducation, tout en engageant un dialogue politique et en renforçant les institutions.

➤ La transition vers un redressement plus résilient sera soutenue à travers le Projet REDISSE IV qui vise à établir un solide système de préparation à une pandémie, intégré à ceux d'autres pays (RDC, République du Congo, Tchad) ; le projet PRCIS 2 (qui soutient la gratuité des soins de santé et le recrutement d'enseignants) ; le financement supplémentaire pour PACAD qui renforcera la capacité du Gouvernement à gérer les programmes de filets de sécurité ; le Projet de connectivité rurale ; le Projet PASEEL (pour élargir l'accès à l'eau et à l'électricité, y compris l'énergie solaire) ; les réformes de l'environnement des affaires ; et une meilleure gestion de la dette (en accord avec le PFDD). Les prêts seront accompagnés de réformes politiques visant à améliorer l'environnement des affaires, à améliorer la MRI, à augmenter les dépenses publiques pour les secteurs sociaux et à stimuler le déploiement de fonctionnaires pour une plus grande présence et légitimité de l'État.

IV. MISE EN ŒUVRE DU CADRE DE PARTENARIAT PAYS

101. **La période de mise en œuvre du CPP s'étend de l'AF21 à l'AF25.** Cette période coïncide avec deux cycles électoraux (élections présidentielles et générales devant avoir lieu avant avril 2021 ; élections locales devant avoir lieu fin 2021 ou 2022), et chevauche deux cycles de l'IDA (IDA19 et IDA20). Deux Revues de la performance et d'apprentissage (RPA) sont prévues. L'une sera préparée peu après les élections présidentielles, permettant une évaluation de la cohérence entre l'ASR et les priorités post-électorales, des ajustements de manière à tenir compte des réalités de la COVID-19, ainsi que d'éventuels ajustements basés sur la performance de la RCA dans le cadre de la PFDD.

A. Enseignements tirés de la mise en œuvre du portefeuille⁵⁰

102. **Le CPP s'appuie sur les enseignements tirés de l'engagement du GBM en RCA depuis qu'il a été élargi dans le cadre de l'AR de l'IDA18.** Au niveau le plus général, les enseignements tirés portent sur la réactivité requise de la part de tous les acteurs pour travailler dans un contexte de grande fragilité ainsi que l'importance du lien entre le développement et les processus politiques associés.

➤ *La sortie de la fragilité n'est pas une ligne droite, même lorsqu'on dispose de ressources de redressement.* Des revers se produiront et toutes les parties prenantes, y compris le GBM et son personnel, doivent s'y préparer. Après l'enthousiasme suscité par la première opportunité de redressement en 2015/2016 et les investissements massifs subséquents des bailleurs de fonds, la recrudescence de la violence en 2017 et 2018 a brisé de bien des espoirs. Les réformes et les projets de développement mettent du temps à produire des résultats. Ce n'est qu'en 2019 que les conditions ont été remplies pour un accord de paix qui s'est avéré durable (à ce jour). Cela n'a été possible que parce que le Gouvernement et ses partenaires ont maintenu le cap.

➤ *Pour influencer les jalons politiques, il est essentiel d'avoir une interaction étroite avec le processus politique correspondant.* Certains des jalons de l'ASR sont liés à des processus hautement politiques, tels que la DDR et les réformes la sécurité. Pour les influencer et utiliser l'effet de levier que le GBM « achète » par le biais des ressources de redressement de l'IDA, il est essentiel d'avoir un engagement actif et productif avec les structures politiques concernées. Dans l'ensemble, il reste plus facile d'influencer les processus où le financement de l'IDA a de la pertinence (par exemple, la DDR) que dans ceux où il n'y a pas de financement du GBM (par exemple, la réforme du secteur de la sécurité).

103. **Un deuxième ensemble d'enseignements tirés porte sur la multitude de partenaires qui ont tendance à opérer dans un environnement fragile.** Rapidité, flexibilité et coordination sont essentielles.

➤ *Pour avoir de l'efficacité quand ils travaillent sur le lien sécurité-développement, les acteurs du développement doivent être agiles, flexibles et rapides.* Les situations de conflit sont imprévisibles. Le soutien à la stabilisation nécessite un état d'esprit adaptatif afin que des activités telles que le DDR et l'argent contre travail puissent être déployées rapidement au moment et à l'endroit où elles sont le plus nécessaires. C'est le seul moyen de dégager rapidement un dividende de la paix. Cela nécessite une coordination étroite avec les acteurs de la sécurité et une participation active dans les organes de décision concernés. La coordination avec les acteurs humanitaires est tout aussi importante. Parallèlement, les projets doivent être en mesure d'annuler et de redéployer les activités lorsque la situation sécuritaire s'aggrave. À cet égard, la flexibilité est essentielle.

⁵⁰ La Banque mondiale n'a pas préparé de Revue d'achèvement et d'apprentissage (RAA) étant donné que la stratégie précédente était une Note de stratégie intérimaire (NSI). Les enseignements tirés sont basés sur des Revues quadrimestrielles de la performance du portefeuille pays (RPPP) avec des homologues gouvernementaux (la plus récente a eu lieu le 19 février 2020). Ces ateliers permettent de cerner les principaux défis de mise en œuvre et de décaissement, et de partager les expériences entre les ministres, leurs conseillers techniques et l'équipe du GBM.

- *La répartition du travail entre les partenaires au développement est indispensable.* Dans un contexte où il y a peu de partenaires au développement et où les besoins dépassent largement les ressources disponibles, la coordination des bailleurs est essentielle. Cette coordination peut prendre la forme d'un financement parallèle (tel que prévu avec l'AFD pour apporter la connectivité au Nord-Est), ou d'une division géographique du travail (comme c'est le cas avec l'UE pour le financement basé sur les résultats dans le secteur de la santé). Lorsque les mécanismes de coordination du Gouvernement échouent, les bailleurs doivent se coordonner entre eux pour se substituer à de tels mécanismes.
- *Travailler dans des zones éloignées où la sécurité est mal assurée nécessite un partenariat étroit avec la MINUSCA.* La force de maintien de la paix de l'ONU est le seul partenaire qui peut atteindre les zones reculées ou assurer la sécurité dans les zones à haut risque. Il est essentiel d'avoir un partenariat sans faille au quotidien, cimenté dans des protocoles d'accord selon les besoins.

104. **Les défis de mise en œuvre dans un contexte de fragilité tel qu'en RCA sont phénoménaux.** L'engagement de l'IDA18 offre des enseignements importants pour les engagements futurs.

- *Dans un environnement à faible capacité, un appui pratique à la mise en œuvre est indispensable, et cela nécessite du personnel sur le terrain.* Les homologues connaissent peu l'approche et les procédures de la Banque mondiale dans bien des cas, ce qui peut entraîner des goulots d'étranglement ; ou bien, ils se laissent tenter par la disponibilité des ressources fournies dans le cadre des projets de la Banque mondiale, ce qui peut conduire à des pratiques frauduleuses. Pour faire avancer les projets, un appui pratique est essentiel, non seulement pour les questions fiduciaires, mais aussi pour un large éventail de questions de mise en œuvre. Chaque étape du processus nécessite un suivi. Chaque interaction avec les homologues offre une opportunité de renforcer les capacités, et pas seulement d'habituer les homologues aux procédures de la Banque mondiale, mais aussi de les familiariser avec la notion d'utilisation des ressources du développement à des fins de développement, non à des fins personnelles ou politiques. Pour avoir de l'efficacité dans ce domaine, le personnel doit être capable et disposé à s'aventurer hors des termes de référence traditionnels d'un chef d'équipe (TTL).
- *L'appropriation politique des projets de développement est également essentielle dans un environnement à faible capacité.* Dans des pays tel que la RCA, on peut être tenté de travailler uniquement par le biais d'Unités d'exécution de projet (UEP) ou par des modalités de mise en œuvre directe. Il est cependant important, en particulier dans les projets sectoriels, de s'engager au niveau politique et avec le personnel du ministère. Les projets de la Banque mondiale démontrent en temps réel comment on réalise des résultats tangibles. Ils constituent un moyen efficace de transformer les institutions, aussi difficile que cela puisse être, et d'établir des capacités durables au niveau politique également. Pour s'engager efficacement au niveau politique, il est essentiel qu'il y ait une collaboration sans faille et transparente entre l'Unité de gestion pays et le Pôle d'expertise mondial.
- *Une meilleure coordination entre la Banque mondiale et l'IFC est essentielle pour soutenir le développement du secteur privé.* Des travaux d'analyse tels que l'EDSPP et les Notes de conjoncture économique pays ont mis en évidence les contraintes à la croissance tirée par le secteur privé en RCA. Dans le cadre du protocole d'accord Banque mondiale/IFC, le Country Manager de la Banque mondiale représente également IFC dans le pays. Ce double rôle reflète l'existence d'opportunités de mobiliser les produits de l'IDA et de l'IFC dans la poursuite de l'objectif stratégique clé d'améliorer l'environnement des affaires et de renforcer le secteur privé. La BM/IFC cherchera également à travailler en étroite collaboration avec la MIGA pour cerner les opportunités d'investissement privé transfrontalier où les instruments de réduction des risques de la MIGA peuvent être essentiels pour garantir la viabilité des Dema projets à impact.

105. **Les enseignements tirés découlent d'expériences réussies et moins réussies et en particulier de la mise en contraste de ces deux types d'expériences.** Un mécanisme a particulièrement bien fonctionné dans le déblocage des défis de mise en œuvre : il consiste à mettre en place des mécanismes de gouvernance opportunistes, mais inclusifs, qui rassemblent toutes les parties prenantes, du plus haut niveau politique au niveau de la mise en œuvre. Au cours de l'AF20, ces mécanismes ont été utilisés avec succès pour résoudre les goulots d'étranglement dans les projets d'énergie, d'eau et de transport. Par exemple, lorsque le projet régional de la CEMAC n'a plus pu avancer, des solutions ont été formulées à travers une série de réunions, coprésidées par le Gouverneur et le Country Manager du GBM, avec la participation des ministres concernés, d'entrepreneurs, du personnel de l'UEP et de la Banque mondiale, ainsi que tout autre acteur nécessaire pour résoudre chacun des problèmes - en l'occurrence l'Ambassadeur de France et les Ministres des Mines et de la Défense. Cependant, lorsque des goulots d'étranglement ont été constatés dans un projet agricole, il n'a pas été possible de mettre en place un tel mécanisme, non seulement en raison de la faiblesse du leadership politique et de l'appropriation, mais aussi en raison de l'absence de personnel sur le terrain. Dans un premier temps pour remédier à la situation, le Pôle d'expertise mondial a procédé au recrutement d'un personnel local.

B. Financement du CPP

106. **Le CPP sera financé par deux cycles de l'IDA (IDA19 et IDA20) ainsi que par certains fonds fiduciaires.** Dans le cadre de l'IDA19, l'allocation nationale pour la RCA est l'équivalent de 158 millions USD.⁵¹ Si la RCA accède à l'ASR, ces ressources augmenteront éventuellement à 355,5 millions USD, en fonction d'une évaluation annuelle du maintien de l'admissibilité à l'AR (voir Tableau 4). Dans le cadre de l'IDA19, la RCA sera soumise à la PFDD, ce qui pourrait avoir un impact sur les ressources disponibles. Des ressources supplémentaires pourraient être accessibles via les guichets spéciaux IDA19 et les projets régionaux de l'IDA. Le Guichet du secteur privé IDA-IFC-MIGA est également disponible pour aider à réduire les risques potentiels des projets du secteur privé soutenus par l'IFC et la MIGA. Le financement de l'IDA sera complété par des fonds fiduciaires exécutés par le Bénéficiaire, notamment par le biais du Partenariat mondial pour l'éducation (PME) et du Fonds pour l'environnement mondial (FEM). Le GBM recherchera également un financement climat, en particulier par le biais du Fonds vert pour le climat (FVC), pour aider la RCA à préparer des projets d'énergies renouvelables bancables (par exemple, augmenter l'accès à l'électricité grâce à des mini-réseaux et des solutions d'énergie renouvelable hors réseau). D'autres ressources de fonds fiduciaires seront étudiées au fur et à mesure que des opportunités se présenteront conformément aux orientations stratégiques du CPP, notamment du Partenariat mondial pour la responsabilité sociale (GPSA) en vue de renforcer la participation des citoyens et des partenaires qui soutiennent les PPP. Pendant la période du CPP, il est prévu que le nombre de projets dans le portefeuille diminuera tandis que la taille moyenne des projets augmentera. Cette évolution tient compte de l'objectif stratégique de consolider le portefeuille avec des projets moins nombreux mais plus importants au cours de la période du CPP.

⁵¹ Les allocations de l'IDA sont déterminées annuellement et dépendent : (i) des ressources totales de l'IDA disponibles ; (ii) du nombre de pays admissibles à l'IDA ; (iii) de la performance du pays, de son RNB par habitant et de sa population ; (iv) de la mise en œuvre de la future PFDD de l'IDA et (v) de la performance et d'autres paramètres d'allocation pour les autres emprunteurs de l'IDA.

Tableau 4 : Programme de prêt actif et indicatif

	Portefeuille actif	Portefeuille en préparation (AF21-AF25)
Axe 1. Capital humain et connectivité pour stimuler la stabilisation, l' inclusion et la résilience	Projet d'appui aux communautés affectées par le déplacement	Financement supplémentaire au Projet d'appui aux communautés affectées par le déplacement
	Projet LONDO	Financement supplémentaire du projet LONDO
	Projet de réintégration des ex-combattants	Projet de capital humain
	Projet d'urgence d'appui à l'éducation de base	Projet d'appui au plan sectoriel de l'éducation (PME)
	Projet d'appui et de renforcement du système de santé	Financement supplémentaire au Projet d'appui et de renforcement du système de santé
	Projet d'amélioration du système régional de surveillance des maladies, Partie IV*	Projet d'électrification transfrontalière RCA-RDC ou Projet de transport régional*
	Projet de connectivité rurale	Financement supplémentaire pour le Projet de connectivité rurale
	Projet d'appui à la relance de l'agriculture et au développement de l'agrobusiness	Deuxième Projet de développement de consolidation et d'inclusion sociale
	Projet d'amélioration des services d'eau et d'électricité	Financement supplémentaire pour le Projet de mise à niveau de l'eau et de l'électricité
	Projet d'urgence de fourniture et d'accès à l'électricité	Projet de connectivité régionale (électrification ou routes)*
	Projet de Facilitation du transport et transit en zone CEMAC*	Engagement éventuel dans la résilience urbaine/climatique
	Projet d'urgence COVID-19	Financement supplémentaire au Projet d'appui aux communautés affectées par le déplacement (PACAD)
Axe 2. Gestion économique et gouvernance améliorée pour renforcer la légitimité de l' État et favoriser la croissance	Financement supplémentaire pour le Programme de consolidation et de développement de l'inclusion sociale	Deuxième Programme d'appui à la consolidation et de l'inclusion sociale (appui budgétaire)
	Projet d'urgence de fourniture et d'accès à l'électricité	Nouvelle série d'appuis budgétaires
	Projet d'appui à la gestion des dépenses, des investissements publics et aux réformes	Projet de gouvernance numérique
	Projet de Données nécessaires à la prise de décisions	Projet de développement du secteur privé
	Projet de services de conseil IFC-CAR IC II	Gestion intégrée des ressources naturelles dans la forêt de Ngotto et le parc national de Mbaéré-Bodingué (FEM)
	Projet de gouvernance des ressources naturelles	Appui éventuel aux OSC sur la participation citoyenne (GPSA)
	Préparation à la REDD +	
Projet d'appui à la relance agricole et au développement de l'agrobusiness		

Remarque : Les projets régionaux sont signalés par un astérisque (*).

107. **Les ressources seront déployées pour un impact maximal.** Le déploiement des ressources de l'IDA19 (et, éventuellement, de l'IDA20) mettra l'accent sur les opérations où le GBM peut soutenir le plus grand impact sur le développement en RCA. Les opérations de Financement supplémentaires figurent en bonne place dans les projections indicatives de prêt (voir Tableau 4) en tant que la modalité la plus efficace pour élargir des projets performants qui ont démontré des résultats clairs. L'appui budgétaire sera utilisé pour soutenir les réformes essentielles, renforcer la GFP, améliorer le climat des affaires (en étroite collaboration avec l'IFC) et créer un environnement favorable aux investissements sectoriels.

Tableau 5: Programme indicatif de services de conseil et d'analyse

	Titre des services de conseil et d'analyse
Axe 1. Capital humain et connectivité pour stimuler l'inclusion et la résilience	Revue des dépenses publiques (RDP) pour le développement humain
	Note de conjoncture de la pauvreté
	ASA programmatique sur le secteur de l'énergie
	Urbanisme /résilience climatique à Bangui
	Programme d'évaluation du secteur des infrastructures (InfraSAP)
Axe 2. Gestion économique et gouvernance améliorée pour renforcer la légitimité de l'État et favoriser la croissance	Note de conjoncture économique
	Suivi économique et de la pauvreté dans le pays
	Mémorandum économique du pays
	Évaluation des entreprises publiques
	Diagnostic de l'administration fiscale (TADAT)
	CIIP Conception de la prestation des services d'appui au secteur privé de la RCA
	Dépenses publiques et responsabilité financière (PEFA)
	Paie et réforme de la fonction publique
	Évaluation de la performance de la gestion de la dette (DeMPA)
	Innovations en matière de conformité fiscale
	Justice et redevabilité des institutions
	Étude diagnostique du secteur privé du pays (EDSPP)
	Systemes de paiement de gouvernement à personnes (G2P)

108. **Les projets régionaux figurent en bonne place dans le CPP.** Le renforcement de la coopération transfrontalière et de l'intégration régionale peut venir en appui aux efforts de stabilisation de la RCA et de réponse face aux conséquences de la COVID-19, notamment par l'appui à la capacité de détection et de riposte du secteur de la santé à travers le projet REDISSE IV récemment approuvé (P167817) ; par le maintien et l'amélioration des chaînes d'approvisionnement alimentaire et en médicalement, notamment en achevant la réhabilitation du corridor Douala-Bangui lancée dans le cadre de la Facilitation du transit des transports de la CEMAC (P079736) ; et par le développement de l'intégration de la RCA dans le commerce régional et les flux économiques selon ce que les conditions permettraient dans la phase de redressement, à travers un éventuel projet d'électrification ou un éventuel projet de transport régional.

109. **Ce CPP aborde chacun des thèmes spéciaux de Alida.** La question de la Fragilité, des conflits et de la violence (FCV) est au cœur du CPP. Comme le montre le Tableau 9, les facteurs de fragilité, relevés dans l'ERR sous-tendent les choix stratégiques ainsi que les interventions du programme. Le genre est également au cœur du CPP, étant donné l'accent mis sur le capital humain ainsi que la prise en compte de l'autonomisation des femmes comme priorité transversale. Les Emplois et la transformation économique et la Gouvernance et les institutions sont pris en compte dans l'Axe 2 - Gestion économique et gouvernance améliorée pour favoriser la croissance qui vise à renforcer la bonne gouvernance et la GFP, et, à travers une étroite collaboration entre la Banque mondiale et l'IFC, soutenir les réformes pour améliorer le climat des affaires en faveur des investissements et de la création d'emplois. Le changement climatique est traité conformément aux engagements du GBM, y compris les objectifs 2025 du GBM pour

renforcer l'action climatique et le plan d'action sur l'adaptation et la résilience au changement climatique. Le CPP se concentre sur la biodiversité et envisagera des engagements en réponse à la vulnérabilité de la RCA face aux inondations de plus en plus fréquentes et intenses, conformément aux engagements en matière de changement climatique tels que définis dans la Contribution prévue déterminée au niveau national (INDC) du pays (voir Annexe 10). Le thème transversal du Handicap est pris en compte dans le Projet d'appui au plan sectoriel de l'éducation (P173103), dont la sous-composante visant à augmenter le taux de rétention scolaire des filles et des enfants en situation de handicap comprend des plans de construction/réhabilitation de salles de classe dotées de rampes et de latrines accessibles pour les élèves en situation de handicap.

110. De même, le CPP est en cohérence avec les piliers et principes directeurs de la stratégie FCV 2020-2025 du GBM récemment approuvée. A travers des partenariats étroits et efficaces avec les agences des Nations Unies et divers acteurs humanitaires et de développement présents sur le terrain, ce CPP est éclairé par une ERR dans ses efforts visant à s'attaquer aux facteurs de fragilité, réduire les risques de reprise des conflits et chercher à renforcer la cohésion sociale et la confiance entre le Gouvernement, les citoyens et le secteur privé, l'objectif étant d'améliorer les possibilités d'investissement, de création d'emplois et de réduction de la pauvreté.

C. Partenariats et coordination des bailleurs

111. La RCA est fortement dépendante de l'aide étrangère sur l'axe sécurité-humanitaire-développement, cette aide éclipsant les ressources propres du pays. Au cours des deux dernières années, la MINUSCA a géré un budget annuel d'environ 1 milliard USD, les acteurs humanitaires ont reçu des contributions annuelles d'environ 280 millions US, tandis que les acteurs du développement ont décaissé environ 1 milliard USD par an. Les dépenses combinées d'environ 2,3 milliards USD sur l'axe sécurité-humanitaire-développement éclipsent les ressources propres du pays dont le budget annuel moyen est d'environ 190 millions USD hors appui budgétaire des bailleurs.⁵² Dans un tel contexte, l'appropriation par le pays pose des défis évidents et la coordination des partenaires est essentielle.

112. Les partenaires ont une forte influence sur la prise de décision critique, reflétant la dépendance du pays vis-à-vis d'acteurs extérieurs. Les processus politiques essentiels au redressement de la RCA ont leurs propres mécanismes de gouvernance conjoints entre le gouvernement et les partenaires. L'APPR est sous l'égide d'un Comité exécutif, coprésidé par le Premier ministre et l'UA. Il permet aux groupes armés, au Gouvernement et aux partenaires de suivre la mise en œuvre de l'Accord de paix. L'organisation des élections et la DDR ont de la même façon leurs propres mécanismes de gouvernance. De même, la riposte à la COVID-19 est gérée conjointement à travers un triple mécanisme : un Comité Stratégique, présidé par le Ministre de la Santé, pour recommander des actions à un Comité Technique, présidé par le Premier Ministre, pour décision du Comité de Crise, ayant à sa tête le Président. À l'exception de la Russie et de la Chine, qui préfèrent chacune avoir des relations bilatérales avec le Gouvernement, tous les partenaires diplomatiques, de développement et humanitaires participent activement à la demande. Un petit groupe appelé « G5 », présidé par le Représentant spécial du Secrétaire général et chef de la MINUSCA, rassemble chaque semaine les partenaires les plus influents des secteurs politique, sécuritaire, du développement et humanitaire pour échanger des informations et coordonner leurs positions. Le G5 est composé de la MINUSCA, de l'UE, de l'UA, des États-Unis, de la Russie, du CEAAC et du GBM. La Chine est invitée mais ne participe pas.

⁵²Sources : Secrétaire général des Nations Unies, OCHA, Secrétariat du RCPCA, Ministère des finances.

113. **La qualité de la coordination du développement varie selon le secteur.** L'amélioration de la coordination sectorielle est un objectif important du RCPCA qui dispose de son propre mécanisme de gouvernance et d'un secrétariat financé par le projet AGIR. Le pays a élaboré des stratégies pour la plupart des secteurs, y compris certains qui sont essentiels pour le redressement national telles que la stratégie de restauration de l'autorité de l'État et de réforme du secteur de la sécurité. La coordination sectorielle fonctionne mieux là où il existe une stratégie de grande qualité, souvent élaborée avec les ressources des bailleurs, avec un leadership fort de la part du Gouvernement. Le secteur de la santé en est un bon exemple : une forte appropriation et le leadership du gouvernement ont conduit à l'adoption du financement basé sur les résultats comme approche stratégique pour le pays. Le GBM et l'UE, en tant que deux principaux bailleurs de fonds et en coordination avec le Gouvernement, ont développé une répartition géographique du travail pour leurs projets de santé respectifs et coordonnent étroitement leurs actions politiques dans le cadre de leurs programmes d'appui budgétaire respectifs. Dans certains secteurs où la capacité et l'appropriation du Gouvernement sont plus faibles, tels que l'éducation, les partenaires travaillent bien ensemble, lorsqu'il existe un mécanisme de bailleurs de fonds solide tel que le PME. Dans d'autres domaines, où les capacités du Gouvernement sont faibles et les partenariats mondiaux absents, la coordination se fait projet par projet, comme on observe dans les transports et les travaux publics. Au cours de la période du CPP, le GBM utilisera sa présence sur le terrain pour renforcer la coordination des bailleurs de fonds à travers le dialogue politique.

Encadré 6 : GEMS - Supervision numérique et coordination numérique des bailleurs

GEMS permet aux équipes de projet d'utiliser des outils simples, gratuits et open-source, sur smartphones ou tablettes, pour suivre les activités des projets à distance. Il s'agit d'une initiative du GBM basée sur la plateforme KoBo Toolbox, une suite d'outils pour la collecte de données sur le terrain partant de l'initiative humanitaire de Harvard. Dans un contexte de FCV tel que celui de la RCA, l'outil offre une option précieuse pour la supervision à distance, le suivi des risques et des sauvegardes en temps réel et la cartographie du portefeuille entre projets et entre partenaires. En RCA, l'utilisation de la plateforme se développe rapidement, sous le leadership du GBM.

- En février 2020, le RCPCA a officiellement adopté l'utilisation du GEMS pour tous les partenaires et dans tous les programmes de développement. L'objectif au départ est de développer une cartographie de toutes les interventions de développement dans le pays. Un questionnaire commun a été élaboré. Après une phase pilote, l'outil sera systématiquement déployé en AF21. Le référentiel de données des projets fournira des informations précieuses sur l'avancement de la mise en œuvre dans le domaine de toutes les initiatives de développement dans le pays. Il regroupera des photographies, des coordonnées GPS et des informations spécifiques aux sites tels que le nombre de bénéficiaires touchés et les problèmes rencontrés (tels que les problèmes de sécurité). Les données seront utilisées pour faciliter une meilleure coordination entre les interventions, cerner les lacunes et éviter les interventions contre-productives ou inutiles. Le Secrétariat du RCPCA, avec un financement du GBM par le biais du projet AGIR, est en train de renforcer sa propre capacité à gérer le déploiement de l'outil à l'échelle du pays et des partenaires, créant un précédent mondial.

- Dans le cadre de la riposte à la COVID-19, GEMS a été déployé pour suivre la distribution des médicaments de Bangui aux centres de santé à travers le pays. En RCA, la distribution de médicaments est affectée par des problèmes de logistiques et des pratiques de corruption. L'utilisation de GEMS permet désormais une vérification à distance en temps réel à l'aide de géolocalisation et de photographies. Le système est désormais en mesure de dire où et quand les médicaments sont arrivés et place la redevabilité au niveau du chef de centre de santé. Grâce aux fonds SENI, le système sera élargi au-delà de la riposte à la COVID-19.

114. **Dans le cadre du RCPCA, les bailleurs de fonds renforcent la coordination en adoptant la technologie géo-activée, à l'exemple du GBM.** L'adoption par tous les bailleurs en RCA de l'Initiative de géo-habilitation pour le suivi et la supervision (GEMS), basée sur la plateforme open-source Kobo Toolbox, permettra de cerner en temps réel l'avancement de la mise en œuvre du projet dans tous les programmes

de développement suivis dans le cadre du RCPCA. L'adoption d'un suivi géo-activé complètera la coordination existante au niveau des priorités de financement et des stratégies sectorielles et permettra d'avoir une compréhension spatiale globale des endroits où l'on obtient ou n'obtient pas concrètement des résultats du développement (voir Encadré 6).

115. Le partenariat GBM-MINUSCA est solide et produit des approches innovantes qui renforcent le lien entre sécurité et développement et cherchent à tirer profit du dividende de la paix. Au niveau logistique, le partenariat avec la MINUSCA permet au GBM de travailler dans des zones à moindre niveau de sécurité où l'utilisation d'approches communautaires est répandue. Cependant, la valeur ajoutée stratégique du partenariat réside dans la possibilité d'intégrer les interventions de développement dans les négociations de paix en cours, dans le but de présenter des résultats de développement et un dividende de la paix comme une puissante incitation à mettre fin aux hostilités. Sous le leadership du GBM et de la MINUSCA, une approche appelée « paquet d'interventions de développement » a été élaborée. Le paquet offre des résultats de développement immédiats et concrets, mis en commun à partir des projets existants de tous les partenaires au développement, qui peuvent être déployés de manière flexible dans un délai serré à condition que les factions en guerre acceptent les conditions de sécurité (c'est-à-dire d'abandonner les armes) et d'inclusion (c'est-à-dire de dialoguer avec l'adversaire). Les interventions s'appuient sur des consultations avec la population et commencent par des programmes d'argent contre travaux et de travaux HIMO qui peuvent être déployés immédiatement. Ces programmes sont suivis des routes rurales, de l'appui aux agriculteurs et de la réhabilitation des écoles et des centres de santé, le tout dans un délai de 6 à 12 mois. A ce jour, le paquet a été déployé pour la préfecture de Vakaga dans le nord-est où il a été utilisé par les garants de l'APPR dans le cadre des négociations avec chefs des groupes armés ; et pour la zone PK5 dominée par les musulmans de Bangui où la violence a éclaté en décembre 2019 et où le paquet a été lancé par le Premier ministre en mai 2020.

D. Gestion des opérations du CPP

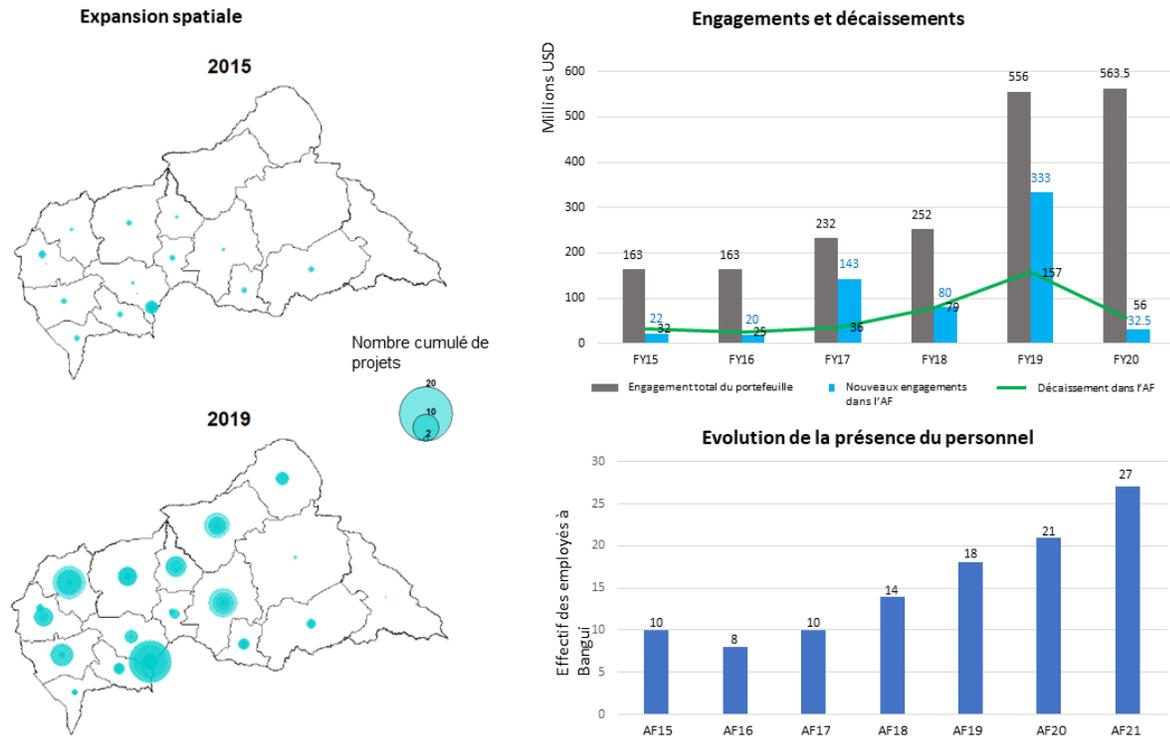
116. Depuis 2015, la Banque mondiale a considérablement élargi son engagement et sa présence en RCA, en particulier dans le cadre de l'ASR de l'IDA18 (voir Figure 9). Les niveaux d'engagement ont plus que triplé dans le cadre de l'ASR, passant de 163 millions USD en AF15 à 563,5 millions USD en AF20.⁵³ Les niveaux de décaissement ont augmenté en conséquence, sauf pour l'AF20, en raison de retards en rapport à la COVID-19. Au cours de la même période, la présence dans le pays a plus que doublé. Pour l'AF21, après la COVID-19, le bureau pays prévoit de disposer de 27 personnes. Il est essentiel d'avoir une présence suffisante du personnel dans un environnement à faibles capacités tel que la RCA, pour soutenir à la fois le dialogue politique et la mise en œuvre des projets. Pour accueillir cette équipe plus large et pour pouvoir intégrer des capacités informatiques et de sécurité améliorées, une parcelle de terrain a été trouvée à Bangui et un nouveau bâtiment du GBM y sera construit plus tard au cours de la période du CPP.

117. Dans un pays mal connecté avec des conditions de sécurité variables et imprévisibles, la supervision de projet pour un portefeuille élargi pose d'énormes défis et nécessite des solutions créatives adaptées à un contexte de FCV. Premièrement, le personnel des Pôles d'expertise mondiaux continuera d'accroître sa présence. D'ici la fin de l'AF21, tous les secteurs avec des engagements importants auront du personnel présent dans le pays. Deuxièmement, un partenariat solide avec la MINUSCA permet la supervision du projet dans des zones à moindre niveau de sécurité. Enfin, la

⁵³ Opérations d'appui budgétaires approuvées au cours de l'AF17 (20 millions USD) ; AF19 (100 millions USD) ; et AF20 (25 millions USD - Appui budgétaire supplémentaire COVID-19).

technologie de surveillance géo-activée est déployée systématiquement sur l'ensemble du portefeuille - une pratique que d'autres partenaires au développement adopteront, sous l'égide du RCPCA, et suivant l'exemple de la Banque mondiale (voir Encadré 6).

Figure 9 : Évolution de l'engagement de la BM en RCA depuis 2015



118. **Alors que la RCA sortait du conflit à la suite des crises de 2013, la capacité de mise en œuvre de projet était extrêmement faible et une approche centralisée a été adoptée.** Afin de mettre en œuvre le RCPCA et de déployer efficacement les ressources massives promises par les partenaires au développement lors de la Conférence des bailleurs de Bruxelles 2016, les autorités ont mis en œuvre un plan de réforme de la GFP pour 2016-2017. Comme un des produits de ce plan, deux entités centrales, le CEMAC-PFTT et l'AGETIP-CAF, ont été créées pour gérer les processus de passation des marchés et de gestion financière des projets du GBM. L'objectif était de concentrer les transactions fiduciaires à risque au sein de quelques agences de confiance tandis que les tâches techniques en rapport aux projets seraient exécutées par les ministères de tutelle, principalement par le biais d'unités financées par les projets. Cette modalité marchait bien tant que le portefeuille était petit.

119. **Avec un portefeuille plus large et une plus grande capacité fiduciaire disponible dans le pays, une délégation des fonctions fiduciaires aux ministères de tutelle est en cours.** Une évaluation interne des UEP, réalisée fin 2019, a révélé que les deux entités centrales n'avaient pas été en mesure de renforcer leur capacité fiduciaire au rythme de la croissance du portefeuille sous leur responsabilité. Les services fiduciaires rendus aux Unités de projet des ministères de tutelles étaient peu fiables et lents, devenant un obstacle plutôt qu'un facilitateur dans la mise en œuvre des projets. Parallèlement, il y a eu une plus grande disponibilité d'experts fiduciaires de haute qualité sur les marchés national et sous-régional. En conséquence, le gouvernement et la direction du GBM ont décidé conjointement de déléguer les

responsabilités fiduciaires des projet aux ministères de tutelle et de restructurer six projets en conséquence - LONDO, PUSEB et PRADAC (pour devenir indépendant de l'AGETIP-CAF) et PASEEL, PURACEL et PGRN (pour devenir indépendants de la CEMAC-PFTT).⁵⁴ Afin d'encourager l'harmonisation entre les UEP, d'éviter la concurrence entre UEP sur le marché du travail et de limiter le champ des pratiques inappropriées, un guide a été formellement adopté et publié en février 2020 avec des échelles salariales obligatoires et des directives sur les avantages.⁵⁵ La croissance de l'équipe fiduciaire dans le pays accompagnera la déconcentration du côté du GBM.⁵⁶

Gestion financière

120. **La gestion financière au niveau des projets est principalement assurée par des UEP, les systèmes gouvernementaux étant encore trop faibles.** Bien que les règles anti-corruption soient en place, les systèmes nationaux sont toujours en proie à des niveaux élevés de mauvaise gestion, de fraude et de manque de transparence. La supervision financière est assurée par des UEP dédiées utilisant des systèmes d'information de gestion financière sous-régionaux (TOMPRO et SUCESS) pour préparer et publier des rapports financiers au niveau des projets. Les audits externes sont effectués par des cabinets d'audit internationaux plutôt que par les bureaux de la Cour des comptes, celle-ci ne disposant pas des capacités du personnel pour mener des audits selon les normes internationales. Des méthodes de décaissement avancées, administrées par le biais de comptes désignés (CD), continueront d'être utilisées et feront l'objet d'un suivi étroit, étant donné que c'est une méthode de paiement direct largement utilisée dans tout le portefeuille. À titre de garantie supplémentaire, l'équipe de gestion financière de la Banque mondiale continuera d'effectuer un examen détaillé et un suivi des flux de fonds du GBM vers les bénéficiaires finaux du projet. Au fil du temps, à mesure que la capacité de gestion financière du pays s'améliore, l'objectif est de s'appuyer progressivement sur les systèmes nationaux lorsque cela est possible, comme c'est actuellement le cas pour le projet de Données nécessaires à la prise de décisions.

Passation de marché

121. **Les marchés publics en RCA sont confrontés à des carences systémiques, avec des implications pour les projets du GBM.** L'absence d'un cadre réglementaire approprié pour la passation des marchés, conduisant à des pratiques généralisées de fraude et de corruption, sera prise en compte par le biais de l'engagement opérationnel du GBM au cours de ce CPP. Au niveau du projet, le personnel de la passation des marchés basé à Bangui dont l'effectif doublera à partir de l'AF21, apportera un appui pratique élargi à la mise en œuvre (APEM). Les équipes du GBM fourniront aux UEP un appui proactif tout au long du processus de passation de marchés, y compris des missions de supervision fréquentes et des programmes de formation. L'APEM est déjà utilisé pour le projet d'énergie solaire, PURACEL et le projet d'intervention d'urgence COVID-19. Les opérations utiliseront le système de suivi systématique des échanges dans la passation des marchés (STEP) et fourniront des données sur les activités de passation de marchés, établiront des repères, feront le suivi des retards et mesureront la performance en matière de passation de marché.

⁵⁴ Ces restructurations devraient être achevées au premier trimestre de l'AF21.

⁵⁵ « Guide d'Harmonisation des salaires et autres frais de fonctionnement au sein des unités d'exécution des projets financés par la Banque mondiale en RCA », février 2020.

⁵⁶ République centrafricaine, « Assessment of Project Implementation Unit Fiduciary Capacity », octobre 2019.

Suivi et surveillance des résultats

122. **Le cadre de résultats du CPP sera utilisé comme outil de suivi des jalons et des résultats.** Le Cadre de résultats (voir Annexe 1) appréhende une combinaison d'activités du portefeuille et d'activités en préparation cours de la période du CPP. Conformément aux enseignements tirés de l'engagement de la Banque mondiale au cours des cinq dernières années, le cadre de résultats recherche un équilibre entre les objectifs de réforme des politiques à moyen terme du CPP et les résultats plus immédiats au niveau des projets. Un accent particulier sur les activités de collecte de données (telles que GEMS) permettra d'obtenir des données qui pourront être utilisées pour suivre l'avancement. L'équipe préparera deux RPA au cours de cette période de cinq ans du CPP : la première RPA aura lieu juste après les élections pour évaluer les changements de gouvernement et la nécessité de riposte supplémentaire à la COVID-19 tandis que la deuxième RPA sera probablement programmée pour tenir compte des ressources IDA20 et des changements ultérieurs du contexte national.

V. GESTION DES RISQUES POUR LE CPP

Tableau 6 : Outil d'évaluation systématique des risques aux opérations (SORT)

Catégorie de risque	Évaluation (E, S, M, F)
1. Politique et gouvernance	Élevé
2. Macroéconomie	Élevé
3. Stratégies et politiques sectorielles	Substantiel
4. Conception technique du projet	Modéré
5. Capacité institutionnelle pour la mise en œuvre et la pérennité	Élevé
6. Fiduciaire	Substantiel
7. Environnement et social	Élevé
8. Parties prenantes	Modéré
9. Conflit et violence	Élevé
Global	Élevé

123. **La voie de la RCA vers la stabilité et le développement durable est étroite, lente et semée de risques.** Le retour au conflit et à la violence généralisés constitue le risque le plus élevé pour un pays qui a connu des cycles de violence récurrents au cours des quarante dernières années. Dans la période électorale tendue à venir, un effondrement des institutions et des routines démocratiques constitue également un risque important, fortement corrélé au risque sécuritaire. Tous les autres risques sont fortement corrélés aux risques politiques et de gouvernance et aux risques de conflit et de violence. De plus, la COVID-19 et ses impacts sanitaires et socioéconomiques apportent davantage d'incertitude, d'imprévisibilité et de forte tension alors que l'équilibre est déjà fragile. Dans ce contexte, le risque global en rapport à la réalisation des objectifs du CPP au cours des cinq prochaines années est *Élevé* (voir Tableau 6), cinq catégories de risques étant de niveau élevé et deux de niveau substantiel.

124. **Les risques politiques et de gouvernance sont jugés Élevés.** En 2021 et 2022, le pays traversera une longue période d'élections qui risquent de soulever de fortes contestations, éventuellement par des moyens non démocratiques. La tension politique exercera une pression sur l'Accord de paix, du fait que les acteurs politiques ont des alliances avec des groupes armés. Dans un pays où les institutions sont faibles et où il y a une exploitation illégale des ressources naturelles, l'environnement de gouvernance est extrêmement difficile. Le climat électoral pourrait réduire l'appétit du Gouvernement par ailleurs réformiste à faire adopter des réformes significatives. Si les élections ont lieu, le nouveau gouvernement pourrait ne pas être aussi déterminé à mener à bien les réformes. Pour atténuer ces risques, le GBM utilisera sa position de partenaire au développement de premier plan et ses relations de travail étroites avec le FMI pour maintenir les programmes de réforme sur la bonne voie malgré les circonstances difficiles. En outre, la PFDD et l'ASR offriront des opportunités annuelles pour évaluer l'avancement dans les domaines clés de la réforme et, si nécessaire, réduire le niveau d'ambition exprimé dans le CPP.

125. **Les risques macroéconomiques et budgétaires sont jugés Élevés.** La RCA est confrontée à un risque élevé de surendettement, ce qui limite sa capacité à financer des programmes d'investissement et les dépenses sociales. Parallèlement, les recettes intérieures restent insuffisantes pour couvrir les dépenses prioritaires et financer les besoins croissants de la population, laissant l'économie fortement

dépendante de l'aide étrangère. Les impacts socioéconomiques de la COVID-19 ont amplifié ces risques. Pour atténuer ces risques, le CPP place le programme macroéconomique et budgétaire au premier plan. Une stratégie de gestion de la dette sera menée dans le cadre de la PFDD ainsi que des réformes et des investissements pour améliorer la GFP, renforcer la MRI et améliorer l'environnement des affaires.

126. **Les risques en rapport aux stratégies et politiques sectorielles sont jugés Substantiels.** Dans le cadre du RCPCA, le Gouvernement a adopté 23 stratégies ou plans sectoriels dans 12 secteurs, et 13 autres sont en préparation.⁵⁷ Cependant, le risque réside dans la mise en œuvre de ces stratégies. Souvent, l'adhésion au niveau politique est faible et la capacité du personnel des ministères au-dessous des niveaux les plus élevés est faible. Une coordination étroite et une flexibilité des bailleurs sont nécessaires pour atténuer ce risque. Là où les capacités ou le leadership du Gouvernement font défaut, une coordination sectorielle plus pratique dirigée par les bailleurs permettra de mettre à profit les synergies et de réduire les chevauchements. Dans les secteurs où un ministère assume un rôle de chef de file, les bailleurs de fonds cèderont la prise d'initiative et apportent un appui constructif au Gouvernement.

127. **Les risques en matière de capacité institutionnelle pour la mise en œuvre et la pérennité sont jugés Élevés.** Les capacités fiduciaires et techniques du Gouvernement sont généralement faibles et, par conséquent, on ne peut compter sur les systèmes gouvernementaux pour la mise en œuvre des projets. La plupart des projets sont mis en œuvre par des UEP dédiées. Si le recours à ces UEP rehausse la mise en œuvre des projets et la conformité aux processus et procédures du GBM, il peut entraver l'appropriation politique et donc la pérennité. La collaboration entre le personnel des UEP et le personnel technique des ministères est souvent difficile, notamment en raison d'incitations biaisées, le personnel des UEP étant récompensé financièrement pour travailler sur des projets du GBM. Pour atténuer ces risques, la Banque mondiale, s'appuyant sur une augmentation des effectifs des Pôles d'expertise mondiaux dans le pays, intensifiera le dialogue politique et s'engagera de manière proactive aux niveaux politique et technique du Gouvernement dans la mise en œuvre des projets. Cette approche a été menée à bien à titre pilote au cours de l'AF20 à travers une série de réunions de haut niveau, incluant le Gouverneur, le Country Manager de la Banque mondiale et le ministre de tutelle compétent, pour des projets complexes où l'appropriation politique était faible. En outre, des éléments de renforcement des institutions sont systématiquement inclus dans chaque projet.

128. **Les risques fiduciaires sont jugés Substantiels.** La mise en œuvre du portefeuille en RCA souffre d'un large éventail de risques fiduciaires, causés par la faiblesse de l'environnement réglementaire, la faible capacité et la petite taille du secteur financier. Un ensemble complet de mesures d'atténuation est en cours de mise en place, y compris le recours à des UEP dédiées ; le recours à un appui pratique élargi à la mise en œuvre dans la passation de marché ; l'augmentation des effectifs du personnel fiduciaire dans le pays (d'un Responsable principal des opérations en AF19 à deux Responsables principaux des opérations et deux consultants en AF21) ; l'harmonisation formelles des pratiques des UEP ; la formation fiduciaire du personnel des UEP ; et le recours à des agences internationales pour les audits.

129. **Les risques environnementaux/sociaux sont jugés Élevés.** La RCA est de plus en plus vulnérable aux effets du changement climatique, notamment une fréquence et une intensité accrues des inondations ainsi que de la sécheresse. Les risques sociaux sont nombreux, y compris les impacts socioéconomiques de la COVID-19 ; la fragilité de l'Accord de paix pendant un long cycle électoral ; et la VBG généralisée. Les risques environnementaux et sociaux se retrouvent simultanément dans les cas où les sécheresses

⁵⁷Tableau de Bord, Secrétariat Permanent du RCPCA-CEM, RCA, Mai 2020.

poussent la transhumance plus au sud, créant de nouvelles sources de conflit entre éleveurs et agriculteurs. La mauvaise qualité des médias, répandant rumeurs, thèses complotistes et désinformation, témoigne de la méfiance et de l'agitation au sein de communautés déjà fragiles. Les mesures d'atténuation sont doubles. Premièrement, grâce à une augmentation des effectifs du personnel présent dans le pays, l'équipe pays aura une capacité accrue de suivi de la mise en œuvre des mesures sociales et environnementales dans le contexte des projets du GBM. Deuxièmement, le portefeuille du CPP aborde expressément certains des risques à travers des projets qui soutiennent directement les processus de paix, atténuent les impacts de la COVID-19 ou ont de fortes composantes de VBG (tels que SENI et le Projet de capital humain).

130. **Les risques de conflit et de violence sont jugés Élevés.** L'APPR a entraîné une forte baisse des incidents liés au conflit et des décès de civils (voir Figure 2). Cependant, l'accord reste fragile, compte tenu du manque d'application dans l'est du pays. De plus, il existe une forte opposition politique à la tenue des élections en 2020/2021. Les troubles sociaux pourraient être utilisés comme une arme politique pour saper les élections. Les impacts socioéconomiques de la COVID-19 pourraient éventuellement aggraver le climat de tension et d'incertitude. Alors que la RCA chemine vers la stabilisation, on s'attend à ce que des épisodes violents radicaux et localisés continuent de se produire pendant un certain temps. Cependant, une violence généralisée pourrait éventuellement ramener le pays au scénario de 2015, ou d'avant. Dans un tel cas, l'engagement du GBM pourrait être restructuré pour réorienter les ressources vers des projets qui soutiennent les communautés en difficulté. Selon la situation, l'engagement pourrait également être réduit et, le cas échéant, placé en veilleuse jusqu'à ce que la situation se stabilise.

Annexe 1 : Tableau des résultats du CPP de la République centrafricaine (AF21-AF25)

Axe 1 : Capital humain et connectivité pour stimuler la stabilisation, l'inclusion et la résilience

Définition de l'Axe : Par ses interventions, le GBM investira dans les personnes et leur accès aux services de base, aux infrastructures et à la connectivité, contribuant ainsi à reconstruire la cohésion sociale et la confiance dans le Gouvernement. Une attention particulière sera accordée au capital humain et à l'autonomisation des femmes. L'investissement dans le capital humain est déterminant si l'on veut rehausser la productivité du travail et obtenir les effets concomitants d'amélioration des moyens de subsistance, des emplois et de la croissance économique. La riposte d'urgence à la COVID-19 ainsi que les appuis à moyen et long termes pour faire face aux conséquences de la pandémie seront inclus dans cet axe.

Liens entre l'Axe et les objectifs d'entreprise du GBM : Comme le souligne l'EDSP, l'amélioration de la sécurité et une réponse des griefs sont essentiels au développement du pays. La nation a besoin de stabilité pour qu'il y ait développement. Il est essentiel d'apporter une réponse aux griefs si l'on veut réduire la pauvreté parce que la faire rehausse le capital humain (la principale source de capital pour les pauvres) et la capacité des ménages à trouver un emploi ou à s'engager dans des activités d'auto-emploi productives. Lorsqu'une réponse est donnée aux griefs, le cercle vicieux de la fragilité, de l'insécurité et de la pauvreté se brise et est remplacé par un cercle vertueux de renforcement de la confiance, de renforcement institutionnel, de croissance économique et d'opportunités se concrétisant. Un meilleur niveau d'instruction, en particulier pour les femmes et les filles, davantage de vies maternelles et maternelles sauvées et de meilleures conditions de santé pour la communauté grâce à l'accès aux services de santé de base et de planification familiale de base rehausseront le capital humain et renforceront la cohésion sociale.

Objectifs de développement du pays : Ce premier Axe est pleinement en cohérence avec le Plan national de relèvement et de consolidation de la paix du Gouvernement (2017-2021), en particulier en ce qui concerne la facilitation de la réconciliation et la cohésion sociale (au titre du Pilier 1), la prestation de services de base (au titre du Pilier 2) et la réparation des infrastructures de base telles que les transports, l'électricité et l'eau (au titre du Pilier 3).

Objectif 1.1 du CPP. Soutenir les efforts de stabilisation pour une meilleure résilience

Logique d'intervention : L'amélioration de la sécurité, c'est-à-dire la mise en place des conditions d'un développement durable, reste la première priorité pour la population de la RCA, son Gouvernement et ses partenaires au développement, et a été reconnue par l'EDSP comme l'un des trois piliers pour atteindre le double objectif de stabilisation et de croissance des revenus. L'APPR, en tant qu'accord de paix, fournit le cadre global actuel de dialogue entre les groupes armés, le Gouvernement et les partenaires. Les principaux domaines d'intervention conjointe des partenaires et du Gouvernement, principalement dans les zones à faible niveau de sécurité, comprennent l'action militaire et l'intervention de la police (interventions préventives et réactives de la MINUSCA); les négociations avec les groupes armés; la restauration de l'autorité de l'État (forces de sécurité et fonctionnaires); la démobilisation et la réintégration des ex-combattants; la réforme de la justice; les initiatives législatives; le soutien humanitaire, y compris aux déplacés internes; et les efforts pour reconstruire la confiance et la cohésion sociale dans des communautés déchirées. Ces interventions conjointes sont d'autant plus importantes dans le contexte d'un redressement résilient de la COVID-19.

Appui du GBM : Pour soutenir la stabilisation, le rôle du GBM, en complémentarité avec les partenaires et le Gouvernement, se concentre sur quatre domaines : 1) la réintégration économique des ex-combattants; 2) l'emploi temporaire à grande échelle en parallèle avec le renforcement de la cohésion sociale; 3) la réintégration des PDI; et, 4) les infrastructures sociales par le biais d'approches participatives et communautaires. Le GBM s'appuiera sur les opérations existantes pour élargir et intensifier son appui à la stabilisation : le projet d'appui aux communautés affectées par le déplacement soutient la réintégration des PDI en fournissant de l'argent aux familles d'accueil et les petites améliorations à des infrastructures identifiées à travers des approches participatives. Le projet LONDO vient en appui à la cohésion sociale dans la mesure où il rassemble la population par le biais d'emplois temporaires à grande échelle et de petits travaux d'infrastructure fixés par la communauté. Le GBM soutient également le processus de DDR à travers le projet de réintégration des ex-combattants.

Indicateurs des objectifs du CPP	Indicateurs d'avancement supplémentaires	Programme du GBM
<p>1. Nombre de personnes bénéficiant d'emploi temporaire (ventilé par sexe) Valeur de référence : 50 982 (2020) - 36 250 (LONDO) + 14 732 (PACAD) Cible : Plus de 150 000 (2025)</p>	<p>Nombre d'infrastructures sociales réhabilitées ou construites avec une approche participative et un processus de participation citoyenne Valeur de référence : 0 (2020) Cible : Au moins 350 (2025) - PREC LONDO + PACAD</p>	<p>Financement : En cours</p> <ul style="list-style-type: none"> - P152512 Projet LONDO - P161591 Projet d'appui aux communautés affectées par le déplacement (PACAD) - P160272 Projet de réintégration des ex-combattants

<p>2. Nombre d'ex-combattants démobilisés ayant achevé une formation professionnelle et ayant accédé à des opportunités de subsistance Valeur de référence : 950 (2020) Cible : Plus de 4 000 (2025)</p>	<p>Griefs enregistrés concernant la prestation des services et les avantages du projet traités Valeur de référence : 0 pour cent (2020) Cible : 100 pour cent (2025)</p>	<p>Financement : Indicatif :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Financement supplémentaire du Projet d'appui aux communautés affectées par le déplacement - Financement supplémentaire du projet LONDO <p>ASA : Indicatif</p> <ul style="list-style-type: none"> - P172625 ASA sur le rétablissement de la présence de l'Etat et la gouvernance locale en RCA
---	--	--

Objectif du CPP 1.2. Améliorer l'accès et la qualité de l'éducation

Logique d'intervention : De meilleurs niveaux d'instruction, en particulier pour les femmes et les filles, est l'un des facteurs essentiels pour rehausser le capital humain et renforcer la cohésion sociale. Les filles qui terminent leurs études secondaires sont plus susceptibles d'être en meilleure santé à l'âge adulte, d'avoir des familles en meilleure santé, d'avoir moins d'enfants et maîtriser leur fécondité, et de parvenir à une plus grande indépendance économique. L'amélioration des niveaux d'éducation, des connaissances et des compétences grâce à une formation professionnelle formelle et alternative pour les adolescentes et les femmes leur permettra de rehausser leur capacité à accéder au marché du travail.

Appui du GBM : Le programme du GBM, par le biais de la réforme des politiques et des prêts d'investissement, se concentrera sur l'accès à une éducation de base de qualité et son équité à travers le Projet d'urgence de soutien à l'éducation de base en cours qui sera élargi à travers le projet financé par le PME (Projet d'appui au plan sectoriel de l'éducation de la RCA). A ce titre, des efforts visant à améliorer l'accès des enfants vulnérables seront menés, notamment pour les filles, les enfants en situation de handicap et les enfants de PDI. Un nouveau projet multisectoriel de capital humain s'appuiera sur des plateformes communautaires pour encourager des interventions du côté de la demande qui permettront un meilleur accès à l'éducation de base.

Indicateurs des objectifs du CPP	Indicateurs d'avancement supplémentaires	Programme du GBM
<p>3. Taux d'achèvement du primaire (indice de parité) Valeur de référence : 74,1 pour cent (2020) Cible : 86,5 pour cent (2025)</p> <p>4. Pourcentage d'élèves de 2^{ème} année du primaire qui satisfont au benchmark minimal en matière de maîtrise de la lecture Valeur de référence : Score au test d'évaluation nationale de l'apprentissage en matière de lecture en 2020 (SENL 2020) Cible : Score au test d'évaluation nationale de l'apprentissage de la lecture en 2020 + 20 pour cent (SENL 2025)</p>	<p>Nombre d'enseignants du primaire formés sur la base de nouveaux programmes d'enseignement harmonisés (y compris les directeurs d'école utilisant des lecteurs électroniques avec des leçons préchargées pour améliorer l'efficacité de l'enseignement et la supervision pédagogique) Valeur de référence : 0 (2019) Cible : 7 000 (2025) - 25 pour cent des directeurs d'école utilisent des lecteurs électroniques</p>	<p>Financement : En cours</p> <ul style="list-style-type: none"> - P164295 Projet d'urgence de soutien à l'éducation de base (PUSEB) - P173832 Projet d'urgence COVID-19 <p>Financement : Indicatif :</p> <ul style="list-style-type: none"> - P171158 Projet de capital humain de la RCA (Maïngo) - P173103 Projet d'appui au plan sectoriel de l'éducation (PME) de la RCA <p>ASA : Indicatif</p> <ul style="list-style-type: none"> - Revue des dépenses publiques pour le développement humain (RDP) - Note de conjoncture de la pauvreté [en cours]

Objectif 1.3 du CPP. Offrir des services de santé de qualité et inclusifs

Logique d'intervention : L'incidence de la pauvreté en RCA est estimée à plus de 70 pour cent et les besoins en capital humain en RCA sont énormes et d'autant plus profonds à la suite du COVID-19. Le pays se classe au 188^{ème} sur 189 au classement mondial du développement humain (2019). L'investissement dans le capital humain est déterminant si l'on veut sauver davantage de vies d'enfants et de mères et améliorer les conditions de santé de la communauté grâce à l'accès aux services de santé de base et de planification familiale. La capacité d'une mère à faire des choix éclairés et à mener des actions importantes a un impact direct sur la santé et le bien-être de ses enfants. Les nombres de décès de mères et d'enfants diminuent lorsque les femmes utilisent des contraceptifs modernes parce qu'elles sont mieux en mesure d'espacer leurs grossesses. Cet objectif couvre les trois phases de la réponse à la COVID-19 : secours, restructuration et redressement résilient.

Appui du GBM : La riposte aux impacts du COVID-19 sur la santé sera la priorité la plus immédiate de cette période du CPP. Le programme du GBM, par le biais de la réforme des politiques et des prêts d'investissement, accordera la priorité aux investissements dans le capital humain (côté demande), en mettant l'accent sur les femmes et les filles, afin de fournir un meilleur accès aux services de santé et aux services de santé de la reproduction aux femmes et aux filles. Il favorisera également, à grande échelle, les compétences de vie et les comportements qui visent à sauver et améliorer les vies. Parallèlement, le programme du GBM continuera à renforcer le système de santé en RCA à travers le projet de soutien et de renforcement du système de santé en cours.

Indicateurs des objectifs du CPP	Indicateurs d'avancement supplémentaires	Programme du GBM
<p>5. Nombre d'accouchements avec assistance de personnel qualifié Valeur de référence : 0 (2020) Cible : Plus de 50 000 (50 pour cent de l'objectif, dans 15 districts) (2025)</p> <p>6. Nombre de femmes (âgées de 15 à 49 ans) utilisant des méthodes modernes de contraception (cumulatif) Valeur de référence : 0 (2020) Cible : Plus de 200 000 (50 pour cent de l'objectif dans 15 districts) (2025)</p> <p>7. Avancement dans le renforcement des indicateurs et des systèmes de surveillance fondés sur les événements (score d'évaluation externe conjointe (EEC) de 4 ou plus) Valeur de référence : 0 (2020) Cible : 4 (2025)</p>	<p>Pourcentage de couverture vaccinale de base des enfants (Pentavalent 3) Valeur de référence : 74 pour cent (données nationales déclarées, 2019) Cible : 80 pour cent (2025)</p> <p>Nombre d'agents de santé formés à la prévention des infections selon les protocoles approuvés par le Ministère de la Santé Valeur de référence : 0 (2020) Cible : 4 (2025)</p> <p>Un Plan d'action national pour la sécurité sanitaire est chiffré, est approuvé par le Comité national de pilotage de la santé et est adopté. Valeur de référence : Non (2020) Cible : Oui (2025) <i>NB : Le plan doit être approuvé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et le Comité national de pilotage de la santé (incluant la Banque mondiale) et doit publié sur le site web de l'OMS.</i></p>	<p>Financement : En cours</p> <ul style="list-style-type: none"> - P164953 Projet d'appui et de renforcement du système de santé (SENI) - P167817 Projet d'amélioration du système régional de surveillance des maladies, Partie IV (REDISSE IV) - P173832 Projet d'urgence COVID-19 <p>Financement : Indicatif :</p> <ul style="list-style-type: none"> - P171158 Projet de capital humain de la RCA (Maïngo) - P168474 Deuxième programme de consolidation et de développement de l'inclusion sociale - Financement supplémentaire du Projet d'appui et de renforcement du système de santé <p>ASA : Indicatif</p> <ul style="list-style-type: none"> - Revue des dépenses publiques pour le développement humain (RDP) - Note de conjoncture de la pauvreté [en cours]

Objectif du CPP 1.4. Mettre en place des filets de sécurité pérennes

Logique d'intervention : Dans le cadre de la riposte socioéconomique à la COVID-19, les transferts monétaires sont essentiels pour limiter les impacts sur les populations les plus vulnérables. Cependant, la capacité institutionnelle de la RCA à gérer les programmes de filets de sécurité est jusqu'à présent limitée à un pilote exécuté à la suite d'une action préalable dans le cadre du PRCIS. Par conséquent, les partenaires - principalement le GBM, le PAM et l'UNOPS, doivent travailler ensemble à la poursuite du double objectif de secours immédiat à ceux qui souffrent le plus des répercussions de la COVID-19 et de renforcement des capacités du Gouvernement à gérer ces programmes en l'avenir en parallèle.

Appui du GBM : Un financement supplémentaire du projet PACAD en cours (appui aux communautés affectées par le déplacement) financera les transferts monétaires à ceux qui sont touchés par la pandémie. Conjointement aux réformes au titre du deuxième Programme de consolidation et de développement de l'inclusion sociale, ce projet renforcera la capacité du Gouvernement à mettre en œuvre des programmes de filet de sécurité sociale. Il sera conçu en étroite collaboration avec les partenaires afin de maximiser les synergies avec les efforts des bailleurs et des acteurs humanitaires, y compris les agences des Nations Unies.

Indicateurs des objectifs du CPP	Indicateurs d'avancement supplémentaires	Programme du GBM
<p>8. Nombre de personnes recevant des transferts monétaires (ventilé par sexe) Valeur de référence : 77 000 (2020) Cible : 300 000 (2025)</p>	<p>Mise en place d'une agence nationale efficace chargée des filets de sécurité/de la protection sociale Valeur de référence : Non (2020) Cible : Oui (2025)</p> <p>Nombre de municipalités ayant adopté des Plans de développement local Valeur de référence : 5 (2020) Cible : Au moins 15 (2025) - <i>Nat Res Gov + PACAD</i></p>	<p>Financement : En cours</p> <ul style="list-style-type: none"> - P161591 Projet d'appui aux communautés affectées par le déplacement (PACAD) - P160717 Données pour les décisions - P173832 Projet d'urgence COVID-19 <p>Financement : Indicatif :</p> <ul style="list-style-type: none"> - P168474 Deuxième programme de consolidation et de développement de l'inclusion sociale - Financement supplémentaire du Projet d'appui aux communautés affectées par le déplacement (PACAD) <p>ASA : Indicatif</p> <ul style="list-style-type: none"> - Revue des dépenses publiques pour le développement humain (RDP) - Note de conjoncture de la pauvreté [en cours]
<p>Objectif CPP 1.5. Construire des infrastructures résilientes (électricité, mobilité, eau) pour une meilleure connectivité</p>		
<p>Logique d'intervention : Dans un pays où l'accès à l'électricité, à l'eau, aux routes et à Internet est très faible, les investissements dans des infrastructures résilientes et une connectivité améliorée sont une condition pour faire avancer le développement et résoudre les griefs naissant des disparités spatiales, comme l'indique l'ERR. Comme l'affirme l'EDSP, l'amélioration des infrastructures et de la connectivité appuiera la prestation de services dans les secteurs sociaux, facilitera les activités génératrices de revenus et permettra à l'État d'affirmer sa présence en facilitant l'accès entre la capitale et les régions. Des progrès rapides et percutants en matière d'infrastructures et de connectivité nécessitent une coordination solide, une répartition claire du travail et des partenariats innovants. En outre, et dans le contexte de la COVID-19, la disponibilité d'eau propre et des pratiques d'hygiène améliorées sont essentielles pour contenir la propagation du virus.</p> <p>Appui du GBM : Grâce à une combinaison de réformes politiques et de prêts d'investissement, le programme du GBM soutiendra les efforts du Gouvernement centrafricain dans la construction et l'entretien de ses infrastructures, en particulier en ce qui concerne l'énergie, les routes et l'eau. L'investissement dans les infrastructures de transport (tant dans les zones urbaines que rurales) permettra le développement humain et économique du pays grâce à une connectivité et des services de transport améliorés. Au cours de la période du CPP, un nombre grandissant d'options pour la participation du secteur privé seront étudiées pour compléter les projets d'investissement.</p>		
Indicateurs des objectifs du CPP	Indicateurs d'avancement supplémentaires	Programme du GBM
<p>9. Nombre de personnes ayant un meilleur accès à des routes praticables en tout temps et toutes saisons (interurbain, urbain et rural) et aux services de transport (vivant à moins de 2 km de la route) Valeur de référence : 37 000 (2020) Cible : Plus de 100 000 (2025)</p> <p>10. Nombre de personnes bénéficiant de services d'électricité nouveaux ou améliorés Valeur de référence : 250 000 (2020) Cible : Au moins 2 000 000 (2025)</p>	<p>Nombre de kilomètres de routes construites et/ou réhabilitées (rurales et non rurales) Valeur de référence : 147 (2020) Cible : 1 500 km (2025) - <i>1 250 km du Projet de connectivité rurale + 250 km du Projet agricole</i></p> <p>Nombre de personne-jours de travail créés grâce aux travaux à haute intensité de main-d'œuvre et aux travaux routiers Valeur de référence : 100 000 personne-jours(2020) Cible : 250 000 personne-jours (2025)</p>	<p>Financement : En cours</p> <ul style="list-style-type: none"> - Projet de connectivité rurale P160500 - P162245 Projet d'amélioration des service d'eau et d'électricité (PASEEL) - P164885 Projet d'urgence de fourniture et d'accès à l'électricité (PURACEL) - P079736 Facilitation du transport en transit de la CEMAC - P165855 Projet d'appui à la relance agricole et au développement de l'agrobusiness <p>Financement : Indicatif</p> <ul style="list-style-type: none"> - P162245 Financement supplémentaire du Projet d'amélioration de l'eau et de l'électricité

<p>11. Nombre de personnes ayant accès à des sources d'eau améliorées (en référence au programme commun de surveillance UNICEF-OMS) Valeur de référence : 0 (2020) Cible : Au moins 80 000 (2025)</p>	<p>Proportion des routes améliorées des projets faisant l'objet d'un entretien de routine Valeur de référence : 41 pour cent (2020) Cible : 100 pour cent (2025)</p> <p>Capacité de production d'énergie renouvelable construite ou réhabilitée Valeur de référence : 20 MWc (2020) - capacité hydroélectrique existante installée Cible : 80 MWp (2025)</p> <p>Mise en place d'une stratégie pilotée par le secteur de l'énergie coordonnée avec d'autres acteurs et mobilisation des investisseurs dans le secteur de l'énergie Valeur de référence : Pas de stratégie (2020) Cible : Stratégie + 1 PPI dans la production (2025)</p> <p>Capacité de production d'eau construite ou réhabilitée Valeur de référence : 300 m³/heure (2020) Cible : 600 m³/heure (2025)</p> <p>Formulation d'une stratégie nationale d'assainissement Valeur de référence : Pas de stratégie (2020) Cible : Stratégie achevée et 1 plan directeur de l'assainissement disponible pour les grandes villes (2025)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Financement supplémentaire du Projet de connectivité rurale - Projet d'intégration régionale RCA-RDC pour la connectivité et la diversification <p>ASA : Indicatif</p> <ul style="list-style-type: none"> - Géographie économique et caractéristiques territoriales - ASA programmatique sur le secteur de l'énergie [En cours] - Mobilité urbaine à Bangui - InfraSAP (Programme d'évaluation du secteur des infrastructures)
--	---	--

Axe 2 : Gestion économique et gouvernance améliorées pour renforcer la légitimité de l'État et favoriser la croissance

Définition de l'Axe : Cet axe vise à soutenir le développement du secteur privé pour promouvoir la création d'emplois en vue de la la MRI et à renforcer davantage la bonne gouvernance et la GFP, à travers un engagement et une collaboration approfondis avec l'IFC et le FMI. Cela comprendra des investissements dans le développement de l'économie numérique et de l'administration électronique ainsi que la promotion des investissements dans des secteurs économiques clés pour créer des emplois et de la croissance. Cet Axe se concentrera principalement sur les zones stables, telles que Bangui, le corridor Bangui-Beloko et la partie sud-ouest du pays. Les impacts économiques et sociaux de la COVID-19 en RCA sont probablement énormes. La riposte à la crise nécessite une action coordonnée (en particulier entre l'IDA et l'IFC/MIGA) pour protéger les vies et les moyens de subsistance, assurer la sécurité alimentaire et investir dans des politiques pour une croissance plus inclusive, durable et résiliente.

Liens entre l'Axe et les objectifs d'entreprise du GBM : L'EDSP reconnaît que la croissance est non seulement essentielle à la réduction de la pauvreté, mais également nécessaire pour soutenir tout règlement de paix volontaire et inclusif. De toute évidence, l'établissement de la présence d'un Etat redevable sur tout le territoire commence par la mise en œuvre réussie d'interventions d'une manière inclusive. La résolution des problèmes de réforme des politiques multisectorielles et de gouvernance renforcera la capacité du Gouvernement et permettra de déployer l'État sur tout le territoire, dans le cadre de la riposte à la COVID-19. La stratégie de croissance proposée devrait être ancrée dans les chaînes de valeur traditionnelles de la RCA (exploitation minière, foresterie, certaines cultures de rentes) soutenues par des stratégies qui créent un environnement favorable aux affaires grâce à des investissements dans le développement du secteur financier,

l'énergie, les TIC et les transports tout en renforçant les capacités du secteur public. La plupart de ces investissements seront axés sur les villes étant donné que ce sont les premières zones qui peuvent être sécurisées où la croissance peut avoir lieu et des services d'un meilleur niveau sont fournis.

Objectifs de développement du pays : Le Plan national de relèvement et de consolidation de la paix du Gouvernement (2017-2021) souligne l'importance de renforcer la stabilité macroéconomique et la bonne gouvernance (au titre du Pilier 2) ainsi que de promouvoir la relance économique et de stimuler les secteurs productifs (au titre du Pilier 3). Il est possible de concrétiser ce troisième pilier en investissant dans des secteurs économiques clés (agriculture, mines, foresterie) ainsi que dans le développement du secteur privé et l'emploi (y compris dans les services financiers).

Objectif du CPP 2.1. Améliorer la redevabilité du Gouvernement et renforcer les institutions pour une prestation de services efficace

Logique d'intervention : Selon l'EDSP, la dernière crise est le résultat d'une fragilité structurelle de longue durée alimentée par une gouvernance inadéquate du secteur public et des institutions clientélistes. Au fil du temps, la fragilité a fini par prendre un aspect cyclique dans lequel chaque crise non résolue renforce ses causes, jetant les bases de la crise suivante. En outre, le choc de la COVID-19 pourrait créer les conditions d'une crise macroéconomique majeure qui aggraverait l'effondrement de l'activité économique et pourrait empêcher un redressement plus rapide, avec des conséquences dévastatrices sur les niveaux de pauvreté. Avec le soutien des partenaires au développement et la coordination entre eux, le Gouvernement a mis en œuvre des réformes de la gestion des finances publiques au cours des dernières années pour améliorer la crédibilité du budget, décentraliser la chaîne des dépenses, améliorer la supervision des entreprises publiques, renforcer la fonction de trésorerie et améliorer la gouvernance des finances publiques. Malgré ces améliorations récentes, le système de GFP reste faible, l'administration publique est toujours très centralisée à Bangui et la gestion de la dette publique reste insuffisante, la RCA restant à risque élevé de surendettement. Il est encore possible d'améliorer davantage la GFP et la gouvernance du secteur public, ce qui est essentiel pour réduire le clientélisme, établir des politiques macroéconomiques saines, assurer la prestation de services de base et améliorer le contrat social conformément aux recommandations de l'ERR. Le renforcement des institutions soutiendra également l'objectif plus large d'un redressement résilient de la COVID-19.

Appui du GBM : Le GBM s'appuiera sur les récentes améliorations de la gouvernance du secteur public pour renforcer la GFP, les institutions et la prestation de services, y compris par la numérisation de l'administration publique et la gouvernance électronique. Il continuera à discuter de politique macroéconomique et budgétaire avec les autorités centrafricaines pour encourager l'adoption de politiques macroéconomiques saines. Il continuera à fournir des informations en temps réel sur la politique macroéconomique par le biais de la série de Notes de conjoncture économique de la RCA, des évaluations semestrielles des perspectives de la macro-pauvreté, de brèves notes d'orientation et des analyses complètes des dépenses macroéconomiques et sectorielles.

Indicateurs des objectifs du CPP	Indicateurs d'avancement supplémentaires	Programme du GBM
<p>12. Transparence des finances publiques (en référence aux indicateurs PEFA) Valeur de référence : 1 indicateur sur 6 obtient une note B ou supérieure (2010) Cible : 4 indicateurs sur 6 obtiennent une note B ou supérieure (2025) <i>NB : Le scénario de référence est basé sur le cadre PEFA 2011 et fait référence au Pilier II « Exhaustivité et transparence budgétaire » alors que l'objectif est basé sur le Pilier II du cadre PEFA 2016 « Transparence des finances publiques ».</i></p> <p>13. Numérisation de l'administration : Nombre de services numériques (internes et destinés aux citoyens) Valeur de référence : 0 (2020) Cible : Au moins 40 (2025)</p>	<p>Prévisibilité et contrôle de l'exécution budgétaire Valeur de référence : 1 indicateur global sur 8 obtient une note B ou plus (2010) Cible : 4 indicateurs agrégés sur 8 obtiennent une note B ou plus <i>NB : La valeur de référence est basée sur le cadre PEFA 2011 et fait référence au Pilier IV « Prévisibilité et contrôle de l'exécution budgétaire » tandis que la cible est basée sur le Pilier V du cadre PEFA 2016 « Prévisibilité et contrôle de l'exécution du budget ».</i></p> <p>Utilisation exclusive de SIMBA pour le cycle budgétaire complet (de la préparation au rapport annuel) Valeur de référence : Non (2020) Cible : Oui (2025)</p>	<p>Financement : En cours</p> <ul style="list-style-type: none"> - P160717 projet de Données nécessaires à la prise de décisions - P161730 Projet d'appui à la gestion des dépenses, des investissements publics et aux réformes - P173900 Financement supplémentaire du Programme de consolidation et de développement de l'inclinaison sociale <p>Financement : Indicatif</p> <ul style="list-style-type: none"> - P168474 Deuxième programme de consolidation et de développement de l'inclusion sociale - Projet de gouvernance numérique - Nouvelle série d'appuis budgétaires <p>ASA : En cours</p> <ul style="list-style-type: none"> - P171519 Note de conjoncture économique (annuelle) - Suivi économique et pauvreté pays (annuel) - Revue des dépenses publiques pour le développement humain (RDP) [indicatif]

<p>14. Pourcentage de fonctionnaires obtenant leurs salaires par technologie numérique Valeur de référence : 0 (2020) Cible : 50 pour cent (2025)</p> <p>15. Évaluation des risques fiscaux (gestion de la dette et transparence) Valeur de référence : 0 (2020) Cible : 1 (2025)</p>	<p>Adoption d'une stratégie de gestion de la dette Valeur de référence : Non (2020) Cible : Oui (2025)</p> <p>Indice d'adoption numérique du Gouvernement Valeur de référence : 0,10 (sur 1) (2016) Cible : 0,25 (sur 1) (2025)</p> <p>Adoption du cadre juridique essentiel pour la numérisation (législation sur les signatures numériques/transactions électroniques, la cybercriminalité, la confidentialité et la protection des données) Valeur de référence : 0 (2020) Cible : 3 (2025)</p> <p>Indicateur PEFA sur la comptabilité et les rapports Valeur de référence : 4 indicateurs sur 4 obtiennent la note D (2010) Cible : 2 indicateurs sur 4 obtiennent la note C ou plus (2025) <i>NB : La valeur de référence est basée sur le cadre PEFA 2011 et fait référence au Pilier V : "Rapports comptables et financiers" alors que la cible est basée sur le Pilier VI du cadre PEFA 2016 : "Comptabilité et rapports."</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Évaluation des entreprises publiques - Dépenses publiques et redevabilité financière (PEFA) - Salaire et réforme de la fonction publique - Évaluation de la performance de la gestion de la dette (DeMPA) (en suivi de l'appui budgétaire) - Justice et redevabilité des institutions
<p>Objectif du CPP 2.2. Améliorer la mobilisation des ressources interérieures pour des investissements adéquats pour mieux reconstruire</p>		
<p>Logique d'intervention : La RCA est très dépendante de l'aide étrangère, les dons de la communauté internationale représentant 55 pour cent des recettes publiques soit 7,6 pour cent du PIB en 2019. Bien que les recettes fiscales aient augmenté progressivement depuis 2013 et devraient atteindre 8,1 pour cent du PIB en 2018, elles restent insuffisantes pour répondre aux besoins croissants de la population, réduire la pauvreté et améliorer la prestation de services. Les recettes fiscales sont d'environ 4 pour cent du PIB inférieures au potentiel du pays et inférieures à leur niveau de 2012 en raison principalement de l'étroitesse de l'assiette fiscale, de l'inefficacité des administrations fiscales et de la grande taille d'un secteur informel actif qui reste en dehors des canaux fiscaux officiels. L'une des conséquences certaines de la COVID-19 sera la forte baisse des recettes fiscales. Malgré cette baisse, le Gouvernement doit maintenir la fourniture de biens et la prestation de services essentiels.</p> <p>Appui du GBM : Le programme du GBM se concentrera sur le renforcement de l'administration des recettes et l'amélioration de la MRI d'ici 2024. Les réformes politiques pendant la période du CPP soutiendront la numérisation des paiements d'impôts en vue d'augmenter les impôts sur les bénéfiques et les impôts fonciers, mettre à jour la législation sur les impôts fonciers et de rationaliser les exonérations fiscales à travers la révision de la charte de l'investissement. Le GBM contribuera au renforcement du recouvrement des recettes fiscales par le biais d'appuis budgétaires et contribuera également au renforcement de la MRI à travers le projet de gouvernance des ressources naturelles.</p>		
<p>Indicateurs des objectifs du CPP</p>	<p>Indicateurs d'avancement supplémentaires</p>	<p>Programme du GBM</p>
<p>16. Exonérations fiscales au secteur privé et exonérations exceptionnelles en pourcentage des recettes fiscales Valeur de référence : 3,4 pour cent (2018) Cible : 1,5 pour cent (2025)</p>	<p>Impôts sur les bénéfiques et impôts fonciers en pourcentage du PIB Valeur de référence : 2,1 pour cent (2018) Cible : 3,5 pour cent (2025)</p>	<p>Financement : En cours</p> <ul style="list-style-type: none"> - P161730 Projet d'appui à la gestion des dépenses, des investissements publics et aux réformes. - P161973 Projet de gouvernance des ressources naturelles

<p>17. Nombre d'entreprises remplissant et payant leurs déclarations fiscales par voie électronique Valeur de référence : 0 (2020) Cible : 50 pour cent (2025)</p>	<p>Recettes fiscales en pourcentage du PIB Valeur de référence : 7,6 pour cent (2019) Cible : 10 pour cent (2025)</p> <p>Système de gestion des données pour les taxes forestières mis en place et opérationnel Valeur de référence : 0 (2020) Cible : 1 (2025)</p> <p>Conformité à l'Initiative de transparence des industries extractives (ITIE) Valeur de référence : 0 (2020) Cible : 1 (2025)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - P173900 Financement supplémentaire du Programme de consolidation et de développement de l'inclinaison sociale <p>Financement : Indicatif</p> <ul style="list-style-type: none"> - P168474 Deuxième programme de consolidation et de développement de l'inclusion sociale - Projet de gouvernance numérique - Nouvelle série d'appuis budgétaires <p>ASA : En cours/indicatif</p> <ul style="list-style-type: none"> - Etude diagnostique du secteur privé pays (EDSPP) de l'IFC - Diagnostic de l'administration fiscale (TADAT) - Évaluation des entreprises publiques - Innovations en matière de conformité fiscale - Systèmes de paiement de Gouvernement à personnes (G2P)
<p>Objectif 2.3 du CPP. Améliorer l'environnement des affaires et soutenir la création d'emplois</p>		
<p>Logique d'intervention : La croissance économique durable et la création d'emplois en RCA ne sont possibles qu'à travers la croissance et l'investissement du secteur privé. Le développement du secteur privé de la RCA est essentiel pour soutenir les moyens de subsistance, assurer la réintégration des ex-combattants et atténuer la misère qui contribue aux épisodes périodiques de violence. Il est nécessaire d'intensifier les efforts pour renforcer les institutions qui assurent l'intermédiation de l'activité économique en RCA et permettent aux entreprises, aux entrepreneurs et aux investisseurs d'opérer. Des réformes économiques et un renforcement des capacités sont nécessaires pour réduire les risques d'investissement, réduire les coûts d'exploitation des entreprises et encourager le comportement entrepreneurial. Les entreprises de la RCA, en particulier les MPME informelles qui représentent 40 à 60 pour cent du PIB, ont besoin d'assistance technique, de financement, de services d'information et d'appui aux entreprises et d'un dialogue public-privé qui fonctionne bien pour accroître leur compétitivité, se développer et créer des emplois.</p> <p>Appui du GBM : L'Etude diagnostique du secteur privé pays (EDSPP) du GBM et une approche de Maximisation du financement du développement (MFD) appuieront le développement du secteur privé. La nature interdépendante des obstacles à la croissance du secteur privé et à la création d'emplois donne davantage de justification à la collaboration entre les Pôles d'expertise mondiaux de la Banque mondiale et l'IFC/la MIGA. Au cours de la période du CPP, un nouveau projet de développement du secteur privé renforçant la MFD aidera à créer un écosystème pour accroître les services à la disposition des MPME, des investisseurs et des entrepreneurs selon leurs besoins. Les interventions du GBM soutiendront également la révision de la loi sur les PPP, aideront à mettre en place des plateformes de DPP, amélioreront la charte d'investissement pour une plus grande cohérence avec les réglementations fiscales actuelles, amélioreront l'environnement réglementaire des services financiers numériques et permettront d'adopter de nouvelles lois régissant les droits fonciers. Les objectifs du CPP, qui sont également en cohérence avec les besoins immédiats du secteur privé pendant la crise du COVID-19 et les périodes de redressement, favoriseront le développement du secteur privé.</p>		
<p>Indicateurs des objectifs du CPP</p>	<p>Indicateurs d'avancement supplémentaires</p>	<p>Programme du GBM</p>
<p>18. Pourcentage de personnes accédant aux services financiers à l'aide des technologies numériques Valeur de référence : 2 pour cent (2019) Cible : 8 pour cent (2025)</p> <p>19. Plateforme de dialogue public-privé Valeur de référence : 0 (2020) Cible : 1 (2025)</p> <p>20. Emplois créés par les PME bénéficiaires - y compris dans les secteurs de l'agriculture et de la sylviculture (ventilés par sexe) Valeur de référence : 0 (2020) Cible : Plus de 30 000 - 50 pour cent des femmes (2025)</p>	<p>Cadre national d'investissement REDD + 2020-2025 adopté Référence : 0 (2020) Objectif : 1 (2025)</p> <p>Investissement privé directement mobilisé des activités de projet (co-investissements des PME, start-ups soutenues par le GBM, investissements facilités) Valeur de référence : 0 (2020) Cible : 20 millions USD (2025)</p>	<p>Financement : En cours</p> <ul style="list-style-type: none"> - P165855 Projet d'appui à la relance agricole et au développement de l'agrobusiness - P16885 Projet d'urgence de fourniture et d'accès à l'électricité - P162245 Projet d'amélioration des services d'eau et d'électricité - P161973 Projet de gouvernance des ressources naturelles - P156721 Préparation au REDD + (FF) - Projet de services de conseil de l'IFC en RCA IC-II (604087) <p>Financement : Indicatif</p> <ul style="list-style-type: none"> - P171723 Gestion intégrée des ressources naturelles dans la forêt de Ngotto et le parc national de Mbaere-Bodingue (FF)

<p>21. Nombre de procédures pour la création d'entreprise Valeur de référence : 10 (DB 2020) Cible : 6 (DB 2025 publié en 2025) <i>NB : Le nombre moyen de procédures est de 6 actuellement pour les 17 États membres de l'OHADA.</i></p>	<p>Ecart par rapport au score limite pour le lancement d'une entreprise Valeur de référence : 63,2 (DB 2020) Cible : 87 (DB 2025) <i>NB : Le score actuel du Cameroun, qui est classé 8^{ème} sur 17 États membres de l'OHADA, est de 87.</i></p> <p>Réduire le temps de lancement d'une entreprise Valeur de référence : 22 (DB 2020) Cible : 11 (DB 2025) <i>NB : Le score actuel du Mali, qui est classé 9^{ème} sur 17 États membres de l'OHADA, est de 11.</i></p> <p>Réduire les coûts de création d'une entreprise Valeur de référence : 127,8 Cible : 63,9 (DB 2025) <i>NB : 69,3 représente 50 pour cent des coûts d'enregistrement des entreprises.</i></p> <p>Investissement privé facilité Valeur de référence : 0 (2020) Cible : Au moins 50 000 000 USD (2025)</p>	<p>- Projet de développement du secteur privé</p> <p>ASA : En cours/indicatif</p> <ul style="list-style-type: none"> - EDSPP de l'IFC - Appui consultatif de l'IFC au secteur financier local et aux PME pour faire face aux conséquences de la COVID-19 - Projet de services de conseil de l'IFC en RCA IC-II (604087) - P170903 Conception de la prestation des services d'appui au secteur privé - Évaluation des entreprises publiques
---	---	--

Annexe 2 : Portefeuille de la RCA (à partir de la fin de l'AF20)

Portefeuille national

ID du projet	Titre du projet	Pôle d'expertise mondial chef de file	Prêt. Inst. Type	Date d'approbation de la Banque	Date de clôture	Engagements. total (en millions USD)	Engagements. IDA (M USD)	Engagements. Autres (M USD)	Solde Non déc. (M USD)	Amt cofinancement. (M USD)	Âge (mois)	FAIRE	IP	À risque?	Prob. Proj. ?
P152512	République centrafricaine - Projet LONDO	Social	FMP	30 juil 2015	30 juil 2024	95.00	95.00	0.00	68.76	0.00	58.6	S	S		
P160272	Projet de réintégration des ex-combattants	Social	FMP	13 avr 2017	31 déc 2020	30.00	30.00	0.00	17.80	0.00	38.2	MS	MS		
P160500	Projet de connectivité rurale de la RCA	Transport	FMP	30 juin 2017	30 déc 2022	45.00	45.00	0.00	22.52	0.00	35.6	S	S	Oui	
P160717	Données pour les décisions	Pauvreté et équité	FMP	31 mars 2017	31 mai 2022	10.00	10.00	0.00	7.21	0.49	38.6	MS	MS		
P161591	Projet d'appui aux communautés affectées par le déplacement	Protection sociale et emplois	FMP	16 mai 2017	30 juin 2021	28.00	28.00	0.00	4.03	0.00	37.1	MS	MS	Oui	
P161730	Projet d'appui à la gestion des dépenses, des investissements publics et aux réformes	Gouvernance	FMP	19 juin 2017	30 juin 2021	10.00	10.00	0.00	2.88	0.00	36.0	S	S	Oui	
P161973	Projet de gouvernance des ressources naturelles en RCA	Environnement, ressources naturelles et économie bleue	FMP	12 mars 2018	30 juin 2023	10.00	10.00	0.00	7.50	0.00	27.2	S	MS		
P162245	Projet d'amélioration des services d'eau et d'électricité	Eau	FMP	17 jan 2018	30 juin 2022	20.00	20.00	0.00	15.30	0.00	29.00	MS	MI	Oui	Oui
P164295	Projet d'urgence de soutien à l'éducation de base en République centrafricaine	Éducation	FMP	6 juin 2028	30 juin 2023	25.00	25.00	0.00	19.16	0.00	24.4	S	S		
P164885	Projet d'urgence de fourniture et d'accès à l'électricité de la RCA	Énergie & Industries extractives	FMP	28 fév 2019	28 fév 2024	65.00	65.00	0.00	61.57	0.00	15.6	MS	MS	Oui	
P164953	Projet d'appui et de renforcement du système de santé	Santé, nutrition et population	FMP	27 sep 2018	31 déc 2021	43.00	43.00	0.00	29.96	10.00	20.7	S	MS	Oui	
P165855	Projet d'appui à la agricole et au développement de l'agrobusiness (PRADAC)	Agriculture et aliments	FMP	17 mai 2019	30 mai 2024	25.00	25.00	0.00	20.77	0.00	13.1	S	MS		
P168035	Premier Programme de développement de la consolidation et de l'inclusion sociale	Gouvernance	AB	17 mai 2019	31 mai 2021	125.00	125.00	0.00	25.86	0.00	13.4				
P173832	Projet de préparation et de riposte à la COVID-19 de la RCA	Santé, nutrition et population	FMP	20 avr 2020	30 juin 2022	7.50	7.50	0.00	4.61	0.00	1.9				
P173900	Programme de développement de consolidation et d'inclusion sociale: Financement supplémentaire	Gouvernance	AB	10 juin 2020		25.00	0.00	25.00	0.00	0.00	0.3				
15	TOTAL					563.50	538.50	25.00	307.91	10.49	26.00			6	1

Portefeuille régional

ID du projet	Titre du projet	Pôle d'expertise mondial chef de file	Prêt. Inst. Type	Date d'approbation de la Banque	Date de clôture	Engagements. total (en millions USD)	Engagements. IDA (M USD)	Engagements. Autres (M USD)	Solde Non déc. (M USD)	Amt cofinancement. (M USD)	Âge (mois)	DO	IP	À risque?	Prob. Proj. ?
P079736	CEMAC - Facilitation du Transport en transit	Transport	FMP	26 juin 2007	30 juin 2020	216.00	216.00	0.00	47.83	0.00		MI	MI	Oui	Oui
P167817	Projet régional de renforcement des systèmes de surveillance des maladies (REDISSE) Phase IV	Santé, nutrition et population	FMP	1 oct 2019	31 juil 2024	15.00	15.00	0.00	15.00	0.00		S	S		
2	TOTAL					231.00	231.00	0.00	62.83	0.00				1	1

Annexe 3 : Allocation de soutien au redressement IDA19 pour la période AF21- AF23 – Proposition de cadre d'admissibilité et de suivi

1. **Suite à la signature d'un accord de paix ambitieux en février 2019, et à une forte baisse de la violence, la RCA se trouve à tournant décisif avant un cycle électoral qui commencera en décembre 2020.** L'Accord politique pour la paix et la réconciliation (APPR), signé par le Gouvernement et les 14 groupes armés officiellement reconnus, définit la feuille de route détaillée qui amènera la RCA vers la stabilité. La signature de l'APPR a été accompagnée d'une forte baisse des incidents et des décès liés au conflit. L'avancement dans la mise en œuvre de l'accord comportent de nombreux risques compte tenu de la nature complexe des conflits en RCA et de la fragilité inhérente au pays. Les prochaines élections présidentielles et générales, qui se tiendront avant avril 2021 et seront suivies des élections locales en 2022, constituent un test majeur pour la RCA. Si ces élections se tiennent comme prévu, elles portent la promesse de mettre le pays sur une trajectoire de gouvernance démocratique et de stabilité. Il y a cependant le risque que les élections ne se déroulent pas comme prévu, ce qui pourrait replonger la RCA dans le conflit et la violence et anéantir les acquis durement gagnés des cinq dernières années. Le soutien continu et solide des partenaires au développement, en particulier du GBM, est essentiel en ce moment.

2. **En 2015, la RCA a changé la trajectoire suivie par le pays vers la stabilité quand elle s'est engagée sur la voie d'une transition démocratique.** Après que deux guerres civiles particulièrement dévastatrices ont laissé le pays en ruine et la population traumatisée, une période de transition en 2015 a abouti à une nouvelle constitution et à des élections démocratiques en 2016, remportées par l'actuel président réformiste Faustin-Archange Touadéra. Un Gouvernement inclusif a été formé (avec la participation de membres de groupes armés au sein du Cabinet), et les principales institutions de pouvoirs et de contre-pouvoirs, telles que l'Assemblée nationale et la Cour constitutionnelle, ont commencé à jouer leurs rôles respectifs.

3. **La communauté internationale, avec le GBM jouant un rôle de premier plan, a reconnu l'opportunité de redressement pour la RCA et les investissements sont en train de porter des résultats rapides.** Dans le cadre d'un effort sans précédent des bailleurs en 2016 à Bruxelles, avec 2,2 milliards USD de promesses, un Plan national de développement a été adopté (le RCPCA) et les bailleurs ont déployé des ressources pour appuyer les priorités fixées par le pays : la promotion de la stabilité, un contrat social renouvelé et la relance économique. La RCA a eu accès au régime de soutien au redressement (RSR) de l'IDA au cours de la dernière année de l'IDA17 et tout au long de l'IDA18. Les ressources du RSR ont été utilisées pour remédier aux disparités spatiales et au manque de cohésion sociale à travers des investissements importants dans des projets de développement social et la reconstruction des secteurs de prestation de services de base qui ont été dévastés. Ces ressources ont également été utilisées pour soutenir des réformes fondamentales visant à lutter contre l'environnement de mauvaise gouvernance impulsé par les élites. Au cours de la période du RSR, le score CPIA du pays est passé de 2,4 en 2014 à 2,6 en 2018. Le FMI a conclu avec succès un programme de facilité élargie de crédit en 2019. Le Fonds a lancé un nouveau programme la même année et a décaissé une facilité de crédit rapide en avril 2020 (25 pour cent du quota). Les perspectives économiques à plus long terme de la RCA restent positives bien que sujettes à d'importants risques de détérioration qui dépendent d'une transition démocratique pacifique, d'une mise en œuvre soutenue de l'APPR et des impacts socioéconomiques du COVID-19.

4. **Une leçon tirée des dernières années dans le cadre du RSR de l'IDA18 est que le chemin qui mènera la RCA vers la stabilité et le développement durable n'est pas une ligne droite.** Le redressement du pays est un processus lent. Au cours des premières années du redressement, le pays n'a pas connu une

diminution mais plutôt une résurgence des violences. Les investissements massifs et les réformes prometteuses ont eu un impact beaucoup plus rapide sur Bangui que sur les zones reculées où les groupes armés ont continué à sévir. En conséquence, malgré les progrès de développement, les perspectives globales de la RCA en termes de fragilité en 2018 n'étaient pas particulièrement différentes de celles de 2016.

5. **Néanmoins, dans le cadre de l'Accord de paix, la fenêtre d'opportunité reste ouverte.** Selon les conclusions de l'Évaluation des risques et de la résilience (ERR) en 2018, le pays était confronté à deux risques majeurs : l'absence d'un processus de paix crédible et l'attention croissante portée par l'élite politique sur les prochains cycles électoraux. Aujourd'hui, cependant, à la mi-2020, un tel processus de paix existe. Bien qu'il ait ses défis, il bénéficie du soutien total de la communauté internationale et a contribué à réduire la violence liée aux conflits. En effet, les partis politiques se tournent de plus en plus vers les élections qui doivent s'achever d'ici avril 2021. Certains acteurs politiques préconisent de ne pas organiser d'élections, ce qui mettrait fin au processus de paix.

6. **Il n'y a qu'une seule voie à suivre pour la RCA : saisir les opportunités de ce moment décisif et continuer d'avancer dans le chemin du redressement et de la stabilité, avec un engagement immédiat et sans faille de la communauté internationale.** En ce moment critique, la RCA a plus que jamais besoin d'un soutien solide. L'ONU a donné l'exemple en élargissant le mandat de la MINUSCA pour inclure la mise en œuvre de l'accord de paix et l'organisation des élections. La commission pour la consolidation de la paix des Nations Unies a intensifié son engagement à l'approche des élections. Une troïka de haut niveau composé de l'UE, des Nations unies et de l'UA guide et fait un suivi attentif du processus de paix. Les acteurs du développement – y compris le GBM, doivent maintenir leur effort à un niveau important.

7. **Pour soutenir le pays en ces moments critiques de son redressement, la RCA cherchera à accéder à l'allocation de soutien au redressement (ASR) de l'IDA19.** L'Accord de paix, qui ouvre la voie vers la paix, la sécurité, l'inclusion, la justice et le développement pour le pays, combiné aux prochaines élections générales et locales, qui peuvent cimenter l'architecture de gouvernance démocratique et décentralisée du pays, présente les éléments d'un redressement continu. Pour assurer une synergie totale entre l'ASR et les orientations stratégiques à moyen terme du GBM pour la RCA, la note d'admissibilité à l'ASR est intégrée au cadre de partenariat-pays (CPP). Le Tableau 7 présente les critères d'admissibilité de la RCA à l'ASR.

Tableau 7 : Critères d'admissibilité à l'allocation de soutien au redressement

Critères d'admissibilité à l'ASR	Contexte de l'admissibilité
i. CPIA < 3,0 ou une période de désengagement	<ul style="list-style-type: none"> La RCA a un CPIA de 2,6 (2018) qui reflète une amélioration graduelle mais constante par rapport au CPIA de 2,4 en 2016. Les élections démocratiques générales à la fin de 2015 ainsi qu'un appui fort des bailleurs, y compris le Forum des bailleurs de Bruxelles en Novembre 2016, le RSR de l'IDA18 et la Facilité élargie de crédit du FMI, ont soutenu la mise en œuvre résolue de réformes structurelles conduisant à une amélioration des politiques et institutions en RCA.
ii. Le Gouvernement a mis en place une stratégie ou un plan acceptable pour l'IDA qui décrit les mesures concrètes que le	<ul style="list-style-type: none"> Le Plan national de développement (RCPCA) détaille les priorités de développement du pays, et l'Accord de paix

<p>pays prendra pour mettre en œuvre un programme de réforme qui peut accélérer sa transition hors de la fragilité et renforcer la résilience, et les étapes correspondantes que le Gouvernement s'engage à réaliser avec l'appui de l'ASR.</p>	<p>(APPR) énonce le programme du pays vers une stabilité sur le long terme.</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'Accord politique pour la paix et la réconciliation (APPR) a été signé en février 2019 entre le Gouvernement et les 14 groupes armés officiellement reconnus. L'accord est fondé sur le principe de la cooptation et contient la vision du pays pour une RCA qui parvient à la paix, la justice, la sécurité, la cohésion sociale et le développement. Le plan contient les engagements du Gouvernement et ainsi que des 14 groupes armés qui l'ont signé. L'UA et la CEEAC sont les garants de l'Accord, tandis que la MINUSCA joue le rôle de facilitateur. Un mécanisme de gouvernance, qui rassemble le Gouvernement et les groupes armés, est responsable du suivi des progrès réalisés. Une troïka de haut niveau (UA, UE, ONU) sert de mécanisme de suivi externe. • Le Plan national de relèvement et de consolidation de la paix (RCPCA) est le Plan national de développement du Gouvernement. Il a été élaboré en 2016 et, après la signature de l'APPR, le plan a été prolongé jusqu'en 2023. Les éléments de développement de l'APPR s'inspirent du RCPCA. Le RCPCA est ancré sur trois piliers : (i) renforcer la paix, la sécurité et la réconciliation ; (ii) renouveler le contrat social entre l'Etat et les citoyens, et (iii) promouvoir la relance économique et stimuler les secteurs productifs. Un élément transversal est axé sur le renouveau des institutions gouvernementales. Le RCPCA oriente toutes les interventions des partenaires au développement à travers son mécanisme de coordination et son secrétariat, financé par la Banque mondiale.
<p>iii. Un CPP qui plaide de manière convaincante en faveur du soutien du GBM au programme de réforme du Gouvernement</p>	<ul style="list-style-type: none"> • L'admissibilité de la RCA à l'ASR de l'IDA19 est intégrée dans le CPP de l'AF21-AF25. • Ce CPP est le premier fruit de l'engagement avec le pays depuis le CEN de juillet 2015, et s'inspire de l'EDSP, de l'ERR, d'une analyse du développement spatial ainsi que de l'EDSPP et de l'Évaluation de l'économie numérique pays (EENP). Il est en pleine cohérence à la RCPCA et soutient stratégiquement l'APPR. • L'Axe du capital humain et la connectivité pour stimuler la stabilité, la résilience et l'inclusion apporte un appui direct au processus de paix (par exemple, à travers le DDDR et l'appui aux personnes déplacées à l'intérieur du pays) ; apporte une réponse aux griefs de longue date de la population (à travers des projets d'approvisionnement en eau, d'énergie, de routes, d'éducation et de santé) ; et aborde explicitement la cohésion sociale (à travers le développement social). • L'Axe de la gestion économique et l'amélioration de la gouvernance pour stimuler la croissance lancera les réformes essentielles qui améliorent l'environnement de gouvernance dans le pays, tout en augmentant la

	<p>mobilisation de ses ressources propres. Cela permettra au Gouvernement de s'engager dans des investissements propres qui renforceront le contrat social, qui est essentiel à la stabilité. De plus, les améliorations apportées à l'environnement du secteur privé visent à créer des emplois et à stimuler les secteurs productifs à fort potentiel, répondant ainsi griefs importants rencontrés au sein de la population.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le CPP s'appuie sur le travail du GBM en RCA, où les opérations en cours et les travaux d'analyse contribuent à soutenir les moyens de subsistance et le développement humain, la prestation de services, l'amélioration de la gouvernance et la relance des secteurs économiques clés.
--	---

Suivi

8. **Le redressement en cours de la RCA ne suivra pas une ligne droite ; les poussées de violences et autres revers sont inévitables.** Si ce processus est naturellement lent, compte tenu des caractéristiques du conflit et du pays, un objectif clair est en vue : l'achèvement en 2022 de deux cycles électoraux, dans le cadre d'un accord de paix qui se veut durable. Pour faire la jonction avec cette période d'événements marquants, cette demande d'ASR est pour une période de trois ans, couvrant les AF 2021 à 2023 (coïncidant avec l'IDA19).

9. **Les progrès réalisés dans le cadre de cette ASR exceptionnelle seront mesurés par rapport à des jalons ambitieux qui définissent la voie à suivre vers l'achèvement du redressement de la RCA, et ce suivant un processus de revue annuelle.** Ce cadre de suivi (Tableau 8) se veut être un document évolutif. Au fur et à mesure que la situation en RCA évolue, de nouveaux jalons clés peuvent être ajoutés (ou les jalons existants peuvent être affinés) dans le cadre du processus de revue annuelle et à mesure que des événements et des réalisations importants émergent au cours du redressement du pays. L'Unité de gestion pays continuera à travailler en étroite collaboration avec les homologues gouvernementaux, avec les agences des Nations Unies, en particulier la MINUSCA, et avec les bailleurs bilatéraux pour tirer parti des groupes de coordination existants pour évaluer les évolutions de la situation en RCA.

10. **La plupart des indicateurs et des jalons clés du tableau 8 ci-dessous sont directement liés aux deux processus qui marquent ce point tournant – l'accord de paix APPR et les cycles électoraux.** Une étape majeure à franchir sera les élections générales et présidentielles qui doivent être réalisées avant avril 2021, ainsi que la formation d'un nouveau Gouvernement. Si les élections ne se déroulent pas conformément à la Constitution, comme l'a statué la Cour constitutionnelle, la RCA ne fera pas de demande pour le maintien de son admissibilité à l'ASR. Si des élections ont lieu et qu'un Gouvernement est opérationnel, deux années supplémentaires d'accès aux ressources de l'ASR permettront à la RCA d'accélérer la concrétisation des dividendes de la paix et de consolider la stabilité du pays. À la fin de l'AF23, la RCA aura eu accès à un total de sept ans de ressources combinées du RSR et de l'ASR, date à laquelle le pays passera au système d'allocation basé sur la performance de l'IDA.

11. **La valeur des ressources de l'ASR de l'IDA19 se manifestera à différents niveaux.** Premièrement, en adoptant l'idée que des progrès tangibles vers la paix et la gouvernance démocratique sont essentiels pour obtenir un accès continu aux ressources pour le redressement, le Gouvernement envoie un signal sans équivoque de son engagement – non seulement à la communauté internationale mais aussi à toutes les parties prenantes dans le pays. Deuxièmement, les ressources de l'ASR seront utilisées directement

pour lutter contre les facteurs de fragilité profondément enracinés (voir Tableau 8). Alors que les populations du pays croient et voient que les groupes armés se démobilisent, que les services de base s'améliorent, que les chaînes de valeur traditionnelles sont rétablies, que l'État accroît sa présence et sa capacité à mener ses propres investissements, que les opportunités d'emploi augmentent, que les citoyens peuvent se faire et que les structures politiques locales deviennent fonctionnelles, les opportunités et les dividendes de la paix offriront un terrain fertile pour que la stabilité prenne racine. L'opportunité de s'engager dans ce cercle vertueux est ce que le pays souhaite et ce que l'ASR de l'IDA apporte. Enfin, les risques associés au scénario où les ressources ASR ne sont pas octroyées ne doivent pas être sous-estimés. En cette période politique de grand espoir mais de grande fragilité politique, tout signe de baisse du soutien donnerait des armes aux acteurs, dont certains sont très influents, qui ne veulent pas s'engager sur la voie de la gouvernance démocratique et de la stabilité. Il ne serait pas non plus compris par des partenaires internationaux tels que la MINUSCA, qui a récemment élargi son mandat, ou l'UE, qui espère continuer à investir à des niveaux similaires comme elle l'a fait ces dernières années.

12. Les jalons clés ont trait aux facteurs sous-jacents de la fragilité et aux opportunités connexes offertes par cette fenêtre de redressement.

- a. *La réalisation des jalons clés liés à l'objectif stratégique d'une gouvernance et des institutions démocratiques complètes, aux niveaux national et local, renforcera la légitimité de l'État, réduira la concentration du pouvoir entre les mains de l'élite, répondra aux griefs causés par les disparités régionales, et ce à condition que les chefs des groupes armés acceptent la transition de la violence à la scène politique locale, réduisent la violence et améliorent éventuellement la gestion des ressources naturelles.*
- b. *La réalisation des jalons clés liés à l'amélioration de la situation sécuritaire pour une plus grande stabilité, la présence de l'État et la gestion des ressources naturelles, réduira progressivement l'état d'insécurité et les cycles de violence, améliorera la gestion des ressources naturelles, renforcera la cohésion sociale et augmentera la confiance dans l'Etat.*
- c. *La réalisation des jalons clés liés aux efforts pour la création d'un environnement socioéconomique plus stable et résilient améliorera la légitimité de l'État, réduira le pouvoir entre les mains de l'élite politique et créera un environnement dans lequel il sera possible d'apporter une réponse aux griefs relatifs à la prestation de services.*

13. Si les des jalons clés ne découlent pas du programme du GBM en soi, certaines sont soutenues par les interventions du GBM. Le processus de décentralisation est soutenu par l'ASA sur la décentralisation, qui a déjà joué un rôle fondamental dans l'élaboration de la loi sur les collectivités territoriales. Dans le cadre de l'ASA, le GBM entreprend un exercice de chiffrage de décentralisation pour garantir une approche financièrement responsable. A travers le projet PREC, il apporte un appui important au processus DDRR, en finançant l'Unité Exécutive du Programme National du DDRR (UENDPRR), qui sert d'unité de mise en œuvre du Gouvernement pour le processus DDRR ; en finançant la réintégration socioéconomique des ex-combattants ; et en participant à tous les niveaux dans le mécanisme de gouvernance DDRR. Le redéploiement des fonctionnaires est soutenu par le programme d'appui budgétaire en cours du CPISD et sera soutenu davantage par de nouvelles opérations d'appui budgétaire et le projet de gouvernance numérique. La révision du code minier est appuyée par une assistance technique dans le cadre du projet PGRN. Il est au cœur de l'APPR et vise à remédier à la mauvaise gestion généralisée des ressources dans le secteur minier. La présence effective de fonctionnaires dans les zones sécurisées est soutenue par l'opération d'appui budgétaire du CPISD, tandis que le jalon clé relatif au prêt concessionnel fait partie des APP de la PFDD. Plus généralement, le GBM fait partie des mécanismes de gouvernance conjoints Gouvernement-partenaires qui ont été mis en place pour faire le suivi des réformes et processus qui sont essentiels à la voie empruntée par la RCA vers la stabilité.

14. **Les jalons clés qui n'ont été que partiellement atteints dans le cadre du précédent programme RSR continueront de faire l'objet de suivi dans le cadre de l'ASR.** Cela s'applique aux jalons clés liés au programme DDDR, à la réduction de la violence et à l'apurement des arriérés intérieurs.

Tableau 8 : Cadre de suivi de l'allocation de soutien au redressement de l'IDA 19⁵⁸

Objectif stratégique	Indicateur / Étapes clés	Période	Source	Commentaires
Mettre en place une gouvernance et des institutions pleinement démocratiques, aux niveaux national et local	Des élections générales et présidentielles sont organisées dans les délais fixés par la Constitution.	AF 2021	Commission électorale	Engagement dans l'APPR (article 20). Investiture du nouveau président avant le 31 mars 2021, à moins que la Cour constitutionnelle n'émette un avis de report. Le jalon clé le plus critique qui déterminera l'admissibilité à l'ASR. Le processus électoral est régi par un mécanisme de gouvernance inclusif (Gouvernement, opposition, partenaires, société civile). Financé par le fonds commun géré par le PNUD.
	Le Gouvernement est formé après les élections générales.	AF 2022	Gouvernement	Le nouveau Gouvernement est officiellement investi et est fonctionnel. Jalons clés critiques pour déterminer l'admissibilité à l'ASR.
	Adoption de la partie 2 de la loi sur la décentralisation	AF 2022	Assemblée nationale	Engagement dans l'APPR (article 4b). La loi sur l'administration territoriale (partie 1) a été adoptée par l'Assemblée nationale le 26 février 2020. La partie 2 définira les districts administratifs. Appuyer par le projet ASA de la Banque mondiale sur la décentralisation.
	Des élections locales ont lieu et des organes de gouvernance locaux élus sont opérationnels.	AF 2022	Gouvernement	Engagement dans l'APPR (article 20). Prévu durant l'AF 2022 pour les élections locales. Les organes de gouvernance locale en place pourraient rester en place jusqu'à la fin de l'AF 2023. Le processus électoral est régi par un mécanisme de gouvernance inclusif (Gouvernement, opposition, partenaires, société civile). Financé par le fonds commun géré par le PNUD.
Améliorer la situation sécuritaire pour une plus grande	Réduction de 25 pour cent par an des décès de civils liés aux conflits			Découlant de l'APPR (article 5b). Selon le département des droits de l'homme de la MINUSCA. N'est pas sous le contrôle du Gouvernement. Indique l'intensité du conflit indépendamment des actions formelles

⁵⁸ Le jalon clé qui n'est pas sous le contrôle du Gouvernement (baisse de la violence) est marqué en gris et son suivi ne servira qu'à éclairer l'évaluation globale des progrès. Pour les jalons clés liés au DDDR, qui sont partiellement sous le contrôle du Gouvernement, pour l'évaluation annuelle des progrès, la contribution du Gouvernement sera mise en évidence séparément.

stabilité, présence de l'État et gestion des ressources				entreprises par le Gouvernement. Poursuite du jalon clé du RSR sur les conflits civils.
	Désarmement et démobilisation de 5 000 ex-combattants	AF 2023	UEPNDDRR ⁵⁹	Découlant de l'APPR, qui contient plusieurs engagements pour mettre en œuvre la DDRR. Le nombre de 5 000 ex-combattants est basé sur des estimations du nombre total de combattants dans la stratégie nationale DDRR. Objectif à modifier si de nouvelles estimations révèlent des chiffres différents. Appuyé par la CEEAC. Régi par le Comité stratégique pour le programme national DDRR. Poursuite du jalon clé du RSR sur la démobilisation. Seulement en partie sous contrôle du Gouvernement.
	Réintégration socioéconomique achevée pour 5 000 ex-combattants, y compris dans le Nord-est	AF 2023	UEPNDDRR	Découlant de l'APPR, qui contient plusieurs engagements pour mettre en œuvre la DDRR. Le nombre de 5 000 ex-combattants est basé sur des estimations du nombre total de combattants dans la stratégie nationale DDRR. Objectif à modifier si de nouvelles estimations révèlent des chiffres différents. Appuyé par le projet PREC de la Banque Mondiale. Régi par le Comité stratégique pour le programme national DDRR. Poursuite du jalon clé du RSR sur la démobilisation. Seulement en partie sous contrôle du Gouvernement.
	Toutes les USMS sont déployées	AF 2022	UEPNDDRR	Engagement dans l'APPR (article 16). L'USMS a été déployée dans l'Ouest. Deux autres seront déployées à l'est. Soutenu par l'UE, l'UA et la MINUSCA. Régi par le Comité stratégique pour le programme national DDRR. Seulement en partie sous contrôle du Gouvernement.
	Redéploiement des fonctionnaires et des forces nationales de sécurité (FACA) sur le territoire – augmentation de 25 pour cent par an	AF 2023	APPR	Découlant de l'APPR (article 4c). Les progrès seront mesurés chaque année. Redéploiement des fonctionnaires appuyé par tous les partenaires au développement à travers différents projets. Redéploiement des forces de sécurité appuyé par la MINUSCA.
	La Commission vérité, justice et réconciliation est opérationnelle	AF 2021	Gouvernement	Engagement dans l'APPR (articles 4s, 9, 10, 11). La commission a été créée par la loi le 27 février 2020. Sera évalué sur la base de la sélection formelle des membres, suivie du

⁵⁹ L'UEPNDDRR est l'unité nationale de gestion responsable de la mise en œuvre du DDRR. Elle est en grande partie financée par le projet PREC du GBM.

				démarrage officiel des activités de la commission. Appuyé par la MINUSCA et l'UE.
	Présentation du nouveau code minier à l'Assemblée nationale	AF 2021	Gouvernement	Découlant de l'APPR (article 4I). Le code minier révisé devrait tenir compte des meilleures pratiques internationales en matière environnementale, sociale et fiscale et remédier à la mauvaise gestion des ressources dans le secteur. Appuyé par le projet PGRN de la Banque mondiale et la BAD.
Œuvrer pour un environnement socioéconomique plus stable et résilient	Taux de présence effective (en pourcentage) des fonctionnaires et agents de l'Etat dans les zones sécurisées : 80 pour cent	AF 2022	Gouvernement	Mener un suivi de la présence effective des fonctionnaires et rétablir la présence de l'État dans les provinces et améliorer la légitimité de l'État, réduire l'absentéisme et améliorer la prestation de services, en particulier dans les secteurs de la santé, de l'éducation et de la justice.
	Prêts concessionnels limités à 5 pour cent du PIB	Exercice 2023	Gouvernement	Fait l'objet de suivi dans le cadre de la FCR du FMI et de la PFDD. Les progrès seront mesurés chaque année. La condition du FMI concernant le plafond de la dette est que les emprunts concessionnels ne dépassent pas 5 pour cent du PIB sur la période de programme du FMI (2019-2022) pour éviter de compromettre la viabilité budgétaire. Le programme FEC définit les prêts concessionnels comme un financement comportant un élément don d'au moins 35 pour cent. Cette condition n'inclut pas de limite sur les emprunts non concessionnels. Cependant, dans le cadre du programme FEC et conformément à la conclusion de l'AVD DSA conjointe de la Banque mondiale / du FMI, le Gouvernement s'engage à ne pas contracter, ni à garantir des prêts non concessionnels.
	Réduire les arriérés intérieurs grâce à l'adoption et à la mise en œuvre d'un plan d'apurement des arriérés intérieurs	AF 2021	Gouvernement	Un plan d'apurement des arriérés intérieurs a été adopté dans le cadre du programme du FMI et les autorités ont consacré des efforts à l'apurement des arriérés. Les critères de réalisation pour l'apurement des arriérés n'ont pas encore été remplis, mais les autorités se sont engagées à poursuivre l'apurement des arriérés intérieurs. Poursuite du jalon clé RSR de l'IDA18.

Ajustement du portefeuille

15. **Alors que la RCA accédera aux ressources de redressement de l'IDA19, le programme proposé sera calibré pour s'attaquer directement aux facteurs de fragilité.** Cela ne se manifeste pas seulement dans la *teneur* du programme du GBM, tel que décrit ci-dessus et dans le Tableau 9, mais aussi dans les *modalités*. Par exemple, les approches communautaires et la participation des citoyens seront au cœur de l'approche des programmes qui soutiennent directement la cohésion sociale et visent à réduire la violence, à améliorer la prestation de services et à restaurer les chaînes de valeur traditionnelles. Les infrastructures communautaires à réhabiliter sont choisies par les communautés et réalisées par les membres de ces communautés à travers des programmes d'emploi temporaire qui favorisent la cohésion sociale. Une plateforme de DPP fonctionnant bien sera mise en place pour remédier à la profonde méfiance entre le Gouvernement et le secteur privé et compenser le manque d'institutions légitimes tout en promouvant le développement d'un secteur privé sensible aux conflits. Les interventions du GBM renforceront également la transparence des finances publiques, la redevabilité et la décentralisation, des éléments essentiels pour réduire la capture par les élites, renforcer la cohésion sociale et établir une paix et une stabilisation durables. Les programmes miniers et forestiers investiront dans des plans de développement local. Là où le Gouvernement est incapable de fournir des services, le GBM investira non seulement dans la capacité du Gouvernement à le faire à l'avenir, mais assurera la prestation de ces services à travers une collaboration renforcée avec les agences des Nations Unies et d'autres partenaires (par exemple, pour la fourniture de transferts monétaires). Les investissements dans la gouvernance se concentreront sur la génération d'avantages pour les citoyens à travers une prise de décision décentralisée et des services s'appuyant sur l'informatique.

Tableau 9 : Calibrage du portefeuille d'allocation de soutien de redressement – Activités clés

Facteurs de fragilité	Activités clés	Prêt / ASA indicatifs
<p>Un manque de cohésion sociale à tous les niveaux de la société qui permet aux auteurs de violence de capitaliser les griefs locaux</p>	<p>Promouvoir des compétences essentielles et des comportements à grande échelle qui sauvent et améliorent la vie et autonomisent les femmes et les filles pour les permettre de faire de meilleurs choix de vie, ainsi que de réduire les taux de fécondité par l'augmentation du nombre de femmes utilisant des méthodes de contraceptions modernes. S'appuyer sur les plateformes communautaires pour encourager les interventions basées sur les besoins des bénéficiaires qui amélioreront l'accès à l'éducation de base, aux services de santé et de santé de la reproduction pour les femmes et les filles.</p> <p>Apporter la base analytique d'une stratégie de recrutement ambitieuse et financièrement responsable pour augmenter la présence du personnel enseignant et des agents de santé sur l'ensemble du territoire (améliorer la qualité des services fournis et renforcer la légitimité de l'État).</p>	<p>Domaines d'intervention 1 et 2 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Projet sur le capital humain en RCA • Deuxième programme de développement axé sur la consolidation et l'inclusion sociale • Revue des dépenses pour le développement humain (RDP) – Santé et éducation
	<p>Améliorer l'accès à l'éducation pour les enfants vulnérables, y compris les filles, les enfants en situation de handicap et les enfants des populations déplacées à l'intérieur du pays. Améliorer la qualité de l'éducation en mobilisant les membres de la communauté pour mener des activités de construction d'écoles. Améliorer l'efficacité des enseignants en formant des enseignants communautaires pour promouvoir la cohésion sociale et la consolidation de la paix et réduire les inégalités territoriales.</p>	<p>Axe 1 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Projet d'appui d'urgence à l'éducation de base (PUSEB) • Projet d'appui au secteur de l'éducation (PME)
	<p>Améliorer les indicateurs de santé en augmentant le nombre d'accouchements avec assistance de personnel qualifié et la couverture vaccinale de base des enfants. Le projet santé est l'outil utilisé par le Gouvernement pour intégrer le financement basé sur les résultats dans le secteur de la santé, en mettant l'accent sur l'amélioration des services de santé de la mère et de l'enfant</p>	<p>Axe 1 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Projet d'appui et de renforcement du système de santé (SENI)
	<p>Réhabiliter rapidement les infrastructures clés et se procurer de toute urgence les fournitures médicales nécessaires. Financer le système gouvernemental pour la détection des cas et la recherche des contacts, renforcer le système national de surveillance sanitaire fondé sur les événements et développer, évaluer et approuver le plan national de préparation et d'intervention en cas d'urgence de santé publique pour accroître la capacité de détection et de riposte aux futures épidémies</p>	<p>Axe 1 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Projet d'urgence COVID-19 • Projet d'amélioration du système régional de surveillance des maladies IV (REDISSE IV)
	<p>Construire les bases d'un système de protection sociale à travers (i) un programme de filet de sécurité sociale utilisant des paiements mobiles pour les personnes pauvres et vulnérables telles que les personnes déplacées, les réfugiés de retour et les familles dans les zones d'accueil, et (ii) l'obligation d'utiliser un questionnaire harmonisé pour collecter des données sur l'aide sociale et les programmes humanitaires par le biais de l'Unité interministérielle en charge du programme de filet de sécurité sociale</p>	<p>Domaines d'intervention 1 et 2 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Projet d'appui aux communautés affectées les déplacements (PACAD) • Deuxième programme de développement axé sur la consolidation et l'inclusion sociale • Évaluation de l'économie numérique pays • Suivi économique et de la pauvreté dans le pays
	<p>Soutenir des plans de développement du secteur privé (PSD) sensibles aux conflits et pérennes à travers (i) la mise en place d'une plateforme de dialogue public-privé qui fonctionne bien, (ii) l'investissement dans des infrastructures critiques telles que l'électricité, les routes, les télécommunications, pour résoudre le problème de méfiance profonde entre le Gouvernement et le secteur privé, tout en compensant le manque de légitimité de l'État</p>	<p>Axe 2 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Projet de développement du secteur privé • Note de conjoncture économique
	<p>Promouvoir la confiance en renforçant les fonctions gouvernementales de base, notamment par la mobilisation des ressources, une meilleure gestion des dépenses publiques et des ressources humaines, ainsi que la transparence et la responsabilité des finances publiques – qui constituent toutes des conditions préalables à une prestation de services efficace.</p>	<p>Axe 2 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nouvelle série d'appuis budgétaires • Projet de gouvernance numérique • Dépenses publiques et redevabilité financière (PEFA)
	<p>Renforcer la cohésion sociale et la prestation de services en réduisant les privilèges fiscaux de l'élite, en limitant la corruption, en renforçant l'équité du système fiscal et en améliorant la fiscalité des ressources naturelles.</p>	<p>Axe 2 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nouvelle série d'appuis budgétaires

Facteurs de fragilité	Activités clés	Prêt / ASA indicatifs
	Promouvoir les infrastructures de production gérées par la communauté pour renforcer la cohésion sociale et aider les petits exploitants agricoles à avoir un meilleur accès aux infrastructures de production et à augmenter leur productivité et leur production agricole, y compris la production agro-pastorale et de la pêche en fonction des demandes spécifiques des communautés.	<ul style="list-style-type: none"> Projet de gouvernance numérique Suivi économique et de la pauvreté dans le pays Axe 2 : <ul style="list-style-type: none"> Projet d'appui à la relance agricole et au développement de l'agrobusiness
Un état d'insécurité qui dure depuis longtemps alimenté par un système régional de conflit et l'échec des processus passés de réforme du secteur de la sécurité (RSS) et le désarmement, démobilisation et réintégration (DDR)	Soutenir l'offre d'emploi temporaire à grande échelle et les petits travaux d'infrastructures fixés par la communauté pour renforcer la cohésion sociale et soutenir la croissance des revenus (à travers une approche participative et un processus d'engagement citoyen), y compris la riposte à la COVID-19 (production de masse de 10 millions de masques artisanaux, création de 180 000 personne-jours d'emploi temporaire).	Axe 1 : <ul style="list-style-type: none"> Projet LONDO
	Promouvoir la réintégration des personnes déplacées à l'intérieur du pays en fournissant de l'argent aux communautés d'accueil et des améliorations des petites infrastructures identifiées grâce à des approches participatives	Axe 1 : <ul style="list-style-type: none"> Projet d'appui aux communautés affectées par les déplacements (PACAD)
	Promouvoir la réintégration économique de plus de 4 000 ex-combattants pour contribuer à la dissolution des groupes armés	Axe 1 : <ul style="list-style-type: none"> Projet de réintégration des ex-combattants
Disparités sociales et régionales entre Bangui et la périphérie et entre l'Est et le reste du pays, qui ont créé des griefs, favorisé une perception d'inégalité et de manque d'inclusion, et contribué à l'émergence de groupes armés	Atteindre une capacité de production d'énergie renouvelable de 80 MW, notamment en ajoutant 25 MW d'énergie solaire (avec capacité de stockage) à Bangui et en créant une capacité de 15 MW supplémentaires à Bangui (grâce à la participation du secteur privé, avec le soutien de l'IFC). Augmenter la capacité de production d'eau à Bangui, Bambari et Berberati. Améliorer la gestion de la compagnie nationale d'électricité (Enerca) et du service de l'eau (Sodeca) et aider le Gouvernement à développer une stratégie énergétique nationale plus large, incluant la résilience climatique.	Domaines d'intervention 1 et 2 : <ul style="list-style-type: none"> Projet d'amélioration des services d'eau et d'électricité (PASEEL) Projet d'urgence de fourniture et d'accès à l'électricité (PURACEL) ASA programmatique sur le secteur de l'énergie Programme d'évaluation du secteur des infrastructures
	Améliorer la connectivité dans les zones rurales et urbaines grâce à la construction et à un meilleur accès à 1 250 km de routes praticables en tout temps et toute saison. Assurer une connectivité toute l'année dans le Nord-est (actuellement isolé pendant la saison des pluies) et ouvrir un couloir commercial compétitif vers Port Soudan.	Axe 1 : <ul style="list-style-type: none"> Projet de connectivité rurale
	Finir le revêtement de la route Douala-Bangui au Nord-Ouest Construire des routes pour améliorer la connectivité avec le lac Tchad au nord et la RDC au sud, créant ainsi de nouvelles opportunités pour le commerce et les échanges.	Axe 1 : <ul style="list-style-type: none"> CEMAC – Facilitation du transport en transit Projet d'intégration régionale RCA-RDC pour la connectivité
	Améliorer la connectivité, la mobilité et l'accès aux marchés locaux et aux services agro-logistiques associés	Domaines d'intervention 1 et 2 : <ul style="list-style-type: none"> Projet d'appui à la relance agricole et au développement de l'agrobusiness
	Soutenir le redéploiement des fonctionnaires sur tout le territoire national à travers le paiement mobile des salaires, assurant ainsi la continuité de la prestation de services tout en réduisant l'absentéisme des fonctionnaires.	Axe 2 : <ul style="list-style-type: none"> Deuxième programme de développement axé sur la consolidation et l'inclusion sociale Projet de gouvernance numérique Évaluation de l'économie numérique pays
	Développer des moyens de subsistance durables dans les secteurs minier et forestier, améliorer la gouvernance et renforcer les capacités dans les secteurs forestier et minier et soutenir le développement socioéconomique des communautés forestières	Axe 2 : <ul style="list-style-type: none"> Projet de gouvernance des ressources naturelles

Facteurs de fragilité	Activités clés	Prêt / ASA indicatifs
	Renforcer la capacité de l'Institut Centrafricain des Statistiques et des Etudes Economiques et Sociales (ICASEES) à produire des données pour éclairer les actions politiques sur la pauvreté, les inégalités, le développement local et les indicateurs socioéconomiques	Axe 2 : • Données pour la prise de décision
Cycle de violence et de traumatisme et population en détresse dans un environnement de violence et d'impunité	Soutenir le processus de décentralisation en RCA de manière pacifique et efficace.	Axe 1 : • ASA sur la restauration de la présence de l'État et la de gouvernance locale en RCA
	Éclairer les futures interventions sur l'état de droit et les failles du système judiciaire	Axe 2 : • Justice et redevabilité des institutions
	Soutenir les moyens de subsistance, assurer la réintégration des ex-combattants et réduire les vulnérabilités en créant un écosystème pour stimuler le développement du secteur privé, augmenter les services à la disposition des MPME, les investisseurs et les entrepreneurs.	Axe 2 : • Projet de développement du secteur privé Conception de la prestation des services d'appui au secteur privé CIIP de la RCA
Concentration du pouvoir politique entre les mains d'une très petite élite qui gère un État avec très peu de légitimité et utilise les institutions – y compris la justice et la sécurité – à leur propre fins	Recruter et gérer de manière décentralisée les enseignants au niveau des directions locales d'inspection scolaires pour améliorer le déploiement et la rétention des enseignants dans les zones mal desservies.	Axe 2 : Deuxième programme de développement axé sur la consolidation et l'inclusion sociale
	Réduire la concentration du pouvoir à Bangui et améliorer la légitimité de l'État en soutenant une structure étatique décentralisée qui fonctionne bien, qui rapproche la prise de décision par des agents publics élus localement, plutôt que nommés au niveau central, de la population et répond à leurs doléances	Axe 2 : • Restaurer la présence de l'État et la gouvernance locale • Préparation à la REDD +
	Renforcer les capacités des principales agences gouvernementales, des opérateurs de réseaux mobiles et des partenaires du secteur financier pour permettre et développer (i) le paiement des salaires des fonctionnaires par le biais de la téléphonie mobile, et (ii) les paiements mobiles de transferts monétaires aux pauvres et aux plus vulnérables, (iii)) paiement électronique des impôts pour améliorer le recouvrement fiscal, réduire les risques de corruption et d'accapement des ressources par les élites, (iv) mécanismes de transparence autour de l'offre et de demande sur l'utilisation des ressources publiques.	Axe 2 : • Projet de gouvernance numérique • Note de conjoncture économique • Suivi économique et de la pauvreté dans le pays • Diagnostic de l'administration fiscale (TADAT) • Systèmes de paiement du Gouvernement aux personnes (G2P)
	Évaluer les options pour un trajectoire de croissance plus durable pour Bangui, qui peut répondre aux besoins d'un secteur informel porteur, avec des approches durables du logement, des transports, de l'eau et de l'assainissement et de l'énergie	Domaines d'intervention 1 et 2 : ASA sur la mobilité urbaine à Bangui
Accapement et mauvaise gestion par l'élite des ressources naturelles rares, qu'il s'agisse de diamants, d'or, de bois ou de terres de pâturages	Soutenir l'utilisation du système informatisé de données douanières (SYDONIA) pour le dédouanement des produits pétroliers afin de réduire la contrebande, l'accapement par les élites et la corruption et faciliter le commerce.	Axe 2 : • Deuxième programme de développement axé sur la consolidation et l'inclusion sociale
	Améliorer la gestion et la gouvernance des ressources naturelles en aidant la RCA à se conformer de nouveau à l'Initiative pour la transparence des industries extractives (ITIE)	Axe 2 : • Projet de gouvernance des ressources naturelles
	Aider le pays à se conformer à nouveau à l'Initiative pour la transparence des industries extractives (ITIE), suspendue en 2013, pour améliorer la gestion des revenus miniers Améliorer la transparence, la surveillance et la redevabilité des entreprises publiques pour une prestation de services efficace	Axe 2 : • Nouvelle série d'appuis budgétaires • Projet de gouvernance numérique • Diagnostic de l'administration fiscale (TADAT) • Évaluation des entreprises publiques

Annexe 4 : Régime de soutien au redressement de l'IDA AF 2017-AF 2020 – Cadre de suivi

Comme l'accès de la RCA aux ressources du RSR de l'IDA18 est arrivé à son terme, le cadre de suivi indique que sur les 21 jalons clés, 17 ont été atteints. Les quatre jalons clés qui ont été partiellement atteints continueront de faire l'objet de suivi dans le cadre de l'ASR de l'IDA19. Le cadre de suivi complet est présenté ci-dessous.

Figure 10 : Aperçu du cadre de suivi du RSR pour la RCA

Sécurité		Politique/gouvernance		Économique	
Engagement	statut	Engagement	statut	Engagement	statut
Incidents avec des civils		Nouveau cadre RH		Déficit budgétaire conforme au FMI	
Stratégie DDR		Assainissement de la masse salariale		Ratio service de la dette extérieure/recettes	
Bénéficiaires DDR évalués		Audit de la masse salariale		Apurement des arriérés intérieurs	
Désarmement/démobilisation achevés		Rapports d'exécution budgétaire		Non-accumulation d'arriérés extérieurs	
Réintégration achevée		Déclarations de patrimoine		Augmentation des revenus intérieurs	
Stratégie de réforme du secteur de la sécurité		Stratégie de réforme du secteur de la sécurité		États financiers	
Emplois temporaires				Réduction des procédures de dépenses exceptionnelles	
Routes rurales					

Tableau 10 : Cadre de suivi du régime de soutien au redressement de l'IDA18

Étapes clés / indicateurs	Calendrier	Atteinte / Non atteinte	Partenaires clés
Efforts de sécurité stabilisé			
<p><u>Efforts de sécurité en cours</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Réduire le nombre d'incidents impliquant des civils, des ONG internationales, la MINUSCA et d'autres forces 	<p>A revoir tous les mois</p>	<p>Partiellement atteinte. Le nombre d'incidents liés au conflit avec des civils est en baisse, surtout depuis la signature de l'Accord de paix de Khartoum en février 2019. Depuis mars 2019, les incidents impliquant des civils ont diminué de manière soutenue chaque mois (sauf en mai), passant de 256 en mars à 135 en novembre. Cependant, le nombre d'incidents avec les personnels de l'ONU et des ONG stagne avec une moyenne 28 incidents avec les personnels de ONU et 13 incidents avec des ONG chaque mois depuis la signature de l'accord de paix.</p>	<p>MINUSCA</p>
<p><u>Mise en œuvre de la DDR</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Adoption formelle de la stratégie nationale de DDR par les autorités Évaluation du nombre de bénéficiaires pour chaque programme de réintégration Désarmement et démobilisation achevés Réintégration terminée 	<p>Fin 2016</p> <p>Fin 2016</p> <p>Fin 2020</p> <p>Fin 2020</p>	<p>Atteinte, adoptée en novembre 2016</p> <p>Atteint. Chiffres estimés conjointement par le Gouvernement et la MINUSCA et révisés périodiquement en fonction des réalités sur le terrain et de la situation budgétaire du pays</p> <p>En cours. Premiers progrès depuis la signature de l'accord de paix en février 2019, avec environ 1 321 combattants démobilisés dans le Nord-ouest du pays. 295 d'entre eux ont bénéficié d'un programme de réintégration et environ 413 ex-combattants supplémentaires devraient bénéficier d'une réintégration.</p> <p>En cours. La réintégration fait suite au désarmement et à la démobilisation. La disponibilité des ressources du RSR de l'IDA pour davantage de réintégration reste un élément critique du processus sensible de DDR.</p>	<p>MINUSCA UE Etats-Unis France</p>
<p><u>Mise en œuvre de la réforme du secteur de la sécurité (RSS)</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Adoption de la stratégie RSS 	<p>1er semestre 2017</p>	<p>Atteint.</p>	<p>MINUSCA UE Etats-Unis France</p>

Étapes clés / indicateurs	Calendrier	Atteinte / Non atteinte	Partenaires clés
<i>Aide à l'effort pour la stabilité</i>			MINUSCA
<ul style="list-style-type: none"> Créer 1 844 794 emplois temporaires 	30 June 2020	Atteint.	
<ul style="list-style-type: none"> 850 km de routes rurales entretenues 	30 June 2020	Atteint.	
<i>Mise en œuvre de la réforme du secteur de la sécurité (RSS)</i>			
<ul style="list-style-type: none"> Adoption de la stratégie RSS 	1er semestre 2017	Atteint.	
Redressement politique et de gouvernance			
<i>Réforme du secteur public</i>			FMI, UE, France, AFD, BAD
<ul style="list-style-type: none"> Adopter de nouveaux cadres de ressources humaines organiques 	Fin 2016	Atteint	
<ul style="list-style-type: none"> Tous les « hors-statuts » non admissibles ont été enlevé de la liste des fonctionnaires, départ à la retraite de tous les fonctionnaires admissibles, retour de tous les fonctionnaires en service extérieur dont le service a pris fin. 	Fin - 1 ^{er} semestre 2017	Atteint	
<ul style="list-style-type: none"> Entreprendre un audit des tous les postes de fonctionnaires et poursuivre les efforts visant à éliminer les fonctionnaires non admissibles de la masse salariale. 	Fin 2016	Atteint	
<i>Lutte contre l'accaparement de rente et renforcer la transparence</i>			UE, AFD
<ul style="list-style-type: none"> Les rapports d'exécution budgétaire sont produits et publiés tous les trois mois 	2016-2019	Atteint. Les rapports trimestriels d'exécution du budget sont produits et publiés sur le site internet du ministère des Finances en 2016, 2017 et 2018.	
<ul style="list-style-type: none"> Déclarations de patrimoine du Président et des ministres 	Fin 2016	Atteint	

Étapes clés / indicateurs	Calendrier	Atteinte / Non atteinte	Partenaires clés
Redressement économique			
<u>Maintenir la stabilité macroéconomique</u>			
<ul style="list-style-type: none"> Déficit budgétaire conforme au programme du FMI 	Revue tous les six mois, 2016-2019	Atteint. Le déficit primaire intérieur s'est considérablement réduit, passant d'une moyenne de 3,7 pour cent du PIB en 2014-15 à 1,6 pour cent en 2016-2018, soit un niveau inférieur à l'objectif initial de 2,1 pour cent du programme global. Le déficit primaire intérieur est estimé à 3,5 pour cent, les recettes intérieures étant inférieures aux prévisions en 2019.	FMI, UE, France, AFD
<ul style="list-style-type: none"> Ratio du service de la dette extérieure aux recettes (y compris les dons) de 17 pour cent 	2019	Atteint. Le ratio du service de la dette extérieure aux recettes (y compris les dons) devrait atteindre 10,8 pour cent en 2019	
<ul style="list-style-type: none"> Réduire les arriérés intérieurs grâce à l'adoption et à la mise en œuvre d'un plan d'apurement des arriérés intérieurs 	2020	Partiellement atteint. Un plan d'apurement des arriérés intérieurs a été adopté dans le cadre du programme du FMI et les autorités ont consacré des efforts à l'apurement des arriérés. Les critères de réalisation pour l'apurement des arriérés n'étaient pas remplis à la fin décembre 2019, mais les autorités se sont engagées à poursuivre l'apurement des arriérés intérieurs.	
<ul style="list-style-type: none"> Non accumulation d'arriérés de paiements extérieurs 	2020	Atteint. La RCA étant déjà exposée à un risque élevé de surendettement, l'accumulation d'arriérés de paiement extérieurs est susceptible de mettre le pays en situation de surendettement. Cette étape clé vise la non-accumulation d'arriérés de paiement	
<u>Augmenter la mobilisation des revenus</u>			
<ul style="list-style-type: none"> Augmentation des revenus intérieurs en pourcentage du PIB 	Révision tous les six mois, 2016-2020	Atteint. Les recettes intérieures restent faibles, même si elles sont passées de 8,2 pour cent du PIB en 2016 à 8,7 pour cent en 2020.	FMI, UE, France, AFD

Étapes clés / indicateurs	Calendrier	Atteinte / Non atteinte	Partenaires clés
<p><i>Mettre en œuvre les réformes prioritaires sur la Gestion des finances publiques</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Les états financiers 2015 sont produits. • Les états financiers 2016 sont produits. • Le recours aux procédures de dépenses exceptionnelles est passé de 80 pour cent en 2015 à 5 pour cent en 2019 	<p>3T2016</p> <p>June 2017</p> <p>Revoir sur une base annuelle.</p>	<p>Atteint avec retard.</p> <p>Atteint avec des retards, les états ont été transmis à la Cour des comptes.</p> <p>Atteint. La part des dépenses exceptionnelles dans les dépenses totales a considérablement diminué, passant de 24 pour cent en 2017 à 5 pour cent à la fin de 2019.</p>	<p>FMI, UE, France, AFD</p>

Annexe 5. IFC

Tableau 11 : Portefeuille de l'IFC

Portefeuille de services de conseil

Titre du projet	Nom du secteur d'activité principal	Total des fonds gérés par l'IFC (en millions USD)
Projet sur le climat d'investissement en Afrique centrale 2 (ICP2)	EFI et FIG	1,0
Total		1,0

1. Le projet ICP2 de la RCA soutient la mise en œuvre d'approches menées par le secteur privé pour renforcer la compétitivité et accroître l'investissement dans la chaîne de valeur du coton et l'environnement global propice aux affaires. Le projet de services de conseil comprend trois volets : (i) Améliorer les investissements dans le secteur du coton, (ii) Promouvoir la croissance des MPME et des coopératives, et (iii) Faciliter le dialogue entre le Gouvernement et le secteur privé. Le projet reconnaît l'importance d'une composante supplémentaire sur l'amélioration de l'accès aux marchés pour les producteurs de coton, mais cela dépasse le cadre de cette assistance technique. En coopération avec le Pôle d'expertise mondial Agriculture de l'IDA, le projet d'appui à la relance agricole et au développement de l'agrobusiness (P165855) comprendra : (a) la fourniture d'un appui financier au Gouvernement pour développer et/ou améliorer les caractéristiques génétiques des variétés de coton qui sont adaptées à la demande actuelle du marché de la fibre, et (b) un appui pour l'amélioration des intrants (semences, engrais et pesticides) et l'assurance qualité. Des discussions sont également en cours avec le Groupe d'institutions financières (FIG) de l'IFC pour octroyer un financement à un acheteur pour l'acquisition d'installations d'égrenage afin d'améliorer l'égrenage de la fibre de coton.

2. Parallèlement à la préparation de ce cadre de partenariat-pays, l'IFC a entrepris son propre processus de stratégie pays pour la RCA. Cela s'est inspiré en grande partie de l'EDSPP qui a relevé les secteurs prioritaires pour l'engagement de l'IFC, ainsi que les défis sous-jacents qui nécessitent l'engagement politique de la Banque mondiale pour créer un climat des affaires plus propice. Ce processus complémentaire et séquentiel de manière à aborder les réformes, à faciliter l'investissement privé, est incarné dans l'approche « Créer des marchés » de l'IFC 3.0. Cette matrice « Hypothèses – Résultats » (ci-dessous) présente l'éventail des réformes politiques nécessaires pour débloquer des opportunités d'investissements potentiels, avec les rôles respectifs de la Banque mondiale, du Gouvernement de la RCA et de l'IFC en appui à ce processus.

3. Comme indiqué dans ses priorités stratégiques (Encadré 5), l'IFC se concentrera sur les secteurs de la finance inclusive, de l'agro-industrie et de la connectivité physique et virtuelle, en mettant l'accent au départ sur les services de conseil et en mettant en œuvre des réformes ciblées et des outils de réduction des risques (tels que les Guichets du secteur privé) pour créer les conditions nécessaires aux investissements privés.

Figure 11 : « Matrice Hypothèses-Résultats » de l'IFC pour la RCA

	DEMANDES/REFORMES POLITIQUES POUR DEBLOQUER LE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR (« HYPOTHESES... »)	INVESTISSEMENT POTENTIEL/DESCRIPTION DU PROJET (« ... RESULTATS »)	ROLE DU GBM ET DE L'AUTORITE/AGENCE GOUVERNEMENTALE
FINANCE INCLUSIVE	Améliorer l'interopérabilité entre le secteur bancaire, les télécommunications et les régulateurs	Accroître l'accès aux services financiers numériques en collaboration avec les opérateurs de télécommunications locaux (par exemple Orange, Telecel).	BM : Déploiement d'un projet d'e-gouvernement, y compris les paiements électroniques
	Revoir les restrictions sur les transferts numériques pour permettre le traitement de transferts en dehors de la région CEMAC.		IFC : Fourniture de services de conseil sur les SFN aux opérateurs de télécommunications privés
	Mettre en œuvre un système d'identification national pour soutenir la conformité KYC	Soutenir la numérisation des paiements tout au long de la chaîne de valeur (pour les chaînes de valeur clés dans l'agriculture, les industries extractives, etc.)	Homologue GdRCA : Ministère des Finances (Unité de coordination)
	Améliorer le régime fiscal lié aux intrants et aux équipements	Soutenir les opérations agro-industrielles commerciales dans des chaînes de valeur sélectionnées (coton, maïs, volaille) via les conseils et les investissements, en cherchant à établir une démonstration de faisabilité réussie pour une opération d'agriculture commerciale à grande échelle en RCA	BM : Mise en œuvre du projet PRADAC.
AGRICULTURE ET AGRO-INDUSTRIE	Opérationnaliser un guichet unique pour les entreprises rurales		IFC : Services de conseil à l'agrobusiness commercial à travers le projet IC2.
	Améliorer la facilitation des échanges pour permettre un accès plus efficace aux marchés et aux intrants agricoles		Homologue GdRCA : Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MARD)
INFRASTRUCTURES ET LOGISTIQUE	Mettre à jour le cadre juridique et réglementaire nécessaire pour promouvoir la participation du secteur privé à la production d'énergie renouvelable (sur réseau et hors réseau) et à l'efficacité énergétique	Soutenir 1 PPI solaire, pendant la phase 2 du programme de la BM	BM : Mise en œuvre de projets dans le secteur de l'électricité et de la route, y compris l'appui aux réformes propices aux PPP et à la réhabilitation des entreprises de services publics (ENERCA)
	Renforcer le cadre institutionnel faible (politique, organisation et mécanismes pour assurer la qualité et l'entretien des routes après réhabilitation)	Soutenir les entrepreneurs en ingénierie avec un paquet d'investissement structurant pour l'exécution de contrats d'entretien routier	IFC : recours aux services de conseil sur les PPP pour soutenir le GdRCA dans la structuration d'une transaction PPP (par exemple solaire)
	Développement d'un contrat de gestion, d'exploitation et de maintenance (GEM) à signer avec le secteur privé dans le cadre d'un accord PPP		Homologue GdRCA : Ministère du Développement de l'Énergie et des Ressources en eau



INFRASTRUCTURES
NUMERIQUES/TIC

Mettre à jour le cadre juridique et réglementaire dans le secteur des TIC, en tirant parti du projet de dorsale de fibre optique d'Afrique centrale pour améliorer la connectivité haut débit

Développement de la dorsale TIC, y compris le haut débit à Bangui

BM : Soutenir la coordination des politiques régionales sur le projet de dorsale de fibre optique d'Afrique centrale, aux côtés de la BAD.

IFC : soutenir le GdRCA dans la mise en place de PPP pour gérer la dorsale nationale de fibre optique.

Homologue GdRCA : Ministère des Postes et Télécommunications

Annexe 6. Engagement du FMI en République Centrafricaine

1. Le 20 décembre 2019, le Fonds monétaire international (FMI) a approuvé un accord triennal au titre de la **Facilité élargie de crédit (FEC)**. L'appui du FMI à la RCA, totalisant l'équivalent de 115,1 millions USD, a commencé par un décaissement immédiat de 16,4 millions USD et comprend des efforts pour aborder les domaines suivants :

- Maintenir la stabilité macroéconomique, renforcer la capacité administrative, la gouvernance et le climat des affaires, promouvoir une croissance robuste et durable et réduire la pauvreté.
- La politique budgétaire sera axée sur une plus forte mobilisation des recettes, la priorisation des dépenses et le renforcement de la GFP pour assurer la viabilité des besoins de dépenses de sécurité, sociales et d'infrastructures de la RCA.
- Les mesures de mobilisation des recettes comprendront la réconciliation quotidienne des données sur les recettes, la numérisation des déclarations et des paiements fiscaux et une coordination renforcée entre les administrations fiscales.
- Un renforcement supplémentaire de la GFP impliquera l'élimination des agences publiques restantes qui n'ont pas de raison d'être économique, la finalisation de l'audit des arriérés intérieurs et le renforcement de la surveillance et de la gestion des entreprises publiques.
- Les réformes structurelles viseront à améliorer la capacité du Gouvernement à concevoir et à mettre en œuvre des politiques et des réformes, à améliorer la gouvernance, notamment par le renforcement des institutions de lutte contre la corruption, et à supprimer les goulots d'étranglement et les obstacles réglementaires à l'investissement privé.

2. La RCA était l'un des 25 pays membres du FMI à bénéficier de service d'allègement de la dette dans le cadre du **Fonds fiduciaire d'assistance et de riposte aux catastrophe (ARC)**, pour le service de la dette en baisse due au FMI au cours des six prochains mois, à compter du 14 avril 2020. L'allègement du service de la dette a pour but de libérer des ressources financières limitées qui peuvent être dirigées vers les secours médicaux d'urgence et autres efforts de secours à un moment où les pays membres tels que la RCA doivent faire face à l'impact de la pandémie de COVID-19.

3. Plus récemment, alors que les autorités adoptaient un plan de riposte global pour contenir la propagation de la COVID-19, renforcer le système de santé national et atténuer l'impact du virus sur l'économie, le Conseil du FMI a approuvé une aide d'urgence de 38 millions USD au titre de la **Facilité de crédit rapide**. Ce financement du Fonds est destiné à aider à préserver la viabilité budgétaire et à catalyser une assistance supplémentaire de la part de la communauté internationale, sous forme de dons.

Annexe 7 : Résumé des consultations dans le cadre du CPP

Consultations publiques : Des consultations approfondies ont eu lieu auprès d'un large éventail de parties prenantes à Bangui entre novembre 2019 et juin 2020. Les problèmes les plus fréquemment cités étaient les suivants : (i) la paix et la sécurité sont des conditions préalables à tout éventuel développement dans le pays (lien humanitaire-développement) ; (ii) l'amélioration de la connectivité et des infrastructures en dehors de Bangui ; (iii) une plus grande MRI et une bonne gouvernance des institutions publiques ; (iv) le développement du secteur privé et la création d'emplois ; et (v) le développement du capital humain, en particulier en ce qui concerne la santé et l'éducation.

- **Représentants gouvernementaux :** Des fonctionnaires de 18 différents ministères ont souligné que la **sécurité** est une condition fondamentale pour restaurer la présence et l'autorité de l'État sur l'ensemble du territoire. Tant qu'il n'y aura pas de sécurité, il sera impossible de travailler sur le développement et seule l'aide humanitaire sera possible. Les représentants gouvernementaux ont également souligné la nécessité urgente de : (i) améliorer la connectivité dans tout le pays ; (ii) investir dans l'éducation et la formation professionnelle ; (iii) améliorer la gouvernance et la MDI ; (iv) soutenir et investir dans le secteur de l'énergie ; (v) promouvoir la technologie numérique ; et (vi) simplifier les politiques et procédures complexes du GBM. La **connectivité** est un problème fondamental en RCA, en particulier à l'Est, car actuellement les services de base tels que l'eau, la santé et l'éducation sont pratiquement inexistantes. Le développement ne peut être réalisé sans routes et infrastructures de base, et la présence de l'État ne peut pas être déployée sans connectivité. En outre, si la connectivité est améliorée en dehors de Bangui, le développement du secteur privé suivra plus probablement (par exemple, transformation et exportation de maïs, de sésame, d'huile de palme). **L'éducation** est également une priorité et la base de tout développement. Les responsables ont reconnu l'impact positif de l'appui de la Banque mondiale à la stratégie du secteur de l'éducation, ce document ayant permis également mobiliser des ressources supplémentaires (telles que celles du PME). **La bonne gouvernance** a été citée comme étant la responsabilité de l'État et étant essentielle pour optimiser les ressources existantes. Le recrutement de fonctionnaires qualifiés pour renforcer la présence et les capacités de l'État a également été cité comme essentiel. La GFP s'est déjà considérablement améliorée ces dernières années, mais un appui supplémentaire est nécessaire pour améliorer la MDI. La RCA continue de perdre d'énormes quantités de ressources potentielles et les responsables gouvernementaux ont appelé à un appui supplémentaire de la Banque mondiale pour aider le gouvernement à promulguer des réglementations afin de mieux capter ces ressources. L'appui et l'engagement de l'IFC ont également été cités comme étant très importants dans l'élargissement de l'assiette fiscale du pays. Le **secteur de l'énergie** a un arriéré d'investissement de quarante ans - ceci est clairement démontré par le fait que seuls huit pour cent de la RCA est actuellement électrifiée. Le potentiel d'investissements est énorme et un plan stratégique décennal dans le secteur de l'énergie est nécessaire, ce qui aiderait à mobiliser des partenaires au développement et des financements supplémentaires. **Le développement numérique** pourrait améliorer considérablement la gouvernance et la transparence, grâce à des applications d'e-gouvernement et dans les secteurs minier et forestier. C'est donc le bon moment pour développer une stratégie sectorielle et améliorer la coordination des parties prenantes. Cependant, l'électricité est nécessaire pour développer une économie numérique. Enfin, les responsables gouvernementaux ont insisté sur des améliorations aux **modalités institutionnelles** lourdes du GBM. Ces procédures sont souvent décourageantes ou peu adaptées au contexte d'un pays fragile aux faibles capacités (notamment dans le domaine des marchés publics). Les représentants gouvernementaux ont noté que les modalités institutionnelles constituent un obstacle majeur à la mise en œuvre des projets, en particulier dans les secteurs de l'eau, de l'énergie et des routes.

- **Secteur privé** : Dans le cadre du lancement de *l'EDSPP de la RCA*, deux missions conjointes de l'IFC et de la BM/FCI ont été menées en novembre 2019 et février 2020 à Bangui et ont permis de rencontrer un large éventail de représentants du secteur privé, d'ONG et d'agences gouvernementales. Le message principal qui a émergé de ces réunions est que la **fragilité globale** associée à la situation d'éloignement/enclavement présente de formidables défis pour le développement du secteur privé en RCA. De plus, les **infrastructures habilitantes clés** ne sont pas disponibles, et les transports et l'énergie sont considérés comme des contraintes essentielles pour débloquer une croissance induite par le secteur privé. Cependant, les efforts de reconstruction devraient offrir des opportunités aux opérateurs économiques locaux, et les **secteurs de l'agriculture et forestiers** offrent un potentiel pour stimuler les revenus locaux et soutenir la croissance à long terme. Les autres problèmes transversaux qui ont émergé des consultations sont un **environnement de l'entreprise difficile** (la RCA est classée 184/190 sur DB), un faible développement du secteur financier (et un très faible niveau d'inclusion financière), une faible connectivité TIC/numérique, et manque de main- d'œuvre qualifiée.

- **Agences des Nations Unies** : Une consultation virtuelle a eu lieu à Bangui en début juin 2020 avec toutes les agences des Nations Unies représentées dans l'Equipe pays des Nations Unies (UNCT). Les agences des Nations Unies ont noté que le partenariat et la coordination entre le GBM et l'ONU se sont considérablement améliorés au cours de l'année dernière, en particulier depuis le début de la pandémie de la COVID-19. Cette crise a donné occasion à de partenariats innovants (par exemple dans l'effort de fournir de l'eau potable dans tout le Bangui ou dans les enquêtes de suivi des prix rapides). Ce partenariat renouvelé doit se poursuivre et s'améliorer, notamment dans le cadre du dialogue politique et de l'appui aux politiques sectorielles ainsi que dans les travaux d'analyse. Le GBM a un meilleur accès direct au Gouvernement et cet accès peut être utilisé pour transmettre des messages communs importants. L'Equipe pays des Nations Unies a également souligné que la paix était une condition préalable au développement et a appelé à un dialogue inclusif entre les acteurs politiques et à des politiques efficaces pour parvenir à et consolider la paix. Le **lien humanitaire-développement** est primordial dans un pays fragile tel que la RCA. Les participants des Nations Unies ont noté que le GBM peut soutenir les initiatives de résilience humanitaire et communautaire en intensifiant les activités que l'ONU met en œuvre sur le terrain avec un financement limité. Cela peut avoir un effet multiplicateur pour un appui plus durable à la croissance économique, à la création d'emplois et à la réduction de la pauvreté. Les opportunités immédiates suggérées pour des actions conjointes entre GBM et l'ONU (y compris dans le contexte de la COVID-19) comprennent : (i) les transferts monétaires aux personnes vulnérables, (ii) la construction de la route du Nord-Est pour désenclaver cette région du pays, et (iii) l'amélioration de la chaîne de distribution et de la logistique.

- **Union Européenne** : Le nouveau cycle de programmation de l'UE pour sept ans débutera en 2021, autour de deux priorités : (i) Développement durable et numérisation, et (ii) Paix et sécurité. La nouvelle programmation prendra en considération la pandémie actuelle de la COVID-19. Les programmes proposés de l'UE et de l'EBG sont fortement complémentaires dans les domaines suivants : (i) la **paix et la sécurité**, où l'UE travaille sur la réforme de la sécurité, l'appui aux Forces armées centrafricaine (FACA) et la réforme de la justice, tandis que le GBM se concentre sur la cohésion sociale, les infrastructures communautaires, la réintégration économique et les PDI ; (ii) **l'agenda numérique**, dans lequel l'UE se concentre sur l'infrastructure des TIC tandis que le GBM travaille sur des plateformes numériques ; et (iii) la **connectivité rurale**, que l'UE considère comme une priorité essentielle pour le pays, mais qui repose principalement sur la BM. Dans d'autres domaines, l'UE et le GBM collaborent et coordonnent leurs interventions. Par exemple, l'UE et le GBM soutiennent la RCA avec un **appui budgétaire** et des **réformes politiques** qui sont bien coordonnés et

s'appuient les uns sur les autres. Dans le **secteur de la santé**, l'UE et le GBM utilisent la même méthodologie de FBR, mais se sont mis d'accord sur une répartition géographique du travail. **L'énergie rurale** sera un nouveau secteur d'intervention tant pour l'UE que pour la Banque mondiale et les deux partenaires ont convenu de développer une approche commune.

Enquête d'opinion pays (EOP) : Une EOP a été réalisée en février et mars 2020 et intègre les commentaires de 257 parties prenantes qui ont répondu à l'enquête. La majorité des réponses provenaient de la Présidence/de la Primature/des Ministères, des institutions gouvernementales et de la société civile. Les données de l'EOP ont été collectées avant l'épidémie de COVID-19, et il faut donc s'attendre à certains changements dans les perceptions et les priorités des parties prenantes. Les principales conclusions de l'EOP sont les suivantes :

- (i) Les trois principales priorités de développement qui se sont dégagées sont **la sécurité/la stabilisation/la reconstruction** (81 pour cent), **la gouvernance du secteur public** (34 pour cent) et **l'éducation** (31 pour cent).
- (ii) On considère que les principaux contributeurs à la réduction de la pauvreté en RCA sont l'agriculture et le développement rural (57 pour cent).
- (iii) Les parties prenantes aimeraient que les interventions du GBM mettent l'accent sur l'éducation (41 pour cent), l'agriculture et le développement rural (39 pour cent), les transports (31 pour cent), la gouvernance du secteur public (27 pour cent), l'énergie (26 pour cent) et le développement du secteur privé (21 pour cent). Interrogés sur les domaines qui bénéficieraient le plus du rôle principal du GBM parmi les partenaires internationaux en RCA, les répondants ont indiqué que le « capital humain (éducation, santé, protection sociale) » (60 pour cent) était le domaine le plus important.

Le GBM est perçu par les répondants comme un « partenaire à long terme », mettant en œuvre une « approche respectueuse avec les parties prenantes », « simple et honnête », et une institution qui collabore avec le Gouvernement, l'ONU et d'autres partenaires au développement.

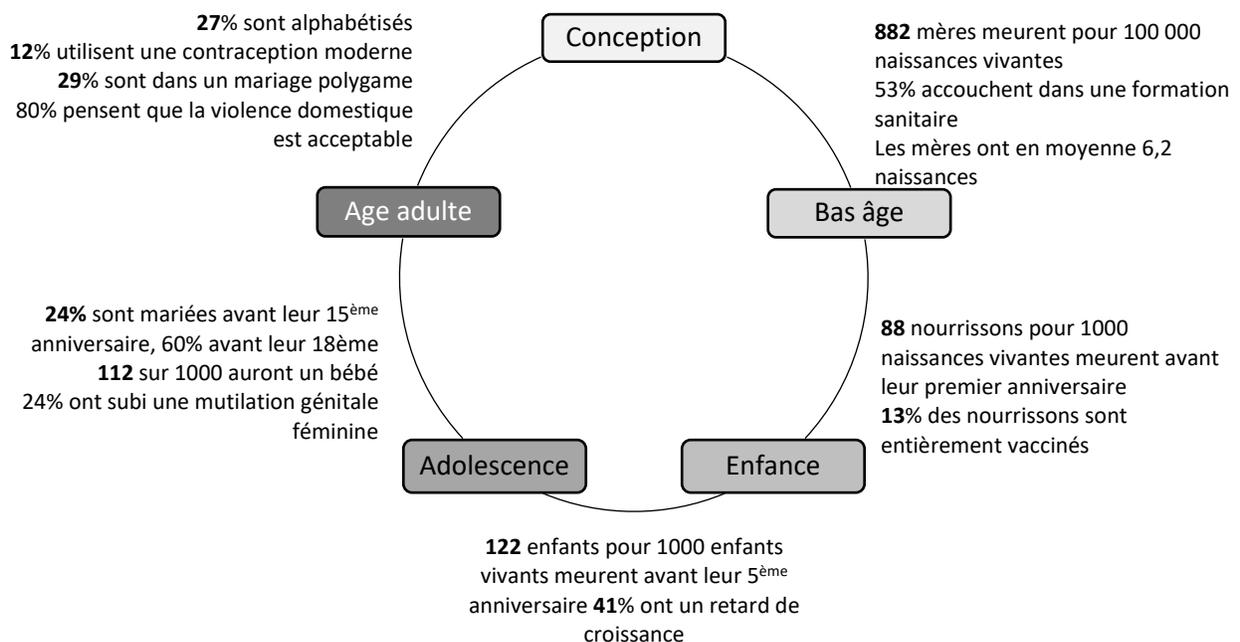
Annexe 8 : Répertoire des bailleurs

Secteurs	AFD	BAD	BDEAC	Chine	UE/Fo nds	FMI	France	Russie	ONU	Etats- Unis	BM	Total
I- Gouvernance												
Paix et sécurité					X		X	X	X	X		5
Droits humains	X				X		X			X		4
Finances publiques	X	X			X	X			X		X	6
Statistiques		X			X	X			X		X	5
Développement local/régional	X				X				X		X	4
II- Secteurs productifs												
Agriculture	X	X	X		X				X		X	6
Forêt	X				X				X		X	4
Élevage	X	X			X		X		X	X	X	7
Exploitation minière		X					X			X	X	4
Environnement des affaires	X	X				X			X			4
III- Infrastructure												
Eau et irrigation	X	X	X		X				X		X	6
Énergie	X	X		X					X		X	5
Transport	X	X							X		X	4
Télécommunications/TIC		X							X			2
IV- Secteurs sociaux												
Éducation	X	X			X		X		X		X	6
Santé	X	X		X	X		X		X		X	7
Assainissement	X	X	X		X				X			5
Genre	X	X			X		X		X	X	X	7
Total	15	14	3	2	14	4	7	1	17	5	14	

Annexe 9 : Questions de genre dans le CPP de la République Centrafricaine

Les femmes et les filles en RCA sont confrontées à des obstacles dans leur réalisation de leur plein potentiel. L'autonomisation économique des femmes est limitée par des lois et des normes sociales discriminatoires, un faible accès à la justice et la violence domestique. En outre, la VBG et le viol en tant qu'arme de guerre étaient courants pendant les crises et ces pratiques persistent. Les opportunités économiques sont en outre limitées par de mauvais résultats scolaires, de faibles taux d'alphabétisation et des taux de fécondité obstinément élevés (y compris les grossesses d'adolescentes). La figure ci-dessous présente les défis auxquels les femmes et leurs enfants sont confrontés tout au long de leur cycle de vie.

Figure 12 : Cycle de vie d'une femme en RCA



4. **Des travaux d'analyse récents, y compris les analyses de genre dans l'ESDP et les projets, ont relevé les contraintes de genre en RCA.** Il s'agit notamment de la fécondité des adolescentes et de la santé maternelle, des lacunes dans l'accès à l'éducation et aux compétences, la VBG, le faible taux de participation des femmes à la main-d'œuvre et leur concentration dans l'agriculture de subsistance et le secteur informel. Ces analyses montrent également que les femmes et les hommes subissent des impacts différents des conflits et de la violence. Alors que les femmes souffrent d'un manque d'accès aux services sociaux de base, d'une exposition à la VBG et d'un manque de mobilité géographique en raison de problèmes de sécurité personnelle, les hommes sont plus susceptibles d'être tués ou blessés dans les activités de conflit et sont vulnérables au recrutement dans des activités violentes et illicites, étant donné le manque d'opportunités économiques viables.

La base analytique du CPP comprend une gamme de diagnostics de genre. Le CPP est éclairé par une série d'analyses de genre qui répondent aux exigences de l'OP/BP 4.20, y compris une Etude diagnostique du genre de la Banque mondiale en RCA (2012), un Profil genre pays de la BAD en RCA (2012), une analyse de la Banque mondiale sur la situation de la VBG en RCA (2018), l'ASA de la Banque mondiale sur

l'Évaluation de la formation professionnelle et de l'employabilité des jeunes (2019), l'Indice des institutions sociales et du genre de l'OCDE, le Profil pays de la RCA (2019) et l'analyse de genre dans l'EDSP. L'équipe étudiera les possibilités d'analyses de genre plus approfondies pendant la période du CPP.

Les inégalités entre les sexes en RCA apparaissent dès l'adolescence de la femme. Une série de problèmes émerge autour de l'adolescence qui contribue à une forte croissance démographique, à une faible autonomisation économique des femmes et à de mauvais résultats en matière de santé de la mère et de l'enfant. Les données de l'Enquête en grappe à indicateurs multiple (MICS) 2010 montrent que 27 pour cent des jeunes femmes ont eu des relations sexuelles avant l'âge de 15 ans, contre seulement 11 pour cent des jeunes hommes. Cela se traduit par un taux élevé de fécondité chez les adolescentes, avec 104 naissances pour 1 000 femmes âgées de 15 à 19 ans. La maternité précoce conduit à l'abandon scolaire, à une fécondité plus élevée sur la durée de vie et à une mauvaise santé de la mère (en raison du nombre d'enfants par femme et du risque plus élevé de naissances pendant l'adolescence), avec des implications négatives évidentes pour l'autonomisation économique sur la durée de vie. La mortalité maternelle est estimée à 882 pour 100 000 naissances vivantes.

Les écarts de genre en matière d'éducation sont importants. Il existe de grandes disparités entre les sexes dans l'accès à la scolarité à tous les niveaux. Le nombre d'enfants non scolarisés âgés de 6 à 18 ans en RCA, y compris ceux qui n'ont jamais été scolarisés, est énorme. La violence et les conflits ont exacerbé la situation en augmentant les abandons. Pour ceux qui n'ont jamais été à l'école, les filles sont plus susceptibles que les garçons de citer le refus de la famille (34 pour cent contre 19 pour cent) et le coût (29 pour cent contre 23 pour cent) comme cause. Des facteurs liés à l'offre, tels que le manque d'enseignants, semblent également avoir un impact plus important sur les jeunes filles qui n'ont jamais fréquenté l'école. Pour les jeunes qui ont déjà abandonné leurs études, le coût est la raison la plus souvent citée par les filles et les garçons, mais les filles sont plus susceptibles que les garçons de citer le mariage (10 pour cent contre 2 pour cent), tandis que 18 pour cent citent la grossesse. Les écarts historiques entre les sexes continuent d'affecter le capital humain de la RCA : 68 pour cent des femmes sont analphabètes, contre 48 pour cent des hommes.

La VBG ajoute aux disparités d'opportunités. Bien que les données complètes au niveau national soient limitées, diverses études indiquent des niveaux élevés de VBG en RCA. Une étude de l'UNESCO menée dans six villes où des groupes armés étaient présents (Bangui, Bossangoa, Bambari, Boda, Sibut et Kaga-Bandoro) a révélé des taux de prévalence de plus de 70 pour cent pour divers types de violence sexuelle et domestique, soit plus de 60 pour cent pour la violence physique et 40 à 50 pour cent pour les mariages forcés et précoces (Banque mondiale, 2018). Les conflits peuvent également contribuer à une normalisation de la VBG, avec plus de 80 pour cent des femmes déclarant qu'elles pensent que le fait de battre sa femme est acceptable, contre une moyenne de 45 pour cent dans toute l'ASS. L'insécurité persistante augmente les risques de VBG et réduit la capacité des femmes à demander justice. L'accès à la justice est limité par le manque de financement pour les services liés à la VBG, les contraintes financières des victimes, le manque de confiance dans le système judiciaire et la perception que les opinions et les problèmes des femmes ne sont pas traités de la même manière que ceux des hommes par le système judiciaire (EDSP).

Le taux de participation des femmes à la population active n'est que de 61 pour cent, contre 80 pour cent pour les hommes. La plupart des femmes (96 pour cent) sont engagées dans l'agriculture, 55 pour cent des travailleurs du secteur étant des femmes. En 2018, les femmes ne représentaient que 20 pour cent de la main-d'œuvre occupant un emploi salarié, ce qui suggère qu'il y a moins de femmes que d'hommes travaillant dans des activités économiques formelles. Dans l'agriculture, il existe non

seulement une division des tâches selon le sexe, mais aussi une division des cultures - les femmes sont plus susceptibles de cultiver des cultures vivrières que des cultures commerciales. Les agricultrices sont également confrontées à des défis en raison d'un accès réduit à la terre (pour laquelle elles dépendent de leur mari) et d'un accès moindre aux processus décisionnels en rapport au développement local.

Les questions de genre sont bien intégrées dans le portefeuille. Le CPP abordera la santé des femmes grâce à un ensemble de travaux en cours axés sur la santé de la mère, la santé de la reproduction/ la démographie et la VBG. Le Projet en cours de soutien et de renforcement du système de santé (SENI - P164953) met fortement l'accent sur l'amélioration de l'utilisation et de la qualité des services de santé de la mère et de la reproduction à travers le financement basé sur la performance (FBP) et à la sensibilisation. Le CPP s'appuie également sur l'appui budgétaire pour lutter contre la VBG, à travers le deuxième Programme d'appui à la consolidation et de développement de l'Inclusion Sociale (PRCIS2-P168474). Les actions préalables de cet appui budgétaire comprennent l'ajout d'une ligne budgétaire dans la loi de finances 2020 pour des soins de santé gratuits et ciblés pour les enfants de moins de cinq ans, les femmes enceintes et allaitantes et la prestation de services et de soins gratuits et intégrés aux victimes de VBG. Cela fait suite au décret présidentiel sur la gratuité de soins de santé ciblés au profit des femmes enceintes, des enfants de moins de cinq ans et des survivants de la VBG, qui a été promulgué en décembre 2018, dans le cadre du PRCIS 1.

Le CPP répond à la VBG en RCA par l'atténuation des risques. Au cours de la préparation, tous les nouveaux projets utiliseront l'outil d'évaluation des risques de VBG pour analyser les risques de VBG au stade du concept et inclure des évaluations des risques de VBG dans leurs EIES. Le cas échéant, les projets suivront également la Note de bonnes pratiques de la Banque mondiale (2018) sur la lutte contre la VBG dans le cadre des financements en modalités projet impliquant de grands travaux civils. Les projets ont déjà adopté des mesures tels que les mécanismes de règlement des plaintes, les codes de conduite, les protocoles de réponse à la VBG, le répertoriage des services de réponse à la VBG et les efforts de sensibilisation communautaire.

Annexe 10 : Contexte climatique de la RCA - Vulnérabilité et adaptation

Principaux risques climatiques et de catastrophe - tendances actuelles et projections futures

1. **La RCA est caractérisée par un climat tropical humide avec une saison des pluies et une saison sèche distinctes. Les températures annuelles moyennes ont augmenté depuis 1978, à un rythme plus rapide dans le nord-est du pays que dans le sud-ouest.**⁶⁰ Les projections indiquent une augmentation comprise entre 0,7 et 3°C d'ici 2080 pour les scénarios d'émissions faibles, moyennes et élevées. Le nombre total de jours annuels de températures supérieures à 35°C augmenterait de 60,6 jours en 2050, tandis que le nombre total de jours annuels de températures supérieures à 40°C serait de 14,5 jours au milieu du siècle et de 50,7 jours à la fin du siècle.⁶¹

2. **Les précipitations annuelles moyennes en RCA ont légèrement augmenté depuis la fin des années 1990**, comme en témoigne une augmentation de 4 pour cent par rapport à la moyenne 1995-2017 à Bangui. Des tendances similaires ont été observées dans les parties ouest et nord du pays.⁶² Les précipitations devraient devenir plus irrégulières, en termes de durée, d'intensité et de fréquence.⁶³

Contexte de vulnérabilité climatique - Domaines d'adaptation et de résilience

3. **La RCA est vulnérable à divers risques climatiques et de catastrophes agissant comme un multiplicateur de menaces à la réalisation des gains de développement et pour les populations les plus vulnérables.** Le pays se classe 178^{ème} (sur 181) sur l'indice ND-Gain.⁶⁴ Selon la Contribution Déterminée au niveau National (CDN) de la RCA, l'ensemble du territoire national est exposé à des aléas climatiques extrêmes, principalement des sécheresses et des pluies torrentielles suivies d'inondations.⁶⁵ Les groupes vulnérables tels que les communautés rurales, les femmes, les enfants et les personnes âgées sont les plus exposés.

4. **Les inondations représentent la plus grande part des causes des pertes liées aux catastrophes naturelles en RCA.** Les pluies torrentielles et les inondations touchent principalement le sud du pays, affectant les logements, les bâtiments, les routes et d'autres infrastructures. Des pluies inhabituellement fortes à la fin de 2019 ont provoqué des inondations et des dégâts dans huit préfectures, affectant 57 000 personnes et 20 000 personnes déplacées et détruisant plus de 10 000 maisons (Organisation internationale pour les migrations (OIM), 2019 ; NRC, 2019).⁶⁶ Les pertes annuelles dues aux inondations récurrentes à Bangui ont été estimées à 7 millions USD.⁶⁷

⁶⁰ Ibid.

⁶¹ Portail de connaissances de la Banque mondiale sur le changement climatique - Page pays de la RCA. <https://climateknowledgeportal.worldbank.org/country/central-african-republic/climate-data-projections>

⁶² Troisième communication nationale de la RCA à la CCNUCC (version provisoire). Ch. 4 Évaluation des vulnérabilités et adaptation au changement climatique.

⁶³ Portail de connaissances de la BM sur le changement climatique - Page pays de la RCA. <https://climateknowledgeportal.worldbank.org/country/central-african-republic/climate-data-projections>

⁶⁴ <https://gain.nd.edu/our-work/country-index/rankings/>L'indice national ND-GAIN résume la vulnérabilité d'un pays au changement climatique et à d'autres défis mondiaux en combinaison avec sa volonté d'améliorer la résilience.

⁶⁵ CAR NDC, 2016.

https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Central%20African%20Republic%20First/INDC_R%C3%A9publique%20Centrafricaine_EN.pdf

⁶⁶ <https://reliefweb.int/report/central-african-republic/over-20600-people-displaced-floods-bangui-central-african-republic> ; <https://reliefweb.int/report/central-african-republic/57000-people-affected-severe-flooding-central-african-republic>

⁶⁷ Rapport conjoint d'évaluation des besoins, 2009. <https://www.gfdr.org/en/central-african-republic-2009-subsequent-floods-bangui-which-left-14500-people-homeless-gfdr>

5. La sécheresse est courante en RCA, plus fréquente dans le Nord et le Nord-est, affectant les ressources agricoles et hydriques.⁶⁸ L'accès à l'eau potable est particulièrement difficile pendant la saison sèche et pendant les sécheresses, ce qui a un impact sur l'agriculture, la sécurité alimentaire, la santé publique et l'assainissement. La sécheresse peut décimer les rendements du maïs et de l'arachide, tandis que des pluies excessives peuvent entraîner la pourriture du manioc et du sésame, la dégradation du coton et affecter le séchage et le stockage des cultures. Une sécheresse prolongée affecte le bétail, avec une prolifération de diverses maladies.⁶⁹ Elle peut également avoir un impact sur la capacité hydroélectrique, tandis que des températures extrêmes peuvent affecter les transmissions d'électricité et les réseaux de distribution.⁷⁰ La capacité d'adaptation, des cultures résistantes à la sécheresse, un meilleur accès à l'eau potable et à la gestion de l'eau, et l'amélioration des pratiques agricoles sont tous nécessaires pour la résilience climatique de la RCA.⁷¹

6. La RCA est également vulnérable à de nombreuses maladies qui se développent pendant la saison sèche (typhoïde, infections respiratoires, méningite aiguë, diarrhée, paludisme). La RCA se trouve dans la ceinture de Méningite, avec une forte probabilité d'épidémies annuelles pendant la saison sèche, et la rareté des approvisionnements en eau et la mauvaise qualité de l'eau augmentent la probabilité de ces maladies. Des précipitations plus irrégulières peuvent également augmenter les sites de reproduction et la transmission du paludisme. Des programmes de vaccination, une large distribution de médicaments, des campagnes de sensibilisation du public, un accès à de l'eau potable et un meilleur assainissement seront impératifs pour réduire la vulnérabilité.⁷²

7. La CDN de la RCA reconnaît la nécessité de renforcer la résilience. L'agriculture, l'élevage et la sécurité alimentaire, la santé, les infrastructures de base et la gestion des ressources naturelles (y compris les forêts) sont des priorités. Les options d'adaptation comprennent l'amélioration des cadres politiques ; la connaissance du changement climatique ; la gestion durable des systèmes agricoles, forestiers et d'élevage ; la planification de l'utilisation des terres ; le développement des infrastructures ; la sécurité énergétique ; les systèmes de santé publique ; la gestion des déchets ; et la gestion durable des ressources en eau.

Réduction des émissions de gaz à effet de serre

8. Selon la troisième Communication nationale de la RCA à la CCNUCC (couvrant la période de 2011-2016), 93 pour cent des émissions nationales sont attribuables aux secteurs de l'agriculture, de la foresterie et de l'utilisation des terres (AFAT).⁷³ Ceux-ci comprennent : les changements d'utilisation des terres des terres forestières en terres cultivées représentent le plus d'émissions (60 pour cent des émissions nationales en 2016 ; les émissions liées à la combustion de la biomasse dans les pâturages et

⁶⁸ Il s'agit notamment de la babésiose, de la trypanosomiase, de la jambe noire, de la brucellose et de la fièvre aphteuse. CAR NDC, 2016.

https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Central%20African%20Republic%20First/INDC_R%C3%A9publique%20Centrafricaine_EN.pdf

⁶⁹ Troisième communication nationale de la RCA à la CCNUCC. Ch. 4 Évaluation des vulnérabilités et adaptation au changement climatique.

⁷⁰ Ibid.

⁷¹ CAR NDC, 2016.

https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Central%20African%20Republic%20First/INDC_R%C3%A9publique%20Centrafricaine_EN.pdf

⁷² <https://climateknowledgeportal.worldbank.org/country/central-african-republic/vulnerability>

⁷³ Les émissions annuelles de la RCA représentent moins de 0,002% des émissions mondiales.

les terres agricoles ; les émissions liées aux pratiques agricoles et au bétail, qui sont négligeables. D'autres émissions sont liées à la consommation d'énergie, en particulier les combustibles fossiles (contribuant à hauteur de 3 pour cent des émissions de la RCA), le secteur des déchets à Bangui (1 pour cent) et les processus industriels (avec des émissions négligeables).

9. La CDN de la RCA définit l'aspiration du pays à réduire les émissions de 5 pour cent et 25 pour cent respectivement d'ici 2030 et 2050 par rapport au statu quo et à augmenter le potentiel de séquestration. La NDC met en évidence un potentiel élevé d'atténuation du changement climatique en réduisant les émissions de GES liées à la déforestation et à la dégradation des forêts (REDD +). La préparation à la REDD + de la RCA (P156721) (2017-2020) fournit une base d'engagement solide et des analyses pour rationaliser les objectifs REDD + de la RCA à travers les politiques et les investissements.

10. Le Cadre National d'Investissement REDD+ 2020-2025 de la RCA⁷⁴ définit des mesures prioritaires pour lutter contre les facteurs de déforestation et de dégradation des forêts. Cela comprend la foresterie durable (l'exploitation artisanale, l'exploitation industrielle à faible impact, la restauration du paysage) ; l'agriculture durable (agro-écologie, agroforesterie, café, cacao et huile de palme durables) ; l'énergie durable (plantations de bois-énergie, fourneaux améliorés) ; et l'exploitation minière durable (promotion de pratiques à faible impact et restauration des sites miniers).

⁷⁴ *Cadre National d'Investissement REDD + 2020-2025 de la RCA, 2019 (projet).*

